

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 6–10 juin 2005**

## **RAPPORTS ANNUELS**

**Point 4 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.A/2005/4**

5 mai 2005

ORIGINAL: ANGLAIS

## **RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2004**



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division de la gestion axée sur les résultats (OEDR): M. M. Usnick tel.: 066513-2043

Analyste principale du Bureau de l'évaluation des résultats et des rapports (OEDP): Mme M. Read tel.: 066513-2032

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



## RESUME

Le Rapport annuel sur les résultats constitue un jalon important sur la voie de l'intégration, dans le système d'établissement de rapports, de la gestion axée sur les résultats. Le présent Rapport annuel sur les résultats expose et analyse les résultats obtenus par le PAM en 2004, conformément aux priorités définies dans le Plan stratégique pour 2004–2007 et dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005. Ce rapport est également le premier à indiquer en détail quelles ont été les réalisations à long terme obtenues dans la mise en œuvre des priorités stratégiques (PS) et les résultats à ce jour de chacune des neuf priorités de gestion (PG).

En 2004, le PAM a fourni une assistance à 113 millions de bénéficiaires, dont 26 millions dans le cadre de l'opération bilatérale en Iraq. Près de 84 pour cent des 3,7 millions de tonnes de produits alimentaires qui ont été distribuées —abstraction faite de l'opération bilatérale en Iraq— l'ont été dans le contexte d'opérations d'urgence et d'interventions prolongées de secours et de redressement. La crise alimentaire la plus difficile à laquelle le PAM ait eu à faire face en 2004, et de loin, a été celle qui a sévi dans la région soudanaise du Darfour, bien que le Programme ait également mené des opérations de grande envergure en Afghanistan, en Afrique australe, au Bangladesh, en Éthiopie, en Indonésie, en République populaire démocratique de Corée et dans la Région des Grands Lacs. En outre, 24 millions de personnes ont bénéficié des projets d'aide au développement du Programme, et l'assistance fournie aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu et à déficit vivrier a dépassé les objectifs fixés.

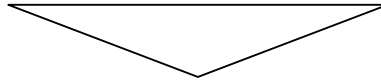
En 2004, les efforts déployés pour analyser les résultats obtenus au niveau des réalisations à long terme et en rendre compte ont porté leurs fruits. Des résultats positifs ont été enregistrés pour chacune des PS, qui sont de sauver des vies dans des situations de crise, de protéger les moyens de subsistance et de renforcer la résistance aux chocs, de contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables et de faciliter l'accès à l'éducation et de réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'éducation. Toutefois, ces résultats positifs ne peuvent pas toujours être imputés à l'aide alimentaire dans la mesure où celle-ci doit être coordonnée et être accompagnée par une assistance dans d'autres secteurs.

Plus de 70 pour cent des indicateurs d'exécution visant à remédier aux problèmes organisationnels et à renforcer l'efficacité des opérations ont atteint ou dépassé les objectifs fixés pour 2004. Des progrès considérables ont été accomplis dans les domaines du renforcement de la sécurité du personnel, de l'amélioration de la connectivité et de l'élargissement des partenariats ainsi que de la base de donateurs du PAM. La mesure de la ponctualité des livraisons d'aide alimentaire est restée difficile, bien que l'utilisation des nouvelles modalités de financement anticipé ait permis d'atteindre à temps, avec les mêmes ressources, un nombre accru de bénéficiaires.



Ce Rapport annuel sur les résultats est le premier à exposer les résultats obtenus à l'intérieur du nouveau cadre de gouvernance du PAM. Il expose les premières tentatives faites pour mesurer et décrire les réalisations à long terme sur la base des enquêtes de référence et des enquêtes de suivi et des rapports normalisés sur les projets. Il faudra continuer à mettre à l'essai des indicateurs et à affiner la mesure des résultats et des rapports, mais des progrès considérables ont d'ores et déjà été accomplis. Une section spéciale du rapport met en relief les tendances constatées et les enseignements retirés dans des domaines comme le ciblage des bénéficiaires dans les situations de transition après un conflit, la nutrition dans le contexte des opérations de secours aux réfugiés et l'aide aux ménages affectés par le VIH/sida. Les enseignements retirés et les conclusions des évaluations concernant la démonstration des résultats, la transition des secours vers le redressement, la ponctualité des interventions et de la mobilisation des ressources, la coordination et le renforcement des capacités ont facilité et appuyé la fixation des priorités, la formulation des politiques et la programmation.

## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2004 (WFP/EB.A/2005/4), notant qu'il constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



# Table des matières

	<b>Page</b>
<b>Résumé</b>	<b>iii</b>
<b>Préface du Directeur exécutif</b>	<b>vii</b>
<b>Partie I: Mesure des résultats en 2004</b>	<b>1</b>
Introduction	<b>1</b>
Le PAM en chiffres	<b>3</b>
Le PAM en 2004: faits saillants	<b>4</b>
Résultats en 2004	<b>7</b>
- Résultats d'ensemble	<b>8</b>
- Résultats par catégorie d'activité	<b>13</b>
Tendances dégagées et enseignements retirés	<b>19</b>
<b>Partie II: Mesure des résultats au regard des priorités stratégiques et des priorités de gestion</b>	<b>25</b>
Engagements renforcés en faveur des femmes	<b>27</b>
<b>Résultats de 2004 par priorité stratégique</b>	<b>28</b>
<b>PS1</b> – Sauver des vies dans des situations de crise	<b>29</b>
<b>PS2</b> – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs	<b>36</b>
<b>PS3</b> – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables	<b>40</b>
<b>PS4</b> – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle	<b>46</b>
<b>PS5</b> – Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire	<b>51</b>
<b>Résultats de 2004 par priorité de gestion</b>	<b>54</b>
<b>PG 1</b> – Renforcement des partenariats	<b>54</b>
<b>PG 2</b> – Gestion des ressources humaines	<b>55</b>
<b>PG 3</b> – Gestion axée sur les résultats et rapports	<b>57</b>
<b>PG 4</b> – Renforcement de la base de connaissances du PAM	<b>58</b>
<b>PG 5</b> – Renforcement de l'appui opérationnel	<b>59</b>
<b>PG 6</b> – Examen des procédures de l'Organisation	<b>63</b>
<b>PG 7</b> – Amélioration de la transparence et responsabilisation	<b>64</b>
<b>PG 8</b> - Communication et plaidoyer	<b>65</b>
<b>PG 9</b> – Plus de ressources pour plus de besoins	<b>66</b>
<b>Annexes</b>	
I    Liste des sigles utilisés dans le présent document	<b>70</b>
II   A – Organigramme du PAM pour 2004	<b>72</b>



	B – Personnel ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus au 31 décembre 2004	<b>72</b>
III	Résumé des conclusions des évaluations et des enseignements retirés, préparé par le Bureau de l'évaluation (OEDE)	<b>73</b>
IV	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	<b>81</b>
V	Achat de produits alimentaires du PAM en 2004	<b>82</b>
VI	A – Contributions totales confirmées pour 2004	<b>84</b>
	B – Principaux donateurs: contributions multilatérales et multilatérales à emploi spécifique	<b>86</b>
	C – Contributions multilatérales au PAM, 2002–2004	<b>87</b>
VII	Tableau 1: Ventilation des dépenses opérationnelles par région et catégorie d'activité, 2001–2004	<b>88</b>
	Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles par pays, région et catégorie d'activité, 2001–2004	<b>90</b>
	Tableau 3: Ventilation des dépenses opérationnelles par catégorie de pays et région, 2001–2004	<b>93</b>
VIII	Méthodologie	<b>94</b>
IX	Ventilation Dépenses opérationnelles par région 2004	<b>96</b>



## Préface du Directeur exécutif

Le PAM intervient dans certaines des régions les plus difficiles et les plus dangereuses qui soient au monde, de sorte qu'il peut être difficile de mesurer les résultats de notre action. Toutefois, il importe au plus haut point de savoir si nous avons eu ou non un impact positif sur la vie de ceux que nous servons. Nous devons pouvoir évaluer nos réalisations.

Au début de 2004, nous distribuions des secours à des milliers de victimes du tremblement de terre qui avait sinistré Bam, en Iran. À l'aube tragique de 2005, le PAM s'employait à faire face aux pertes en vies humaines et aux dégâts sans précédent causés par le tsunami qui avait déferlé sur les pays de l'océan Indien. Dans l'intervalle, nous nous efforcions de relever les défis incroyablement complexes qui se posaient dans la région du Darfour, au Soudan, et par-delà la frontière, au Tchad, et d'apporter une aide alimentaire à des millions d'êtres humains déplacés par le conflit, la faim et la pauvreté extrême.

À la fin de l'année, nous avons livré pour 2,9 milliards de dollars E.-U. d'aide alimentaire à 113 millions de personnes dans 80 pays, dont 26 millions en Iraq, dans le cadre d'une des plus vastes opérations bilatérales de l'histoire du PAM. Ces réalisations n'ont été possibles que grâce à l'appui qu'ont continué de nous apporter nos donateurs, à la contribution des autres organismes de la famille des Nations Unies et de nos partenaires et —il ne faut pas oublier— à l'extrême dévouement du personnel du Programme au service de ceux qui sont dans le besoin. Mais cela a aussi été pour nous tous une leçon d'humilité, surtout si l'on considère que près de 1 milliard d'êtres humains continuent de souffrir de la faim, de la pauvreté, des conflits et des catastrophes naturelles.

Le PAM a fourni une assistance à 39 pays confrontés à des crises alimentaires. Plus de la moitié de cette assistance est allée à l'Afrique, où le nombre moyen de crises alimentaires a presque triplé depuis le milieu des années 80. L'an dernier, l'Afrique australe, accablée par la triple menace que sont le VIH/sida, l'insécurité alimentaire et la dégradation des moyens de gouvernance, a connu l'une des crises humanitaires les plus vastes et les plus graves du monde.

Nos programmes d'aide au développement ont contribué à améliorer les perspectives de la sécurité alimentaire à plus long terme pour 24 millions de personnes dans 52 pays. Nous avons élargi notre réseau d'alimentation scolaire en Amérique latine, travaillé avec l'Alliance pour le Sahel afin d'étendre les initiatives d'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest et coparrainé avec le Gouvernement indien une Consultation ministérielle mondiale sur la santé maternelle et infantile. Les projets d'alimentation scolaire et les projets d'amélioration de la nutrition de la mère et de l'enfant entrepris par le PAM ainsi que les initiatives d'aide aux victimes du VIH/sida ont aidé à atténuer l'impact de la faim et de la malnutrition pour des millions d'êtres humains au nombre des plus vulnérables, notamment les femmes enceintes et les mères allaitantes et les jeunes enfants.

Selon les dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il y a aujourd'hui dans le monde 852 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim. La faim chronique, la malnutrition et les maladies connexes font chaque jour 25 000 morts, dont plus de 70 pour cent d'enfants —une catastrophe mondiale qui, bien que silencieuse, n'en est pas moins majeure.



La nutrition des enfants est la clé de leur avenir, et tous les enfants sans exception doivent pouvoir compter sur ce départ dans la vie. Les priver des aliments essentiels est à la fois honteux et inacceptable. Force est néanmoins de reconnaître que les efforts entrepris pour réduire la faim des enfants dans le monde ne suffisent pas. L'an dernier, le volume de l'aide alimentaire mondiale est en fait tombé à 7,5 millions de tonnes, contre 10,3 millions de tonnes l'année précédente. Il s'agit là d'une diminution brutale par rapport à 2001, année pendant laquelle il a été fourni près de 11 millions de tonnes d'aide alimentaire, surtout si l'on considère que le nombre de personnes dans le besoin n'a cessé d'augmenter année après année. Nous pouvons nous féliciter de ce que près de la moitié de l'aide alimentaire fournie en 2004 l'ait été par le PAM et que 99 pour cent de cette assistance soit allée aux pays les moins avancés, qui sont ceux où l'aide est la plus nécessaire. Néanmoins, il faut faire beaucoup plus.

Si la faim ne commence pas à être réduite plus rapidement, la communauté mondiale sera bien loin d'atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015. Les huit objectifs du Millénaire pour le développement sont devenus les principaux piliers de l'action menée par le PAM et par la communauté mondiale du développement et de l'aide humanitaire. L'alimentation et la nutrition jouent un rôle capital dans la réalisation de ces objectifs. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

La réaction exceptionnelle du monde entier face à la catastrophe provoquée par le tsunami a réduit les sceptiques au silence et a montré que le monde ne reste pas indifférent lorsque des populations souffrent ou sont en danger. Les partenariats que nous instaurons avec les organismes des Nations Unies et avec la communauté des donateurs, le secteur privé et les organisations non gouvernementales avec lesquelles nous travaillons témoignent de tout ce qui peut être fait pour atténuer ces souffrances.

En septembre 2004, le PAM a passé en revue avec 50 chefs d'État, lors de la Réunion des dirigeants mondiaux sur la lutte contre la faim et la pauvreté, de nouveaux moyens de financer le combat contre la faim et la pauvreté. Les efforts menés pour élargir et diversifier notre base de donateurs se sont poursuivis et les contributions de nouveaux donateurs sont venues compléter celles de nos donateurs habituels. Nous avons élargi notre travail avec les partenaires du secteur privé et lancé une nouvelle manifestation de collecte de fonds appelée *Marche mondiale contre la faim*, qui sera progressivement étendue au monde entier pour mobiliser des ressources destinées à lutter contre la faim. Le resserrement de notre collaboration avec nos partenaires privés a également contribué à affiner notre vision stratégique de l'avenir et à améliorer nos modes opératoires, nos services logistiques et notre savoir-faire opérationnel en 2004.

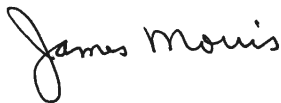
Nous avons continué, pendant toute l'année, de faire le nécessaire pour améliorer la sécurité de notre personnel. L'attentat contre le Canal Hotel de Bagdad en août 2003 a été un douloureux et tragique rappel à la réalité: notre ressource la plus précieuse est notre personnel, et nous opérons dans certaines des régions les moins sûres et les plus dangereuses du monde. Le PAM a investi 20 millions de dollars pour améliorer la sécurité de son personnel, mais reste vivement conscient que pour lui, pour les autres organismes des Nations Unies et pour les autres organisations humanitaires, la sécurité demeurera la considération prédominante pendant tout l'avenir prévisible. Plusieurs importantes initiatives, comme notre première enquête mondiale auprès du personnel, nous ont aidé à mieux comprendre les besoins de notre personnel partout dans le monde et à essayer de mieux y répondre.





Pendant toute l'année 2004, le PAM s'est attaché à déterminer comment il pourrait devenir plus efficace, plus efficient et plus souple. Nous avons amélioré nos processus internes de manière à pouvoir faire parvenir à temps à un plus grand nombre de personnes l'aide alimentaire dont elles ont besoin et nous avons renforcé nos capacités dans les domaines de la gestion, de la mobilisation des fonds, de la communication et de l'évaluation de la vulnérabilité et des besoins d'urgence. Le détournement de produits destinés à notre opération au Cambodge enregistré en 2004 nous a également rappelé que nous ne devons jamais relâcher notre vigilance dans la gestion et la surveillance de notre aide alimentaire. Détourner des vivres et en priver ainsi ceux qui en ont besoin est absolument inacceptable.

Le Rapport annuel sur les résultats est pour nous tous au PAM, pour nos partenaires et pour notre Conseil d'administration le principal reflet de notre obligation redditionnelle. Pour la première fois, nous rendons compte de nos premières tentatives pour mesurer nos réalisations à long terme pendant l'année 2004, c'est-à-dire les avantages durables apportés par notre action à ceux que nous servons. Les progrès que nous avons accomplis jusqu'à présent dans l'introduction au PAM d'un système de gestion axée sur les résultats, ainsi que le présent rapport sur les résultats, permettent désormais de brosser un tableau équilibré et crédible de notre performance. Cela, à son tour, améliorera nos politiques, nos plans et nos priorités et, en définitive, nous aidera à mieux servir les populations les plus pauvres, les plus affamées et les plus vulnérables du monde tout en édifiant un partenariat résolu à éliminer la faim parmi les enfants.



James T. Morris  
Directeur exécutif





# Partie I: Mesure des résultats en 2004

## INTRODUCTION

1. Le Rapport annuel sur les résultats de 2004 constitue un autre jalon important sur la voie de l'intégration et du développement de la gestion axée sur les résultats au PAM. Conformément au Plan stratégique pour 2004-2007 et au Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004-2005, qui sont deux nouveaux outils de gouvernance approuvés en octobre 2003 par le Conseil, 2004 devait être la première année pour laquelle il serait rendu compte des résultats conformément au nouveau cadre de gouvernance. Le Rapport annuel sur les résultats, qui doit être pour le Conseil le principal reflet de l'obligation redditionnelle du Programme à l'intérieur du nouveau cadre mis en place, a pour objet de présenter les résultats de l'année écoulée<sup>1</sup>.
2. Le groupe de travail sur la gouvernance a déterminé les trois principes fondamentaux auxquels devraient obéir les futurs rapports annuels sur les résultats<sup>2</sup>: i) mesurer les résultats à la lumière des nouvelles PS et PG; ii) étoffer progressivement les informations fournies au niveau des réalisations à long et à court terme à mesure que les outils et pratiques de gestion axée sur les résultats se généralisent au PAM; et iii) présenter les principales constatations et les principaux enseignements retirés des évaluations. Le Rapport annuel sur les résultats de 2004 est présenté conformément à tous ces principes et, pour la première fois, il replace intégralement les informations touchant les performances axées sur les résultats dans le contexte des nouveaux mécanismes de gouvernance du PAM.
3. La Partie I du Rapport annuel sur les résultats expose le contexte dans lequel les résultats de 2004 ont été obtenus et les faits saillants de l'année. Elle contient des informations sur les résultats d'ensemble de l'Organisation, les dépenses prévues et les dépenses effectives, les résultats donnés par les nouvelles procédures élaborées à la suite de l'Examen des procédures de l'Organisation et les résultats par catégorie d'activité. Un résumé des conclusions des évaluations et des enseignements retirés figure à l'annexe III, mais le Conseil a demandé qu'un aperçu succinct des tendances récentes et des enseignements retirés soit inclus dans le Rapport annuel sur les résultats de 2004<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir WFP/EB.A/2000/4-D.

<sup>2</sup> Le Rapport annuel au Conseil économique et social est plus particulièrement consacré aux activités et aux partenariats du PAM dans le contexte du système des Nations Unies. Certains partenariats et les initiatives prises dans le contexte du système des Nations Unies qui sont plus directement en rapport avec les informations sur les résultats sont discutés dans le présent Rapport annuel sur les résultats.

<sup>3</sup> Le PAM continuera de rendre compte des résultats obtenus par catégorie d'activité, par priorité stratégique et par priorité de gestion, selon les systèmes en vigueur, qui présentent les dépenses par catégorie d'activité et qui constituent la base de discussion des tendances dégagées et des enseignements retirés des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), particulièrement ceux qui affectent les politiques générales (voir le procès verbal de la session du Conseil d'octobre 2004 et la Note pour le dossier concernant la réunion du Bureau du Conseil de décembre 2004).



4. La Partie II traite brièvement de la contribution du PAM à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), des résultats obtenus au niveau des réalisations à court et à plus long terme dans le contexte des cinq PS et des réalisations à signaler dans le contexte des neuf PG. Les annexes contiennent des informations sur la structure et les effectifs de l'Organisation, les conclusions des évaluations et les enseignements retirés, des données globales concernant les flux d'aide alimentaire, les contributions et les donateurs, les dépenses opérationnelles par région, par pays et par catégorie d'activité pour 2001-2004 et des questions de méthodologie.
5. La mesure des réalisations à long terme —c'est-à-dire les changements tangibles et persistants constatés dans les conditions de vie de ceux qui sont dans le besoin— constitue un problème commun à bon nombre d'organismes d'aide humanitaire et d'aide au développement. Il est à la fois complexe et difficile de déterminer les facteurs qui expliquent les résultats obtenus au niveau des réalisations à long terme. Des réalisations positives peuvent être imputables à l'aide alimentaire, mais pas nécessairement, étant donné que l'aide doit être coordonnée et accompagnée par une assistance dans d'autres secteurs comme l'approvisionnement en eau, l'assainissement, le logement et les soins de santé préventifs et curatifs. En dépit des difficultés rencontrées, l'on a bien avancé dans l'introduction de systèmes de gestion et de rapports axés sur les réalisations à long terme, comme prévu dans le Plan stratégique pour 2004–2007. Le PAM a entrepris en janvier 2004 un vaste effort afin d'aligner les nouveaux projets et les projets en cours sur ces réalisations. Le Rapport annuel sur les résultats résume les réalisations à long terme signalées dans les rapports normalisés sur les projets et dans d'autres documents, premier pas louable sur la voie de rapports axés sur les réalisations. Il reste néanmoins beaucoup à faire et il faudra du temps au PAM pour expérimenter et affiner sa mesure des résultats et ses rapports au niveau des pays comme au niveau de l'Organisation, et régler notamment le problème d'imputation des résultats. À mesure que la culture de la "gestion orientée vers les résultats" s'implantera au PAM, le Rapport annuel sur les résultats constituera un outil de gestion factuel de plus en plus important pour guider les plans, priorités et politiques visant à secourir certaines des populations les plus affamées et les plus vulnérables du monde.



## LE PAM EN CHIFFRES

### 2004

- En 2004, le PAM a fourni une aide à 113 millions de personnes dans 80 pays: 38 millions dans le cadre d'opérations d'urgence; 25 millions dans le cadre d'IPSR; 24 millions dans le cadre d'activités de développement et 26 millions dans le contexte de l'opération bilatérale en Iraq.
- 89 millions de bénéficiaires, soit 78 pour cent du total, ont été des femmes et des enfants.
- Le PAM a fourni, par le biais de ses programmes d'alimentation scolaire, une assistance à 16,6 millions d'enfants, dont 7,9 millions de filles.
- 2,8 millions de réfugiés et 6,9 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), se trouvant pour la plupart dans des camps, ont bénéficié de l'aide du PAM.
- Le PAM a assuré près de 50 pour cent des livraisons mondiales d'aide alimentaire en 2004<sup>4</sup>.
- Le total des dépenses effectives, y compris au titre de l'opération bilatérale en Iraq, a atteint près de 3,1 milliards de dollars, soit un peu moins que le niveau record enregistré en 2003.
- Le PAM a expédié 5,1 millions de tonnes de produits alimentaires, dont 1,6 million de tonnes dans le contexte de l'opération bilatérale en Iraq.
- Les nouveaux projets —d'une valeur de 3,76 milliards de dollars— approuvés en 2004 sont notamment les suivants<sup>5</sup>:
  - 2 programmes de pays —représentant une valeur de 49 millions de dollars et 82 041 tonnes de produits;
  - 7 projets de développement —représentant une valeur de 71,1 millions de dollars et 103 449 tonnes de produits;
  - 28 opérations d'urgence —représentant une valeur de 1,56 milliard de dollars et 2,45 millions de tonnes de produits;
  - 20 IPSR —représentant une valeur de 1,87 milliard de dollars et 3,53 millions de tonnes de produits; et
  - 13 opérations spéciales d'une valeur totale de 210,5 millions de dollars.
- 38 évaluations conjointes des besoins d'urgence ont été effectuées avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).
- Le PAM a acheté 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires, y compris pour l'opération bilatérale en Iraq, d'une valeur de 1,05 milliard de dollars, soit 25 pour cent de plus qu'en 2003.
- Les contributions confirmées ont atteint 3,2 milliards de dollars, dont près de 1 milliard de dollars de contributions affectées à des opérations bilatérales, notamment en Iraq, et le PAM a également reçu 61,6 millions de dollars de contributions en espèces et en nature du secteur privé.

<sup>4</sup> L'annexe V: Profil de l'aide alimentaire mondiale, contient des informations plus détaillées sur les livraisons mondiales d'aide alimentaire.

<sup>5</sup> Y compris les engagements pour de nouvelles activités pouvant s'étendre sur cinq ans.



## LE PAM EN 2004: FAITS SAILLANTS

6. Partout dans le monde, des millions d'êtres humains ont eu besoin d'aide en 2004, qu'il s'agisse des 140 millions de personnes affectées par des catastrophes naturelles ou des millions de personnes qui vivent dans des pays souffrant de crises alimentaires chroniques<sup>6</sup>. En début d'année, le PAM s'était préparé à fournir une aide alimentaire à 81 millions de personnes dont les besoins alimentaires projetés avaient été estimés à 5,4 millions de tonnes de produits<sup>7</sup>. En fin d'année, le PAM avait couvert les besoins d'urgence et appuyé le développement économique et social de près de 87 millions de personnes dans 80 pays. Le PAM a également fourni une assistance à 26 millions de personnes en Iraq dans le cadre de l'une des plus vastes opérations bilatérales de l'histoire du PAM.
7. Par le biais de ses secours alimentaires d'urgence et de ses interventions prolongées de secours et de redressement, le PAM a apporté une assistance à 63 millions de personnes dans 69 pays en 2004. Près de 57 pour cent de cette assistance est allée à l'Afrique, 26 pour cent à l'Asie, 15 pour cent au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord et 3 pour cent à l'Amérique latine. Les dix plus grandes opérations de secours ont permis d'apporter une aide alimentaire d'urgence à près de 41 millions de personnes en Afghanistan, en Afrique australe, au Bangladesh, au Burundi, en Éthiopie, en Indonésie, en Ouganda, en République populaire démocratique de Corée, au Soudan et en Tanzanie. Par ailleurs, 24 millions de personnes de 52 pays ont bénéficié des activités d'aide au développement, qui visent à renforcer la sécurité alimentaire à long terme; 64 pour cent des bénéficiaires ont été des habitants des pays les moins avancés et 94 pour cent des ressortissants de pays à faible revenu et à déficit vivrier<sup>8</sup>.
8. Parmi les réalisations obtenues par le PAM en 2004, il y a lieu de citer les suivantes:
  - D'après les réalisations à long terme d'un échantillon de 29 opérations tendant à sauver des vies et à réduire la malnutrition aiguë, l'incidence de celle-ci avait diminué dans le cas de 21 opérations<sup>9</sup> pour lesquelles des données de référence et des données de suivi étaient disponibles, tandis que les taux bruts de mortalité avaient diminué dans le cas de quatre des neuf opérations, toutes en Afrique.

<sup>6</sup> Les pays définis comme étant exposés à des crises alimentaires chroniques sont ceux qui ont eu besoin d'assistance plus de 50 pour cent du temps entre 1986 et 2004. Ces pays sont les suivants: Afghanistan, Angola, Arménie, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Géorgie, Haïti, Iraq, Libéria, Mongolie, Mozambique, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tadjikistan. (*La situation de l'insécurité alimentaire*, FAO, Rome, 2004).

<sup>7</sup> À l'exclusion des opérations en Iraq, Programme de travail du PAM pour 2004.

<sup>8</sup> L'aide au développement fournie par le PAM aux pays les moins avancés a dépassé les objectifs fixés au niveau de l'ensemble de l'Organisation pour 2004, 50 pour cent au moins de l'assistance devant aller à ces pays et 90 pour cent au moins aux pays à faible revenu et à déficit vivrier. Les pays les moins avancés sont une sous-catégorie du groupe des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et les 6 pour cent restants de l'aide au développement sont allés à la Bolivie, à El Salvador, au Guatemala, à la Jordanie, au Pérou et à la République dominicaine.

<sup>9</sup> Il ressort des données tirées d'un échantillon de rapports normalisés sur les projets de 2004 que l'incidence de la malnutrition avait diminué en Côte d'Ivoire (deux opérations), en Éthiopie (quatre opérations), au Honduras, au Kenya (quatre opérations), au Malawi, au Népal (deux opérations), au Nicaragua, en Ouganda (trois opérations), en République populaire démocratique de Corée, en Somalie et au Tadjikistan, mais qu'elle avait augmenté en Érythrée, au Libéria, en Mauritanie, en Sierra Leone, au Soudan (deux opérations dans des régions autres que le Darfour) et en Tanzanie. Il y a lieu de noter que la signification statistique de ces diminutions n'a pas été analysée.



- Les opérations d'urgence dans le Darfour et dans la région orientale du Tchad, qui ont commencé plus lentement que prévu par suite des restrictions imposées à l'accès de ces régions, de l'insécurité et de graves problèmes logistiques, ont été élargies et, au dernier trimestre de 2004, couvraient intégralement le secteur de l'alimentation. Ces opérations ont été appuyées par l'évaluation des besoins d'urgence menée sous la direction du PAM et par une enquête sur la nutrition de l'intégralité de la population exposée.
- Il ressort des résultats de la troisième série d'enquêtes de surveillance des communautés et des ménages en Afrique australe que l'aide alimentaire a atténué la faim et que, grâce à elle, les bénéficiaires n'ont pas eu à sacrifier tout ce qu'ils possédaient pour survivre. L'aide s'est avérée être la plus efficace lorsqu'elle était ciblée sur les ménages n'ayant guère d'avoirs. En fait, la propriété d'avoirs a été, globalement, le meilleur indicateur de la vulnérabilité et un critère important pour le ciblage de l'aide alimentaire<sup>10</sup>.
- Plusieurs opérations du PAM visant à réduire la malnutrition et à améliorer la santé des femmes, des enfants et d'autres personnes vulnérables ont fait apparaître certains progrès, comme le montrent les données recueillies en 2004<sup>11</sup>.
- En République populaire démocratique de Corée, l'aide alimentaire a aidé à réduire la proportion de jeunes enfants souffrant de malnutrition chronique ou de retards de croissance, qui a été ramenée de 42 pour cent en 2002 à 37 pour cent en 2004. La malnutrition aiguë ou l'émaciation sont tombées de 9 pour cent à 7 pour cent, selon l'enquête de suivi d'octobre 2004.
- En Afghanistan, les opérations d'alimentation scolaire du PAM, dans le cadre desquelles est engagée simultanément au niveau des communautés une action de promotion de la santé ainsi que de l'éducation, ont contribué au succès de la plus vaste campagne de déparasitage jamais menée dans le monde, qui a permis de traiter près de 4,5 millions d'enfants dans 8 000 écoles.
- Les produits alimentaires disponibles pour des activités de développement ont permis d'intervenir plus rapidement pour faire face aux besoins d'urgence des populations sinistrées par des catastrophes naturelles en Amérique latine, comme une sécheresse dans la région bolivienne du Chaco et à Cuba, des inondations et des glissements de terrain en République dominicaine et au Nicaragua, des inondations encore aggravées par le conflit civil en Haïti et le gel dans le département péruvien de Puno.
- En 2004, le PAM a appuyé des programmes de lutte contre le VIH/sida dans 41 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale et a ainsi fourni une assistance à 21 des 25 pays où la proportion de la population séropositive est la plus élevée du monde.

---

<sup>10</sup> Pour plus amples informations, voir: Analyse régionale des enquêtes de surveillance des communautés et des ménages: vulnérabilité des ménages et impact de l'aide alimentaire, étude réalisée à la demande du PAM et du Consortium for Southern Africa Food Security Emergency, février 2005.

<sup>11</sup> Dans le cadre de la plupart des opérations, il est trop tôt pour avoir des réalisations à long terme à signaler, et un certain nombre d'indicateurs nutritionnels continuent d'être appliqués à titre pilote comme la prévalence de l'anémie, de l'insuffisance pondérale à la naissance et la faiblesse de l'indice de masse corporelle.



9. Les initiatives visant à améliorer l'efficacité des opérations et à appuyer la dotation en personnel, la structure et les partenariats de l'Organisation ont également porté leurs fruits:
- Plus de 70 pour cent des objectifs se rapportant aux neuf PG, visant à améliorer l'efficacité des opérations, ont été atteints ou dépassés en 2004 d'après les indicateurs d'exécution<sup>12</sup>.
  - Il ressort des résultats des rapports de 2004 sur les projets pilotes réalisés au titre de l'examen des procédures de l'Organisation dans le Territoire palestinien occupé et en République démocratique du Congo que le PAM a pu, avec les mêmes ressources, atteindre à temps 4,7 millions de bénéficiaires de plus. Toutefois, il s'est avéré difficile de déterminer la proportion des livraisons d'aide alimentaire parvenues à temps dans le contexte de toutes les opérations du PAM.
  - Un montant record de 88,6 millions de dollars a été prélevé sur le Compte d'intervention immédiate (CII) pour lancer rapidement 28 opérations en 2004. Le CII est un fonds renouvelable et à reconstituer qui permet au PAM de réagir plus rapidement lorsque surviennent des crises humanitaires urgentes<sup>13</sup>.
  - En 2004, le PAM a acheté 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires représentant une valeur de 1,05 milliard de dollars, soit un peu plus de 70 pour cent des 5,1 millions de tonnes de produits expédiés en tout, y compris pour l'opération bilatérale en Iraq. Est incluse dans ce total la plus grande quantité de produits alimentaires jamais achetés par le PAM en une seule année pour une opération: près de 1,6 million de tonnes de produits alimentaires destinés à l'opération bilatérale en Iraq.
  - Un montant de 95 millions de dollars, encore jamais atteint, a été alloué aux opérations spéciales visant à appuyer les opérations d'urgence et de secours dans différentes régions du monde.
  - La mise en œuvre du programme de renforcement de la sécurité, d'une valeur de 20 millions de dollars, a bien avancé en 2004 et 100 pour cent des opérations d'évacuation et de réinstallation du personnel qui se sont avérées nécessaires ont été menées à bien<sup>14</sup>.
  - Environ 71 pour cent des projets du PAM ont été organisés avec la participation d'organismes des Nations Unies, d'organisations internationales ou d'organisations non gouvernementales (ONG) associées, soit bien plus que l'objectif de 38 pour cent fixé pour 2004.
  - Plus de 5 600 employés du PAM, soit près de 60 pour cent des effectifs, ont répondu à la première enquête mondiale auprès du personnel —la première du genre— organisée en 2004.

<sup>12</sup> Des 34 indicateurs fixés pour les priorités de gestion, 22 comportaient des objectifs pour 2004, dont 16 ont été atteints ou dépassés, soit 73 pour cent en moyenne. Des six indicateurs visés qui n'ont pas été atteints, trois avaient des objectifs ambitieux de 100 pour cent et ont été atteints à 80 pour cent.

<sup>13</sup> Voir le "Rapport sur les besoins et les déficits", Pages jaunes, janvier 2005.

<sup>14</sup> Le PAM a 133 bureaux et bureaux auxiliaires situés dans des régions d'intervention où a été déclarée la phase 3 ou une phase plus élevée. Des opérations d'évacuation et de réinstallation du personnel ont été nécessaires en Afghanistan, en Éthiopie, en Fédération de Russie, en Indonésie, en Iraq, au Pakistan, en République démocratique du Congo, en Somalie et dans le Territoire palestinien occupé.





## RESULTATS EN 2004

10. L'évaluation des résultats par catégorie d'activité qui figure ci-après donne un bref aperçu des dépenses effectives et des dépenses prévues au budget et au programme de travail du PAM (tableaux 1 et 2). Les principales conclusions d'une analyse des résultats des projets fondée sur les données pour 2004 provenant des rapports normalisés sur les projets sont également présentées ci-après, avec les résultats des nouvelles procédures mises au point à la suite de l'Examen des procédures de l'Organisation. L'on trouvera à la fin de la Partie I des exemples sélectionnés de nouvelles tendances qui se sont dégagées et d'enseignements retirés par le PAM. Les constatations et les enseignements découlant des évaluations sont résumés à l'annexe III.
11. Les dépenses effectives de 2004, qui sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous, ont atteint au total près de 3,1 milliards de dollars, soit 10 pour cent de moins qu'en 2003 mais 16 pour cent de plus que le montant initialement prévu dans le Plan de gestion. Si l'on fait abstraction de l'opération bilatérale en Iraq, les dépenses effectives de 2004 se sont chiffrées à 2,29 milliards de dollars, soit près de 2 pour cent de moins qu'en 2003.

**Tableau 1: Dépenses prévues au budget de 2004 et dépenses effectives (en millions de dollars)**

	Dépenses effectives de 2003 <sup>1</sup>	Dépenses initialement prévues dans le Plan de gestion pour 2004 <sup>2</sup>	Dépenses effectives de 2004 <sup>1</sup>
Activités de développement	207	291	230
Opérations d'urgence	881	927	906
IPSR	668	925	590
Opérations spéciales	69	16	52
Coûts d'appui directs	218	231	209
<b>Total partiel: Programme</b>	<b>2 043</b>	<b>2 391</b>	<b>1 987</b>
AAP	135	152	142
Fonds général/compte spécial/fonds fiduciaires <sup>3</sup>	45	64	105
Opérations bilatérales <sup>3</sup>	107	46	51
<b>Total partiel: à l'exclusion de l'opération bilatérale en Iraq</b>	<b>2 330</b>	<b>2 653</b>	<b>2 285</b>
Opération bilatérale en Iraq <sup>3</sup>	1 073	-	788
<b>TOTAL</b>	<b>3 403</b>	<b>2 653</b>	<b>3 073</b>

<sup>1</sup> Source: états financiers.

<sup>2</sup> Source: Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005.

<sup>3</sup> Y compris les coûts d'appui directs: le montant total des dépenses au titre des coûts d'appui directs a représenté 329,8 millions de dollars en 2004.

12. En 2004, le PAM a couvert 85 pour cent des besoins alimentaires, soit 6 millions de tonnes de produits (voir le tableau 2). Ce chiffre comprend 1,6 million de tonnes pour l'opération bilatérale en Iraq. Les ressources mobilisées pour les activités de développement ont couvert 84 pour cent des besoins, soit nettement plus que les 63 pour



cent enregistrés en 2003. Les produits alimentaires mobilisés pour des opérations d'urgence sont tombés à 77 pour cent des besoins, notamment du fait des retards intervenus dans la mobilisation de ressources pour plusieurs opérations d'urgence imprévues de grande envergure qui ont été ajoutées au programme de travail pendant le courant de l'année. Les ressources mobilisées aux fins d'IPSR ont couvert 84 pour cent des besoins, soit moins qu'en 2003. Si l'on fait abstraction de l'opération bilatérale en Iraq, 48 pour cent des ressources mobilisées par le PAM en 2004 pour faire face aux besoins alimentaires ont été consacrées à des opérations d'urgence, 36 pour cent à des IPSR et 16 pour cent à des activités de développement.

**Tableau 2: Programme de travail du PAM pour 2003–2004: produits alimentaires requis**

	2003			2004		
	Besoins alimentaires	Produits alimentaires mobilisés*		Besoins alimentaires	Produits alimentaires mobilisés*	
	En milliers de tonnes	En milliers de tonnes	%	En milliers de tonnes	En milliers de tonnes	%
Activités de développement	830	524	63	879	709	84
Opérations d'urgence**	2 973	2 603	88	2 678	2 091	77
IPSR	2 007	1 865	93	1 874	1 587	84
<b>Total partiel</b>	<b>5 810</b>	<b>4 992</b>	<b>86</b>	<b>5 431</b>	<b>4 387</b>	<b>81</b>
Opération bilatérale en Iraq	2 183	2 183	–	1 651	1 651	–
<b>Total</b>	<b>7 993</b>	<b>7 175</b>	<b>90</b>	<b>7 082</b>	<b>6 038</b>	<b>85</b>

\* Y compris les ressources reportées d'exercices précédents.

\*\* En 2003, les 2,183 millions de tonnes de produits destinés à l'opération bilatérale en Iraq ont été imputés aux opérations d'urgence.

13. En 2004, le PAM a acheté des produits dans 91 pays, dont près de 70 pour cent (725 millions de dollars) de la valeur totale des produits achetés, qui ont représenté 2,4 millions de tonnes, dans 79 pays en développement et pays en transition. Il a également acheté 1,2 million de tonnes de produits d'une valeur de 326 millions de dollars, soit un peu plus de 30 pour cent de la valeur totale des achats, dans 12 pays développés<sup>15</sup>.

## Résultats d'ensemble

14. Pour analyser les résultats par catégorie d'activité au regard du nombre prévu de bénéficiaires et du nombre de ceux qui ont effectivement reçu une assistance et de la quantité prévue et effective de produits alimentaires distribués, il a été pris un échantillon de 24 projets afin d'évaluer les données figurant dans les rapports normalisés sur les projets

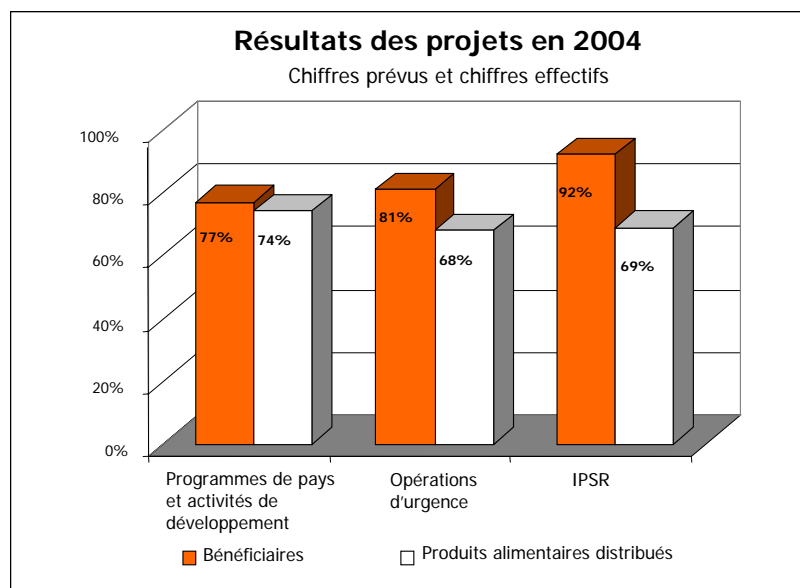
<sup>15</sup> Pour plus amples détails sur les achats, voir l'annexe V.



de 2004<sup>16</sup>. Les rapports concernant tous les projets faisant partie de l'échantillon contenaient des données sur les réalisations à court et à plus long terme et ainsi des informations précieuses sur les résultats. Les résultats globaux des projets ont été positifs, comme le montre la figure 1.

15. Il ressort des opérations d'urgence prises comme échantillon qu'en moyenne, 81 pour cent du nombre prévu de bénéficiaires ont effectivement reçu une assistance et que 68 pour cent des quantités prévues de produits alimentaires ont été distribuées, ce qui est une réalisation positive si l'on considère que la plupart des opérations de secours doivent être réalisées dans des conditions imprévisibles et dans des régions difficiles. Les résultats des activités de développement et des programmes de pays ont été positifs aussi: 77 pour cent du nombre prévu de bénéficiaires ont effectivement reçu une assistance et 74 pour cent des quantités prévues de produits ont été distribués.
16. C'est dans la catégorie des IPSR de l'échantillon que l'on constate l'écart le plus marqué, 69 pour cent des quantités prévues de produits alimentaires ayant été distribués à 92 pour cent du nombre prévu de bénéficiaires. La différence entre les chiffres prévus et les chiffres effectifs est imputable principalement aux déficits de financement, aux ruptures de la filière, aux retards intervenus dans l'arrivée des produits et aux modifications apportées au ciblage des bénéficiaires.

**Figure 1**



<sup>16</sup> L'échantillon sélectionné a reflété une répartition géographique équilibrée et représenté des projets pleinement opérationnels en 2004, 32 pour cent du nombre total de bénéficiaires effectifs et 27 pour cent de la quantité totale de produits alimentaires distribués. L'échantillon était fondé sur les données provenant des rapports normalisés sur les projets concernant l'Afghanistan (IPSR 10233.0), l'Angola (IPSR 10054.2), le Bangladesh (programme de pays 10059.0), la Bolivie (programme de pays 10159.0), la Colombie (IPSR 10158.0), Djibouti (activité de développement 5875), l'Égypte (programme de pays 10142.0), l'Éthiopie (IPSR 10127.0), Haïti (IPSR 10275.0), l'Indonésie (IPSR 10069.0), Madagascar (activité de développement 3936.1), le Mali (programme de pays 10205.0), la Namibie (opération d'urgence 10145.1), l'Ouganda (programme de pays 10019.0), le Pakistan (opération d'urgence 10228.0), le Pérou (activité de développement 6240), la République centrafricaine (IPSR 10189.0), la République démocratique populaire lao (activité de développement 10078), la République populaire démocratique de Corée (opération d'urgence 10141.2), la Sierra Leone (activité de développement 10302), le Soudan (opération d'urgence 10048.2), la Syrie (activité de développement 10070), la Tanzanie (opération d'urgence 10313) et le Tchad (opération d'urgence 10295.0).



17. Les éléments qui ont eu un impact positif ou négatif sur l'ensemble des résultats annuels sont indiqués ci-dessous.
  - Les achats locaux et la possibilité d'utiliser les réserves d'urgence prévues dans les pays et les IPSR pour financer les interventions en cas de nouvelle crise ont eu un impact positif sur les résultats. La livraison ponctuelle des produits alimentaires et l'absence de retards ou de ruptures de la filière ont été citées comme des éléments positifs, mais dans deux cas seulement. Plus d'un tiers des personnes interrogées ont également cité l'amélioration de l'état des routes et des moyens logistiques, et notamment un soutien accru du gouvernement, comme des facteurs ayant influé de manière positive sur les résultats.
  - Les éléments les plus fréquemment cités comme ayant nui aux résultats ont été les ruptures de la filière et l'arrivée tardive des produits alimentaires. Les déficits de financement, les barrières commerciales, comme les mesures d'interdiction des importations qui ont affecté la ponctualité des livraisons de produits alimentaires du PAM, les politiques gouvernementales interdisant la distribution de céréales génétiquement modifiées non moulues et la nécessité de réaffecter les produits alimentaires d'une région à une autre après l'apparition d'une nouvelle situation d'urgence ont également été au nombre des facteurs qui ont pesé négativement sur les résultats. De graves difficultés logistiques et l'insécurité ont été les facteurs qui ont le plus fréquemment eu un impact négatif sur les résultats.
18. Plusieurs résultats spécifiques à un projet méritent d'être relevés. Au Bangladesh, les dispositions du programme de pays relatives à la fourniture de secours en cas d'urgence ont permis au PAM de fournir plus rapidement une assistance à 5 millions de victimes des inondations, et un nouveau conditionnement a contribué à éliminer presque totalement les fuites de produits alimentaires. Le Gouvernement colombien a apporté une contribution de 4 500 tonnes de produits alimentaires pour la réalisation des opérations de secours et de redressement mises sur pied à la suite de la mission d'évaluation d'urgence du PAM qui avait constaté une augmentation des besoins parmi les PDI, et les coûts connexes ont été couverts par le Fonds des nouveaux donateurs du PAM. Pour la première fois, des produits ont été achetés localement en Angola, où le meilleur état des routes a permis d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts des services de transport et de réduire le recours au transport aérien.
19. L'analyse de tous les rapports normalisés sur les projets contenant des activités opérationnelles de 2004 a confirmé les conclusions de l'évaluation des projets pris comme échantillon. L'insécurité, les ruptures de la filière et les déplacements de bénéficiaires ont été au nombre des principaux facteurs ayant affecté les opérations d'urgence tandis que, dans le cas des activités de développement et des programmes de pays ainsi que des IPSR,



ces facteurs ont été les déficits de financement, les ruptures de la filière et l'arrivée tardive des produits<sup>17</sup>.

20. Lors de l'examen des résultats de 2004 réalisé en fin d'année (voir la figure 2), les directeurs de pays du PAM ont été interrogés pour connaître leur avis concernant les résultats d'ensemble pour ce qui était des quantités prévues et effectives de rations alimentaires distribuées (efficacité), de la question de savoir si les produits alimentaires avaient été distribués à temps (ponctualité) et de la mesure dans laquelle l'aide alimentaire avait atteint les bénéficiaires visés (ciblage)<sup>18</sup>. Ainsi, près de 80 pour cent des directeurs de pays interrogés ont été d'avis que le nombre de bénéficiaires effectifs correspondait au nombre de bénéficiaires visés, et 64 pour cent d'entre eux pensaient que 100 pour cent des rations prévues avaient été distribuées. Selon plus de 50 pour cent d'entre eux, des produits alimentaires avaient été distribués dans les sept jours de la date prévue. La ponctualité des distributions de l'aide alimentaire est l'un des indicateurs qui reflètent le mieux l'efficacité et l'efficacité du PAM.
21. Les principaux éléments qui ont été préjudiciables la ponctualité des distributions d'aide alimentaire aux bénéficiaires ont notamment été les suivants: i) l'insuffisance des quantités de produits alimentaires mobilisées; ii) les contraintes d'utilisation des contributions, comme une date d'expiration du financement antérieure à la date d'achèvement du projet; iii) le fait que certaines contributions avaient été affectées à des pays déterminés dans le contexte d'opérations régionales ou à certaines activités d'une opération, ainsi que les exigences concernant les marques devant figurer sur les sacs ou d'autres modalités d'identification des donateurs; iv) la date de versement des contributions et les délais à prévoir pour la mobilisation et la livraison des produits; et v) le fait que tous les produits nécessaires pour constituer l'assortiment alimentaire prévu n'avaient pas été livrés au même moment. La possibilité pour le PAM d'avoir désormais plus largement recours à un financement anticipé devrait permettre de réduire les retards intervenus dans les distributions imputables à la date de réception des contributions.

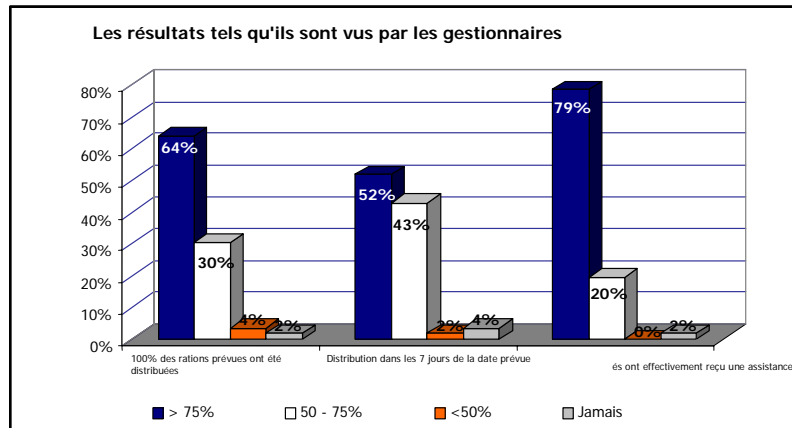
---

<sup>17</sup> Les variables considérées dans l'analyse des résultats figurant dans les rapports normalisés sur les projets étaient notamment le nombre prévu de bénéficiaires et le nombre de ceux ayant effectivement reçu une assistance et la quantité prévue et effective de produits alimentaires distribués, selon les données définitives figurant dans 238 rapports normalisés sur les projets (308 rapports, dont 70 ne sont que des documents de couverture) au regard des éléments suivants: insécurité, ruptures de la filière, absence de programmes de pays, mauvais état des routes, manque de capacités logistiques, déplacement de réfugiés ou de bénéficiaires, arrivée tardive des produits, décaissement tardif des fonds du PAM, complexité des procédures locales d'achats, inexactitude du ciblage des bénéficiaires, conditions environnementales ou climatiques défavorables et suspension des activités. Des 24 projets pris comme échantillon, 12 ont été analysés en détail, en proportion directe du programme de travail du PAM, pour évaluer les facteurs qui ont eu un impact positif ou négatif sur les résultats.

<sup>18</sup> Il est possible de consulter les résultats plus détaillés du premier examen des résultats réalisé par le PAM en fin d'année pour déterminer ce que la direction pense des résultats et quels sont les domaines qui appellent d'autres améliorations.

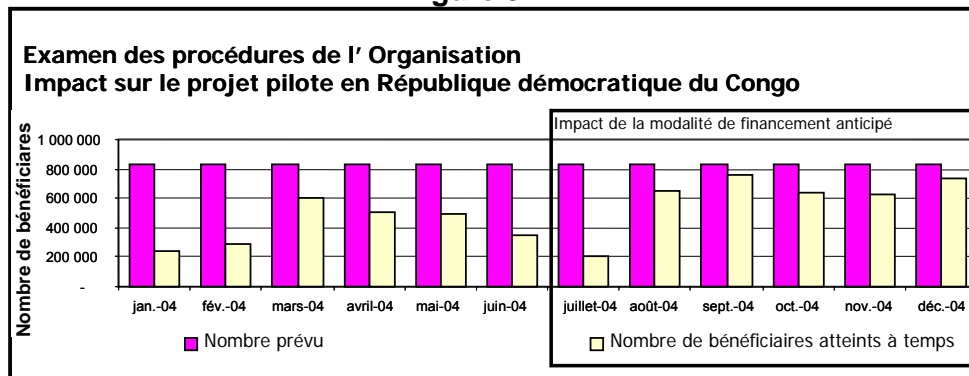


Figure 2



22. Les mesures adoptées à la suite de l'Examen des procédures de l'Organisation se sont traduites par des efforts continus d'amélioration de l'efficacité opérationnelle en 2004. Ainsi, il a été élaboré un nouveau modèle opérationnel qui a pour but: i) de maximiser l'utilisation des ressources disponibles pour les projets; et ii) d'améliorer la disponibilité à temps des produits alimentaires dans chaque pays. En 2004, les changements résultant de l'Examen des procédures de l'Organisation ont été introduits dans chacun des cinq projets pilotes<sup>19</sup>. Ces projets pilotes ont confirmé la validité des nouveaux modes opératoires proposés au niveau du terrain et ont contribué à renforcer les capacités disponibles dans les domaines du personnel, des outils et de la méthodologie, ainsi qu'ouvert la voie à l'introduction, à partir de 2005, des nouveaux modes opératoires dans l'ensemble de l'Organisation.
23. Il est clair que les mesures introduites dans les projets pilotes ont eu des résultats positifs: i) il a été possible, avec les mêmes ressources, d'atteindre à temps 4,7 millions de bénéficiaires de plus (en République démocratique du Congo et dans le Territoire palestinien occupé); ii) l'application par les bureaux de pays du concept de compte opérationnel unique a permis de réduire considérablement les soldes non dépensés des programmes; et iii) la budgétisation et la planification des projets ont été améliorées. La figure 3, par exemple, illustre comment, en République démocratique du Congo, la disponibilité à temps de produits alimentaires s'est améliorée après que le mécanisme de financement anticipé a été approuvé en juin 2004 et mis en œuvre à titre expérimental en juillet de la même année.

Figure 3



<sup>19</sup> Cinq projets pilotes: en République démocratique du Congo, Territoire palestinien occupé, Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, Chine et Indonésie.



24. Étant donné les résultats positifs donnés par les projets pilotes, le Conseil d'administration a approuvé un certain nombre de changements qui permettront au PAM d'avoir plus largement recours à la nouvelle modalité de financement anticipé et de commencer à constituer la filière d'aide alimentaire dès la phase de préparation des projets pour garantir que l'aide alimentaire parvienne à temps aux bénéficiaires<sup>20</sup>. Les nouveaux modes opératoires et le système de financement anticipé doivent être étendus aux opérations réalisées dans sept autres pays en 2005, l'ensemble des opérations en question représentant au moins 60 pour cent du programme de travail du PAM.

### Résultats par catégorie d'activité

25. Les résultats par catégorie d'activité, en termes d'apports et de produits, sont brièvement examinés ci-dessous. Il y avait en 2004 191 projets opérationnels: 66 projets de développement et programmes de pays, 47 opérations d'urgence, 51 IPSR et 27 opérations spéciales, dans le cadre desquels il a été distribué 3,7 millions de tonnes d'aide alimentaire à 87 millions de bénéficiaires<sup>21</sup>. (L'analyse des résultats figurant dans la présente section ne comprend pas les 26 millions de bénéficiaires de l'assistance fournie dans le contexte de l'opération bilatérale en Iraq.)

#### ⇒ Activités de développement

<b>Tableau 3: Résultats</b>				
<b>Activités de développement</b>	<b>2003 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus</b>	<b>2004 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus/ chiffres effectifs (%)</b>
Nombre total de bénéficiaires	16 millions	21 millions	24 millions	114
Pourcentage de femmes et de filles	51	-	52	-
Total des dépenses effectives (en millions de dollars)*	207	291	230	79

\* Non compris les coûts d'appui directs.

26. En 2004, le PAM a fourni une assistance à 24 millions de personnes —dont 68 pour cent d'enfants— par le biais de ses programmes de pays et de ses projets de développement dans 52 pays. Dans le contexte des programmes de pays et des activités de développement, un appui a été apporté dans les domaines de l'éducation et de l'alimentation scolaire, des programmes de lutte contre le VIH/sida, de la santé et de la nutrition de la mère et de l'enfant ainsi qu'aux activités de relèvement de l'agriculture et d'atténuation des effets des catastrophes, autant d'efforts dont ont bénéficié 28 pour cent du nombre total de personnes ayant reçu une assistance en 2004. Deux nouveaux programmes de pays et sept nouveaux projets de développement ont été approuvés en 2004. La même année, pour l'aide au développement, près de 40 pour cent de produits alimentaires de plus ont été mobilisés qu'en 2003. Ces ressources sont néanmoins restées inférieures de près de 16 pour cent aux besoins. Les bureaux de pays ont sollicité le concours des partenaires du PAM, ont

<sup>20</sup> Voir "Examen des procédures de l'Organisation: financement anticipé des opérations" (WFP/EB.1/2005/5-C).

<sup>21</sup> Il se peut que des projets pleinement opérationnels aient commencé avant 2004 ou se prolongent après cette date, les programmes de pays et les projets régionaux n'ayant été considérés que comme un seul projet aux fins de l'évaluation des résultats annuels.



mobilisé des ressources bilatérales et ont mené des activités de plaidoyer afin d'améliorer les perspectives de la sécurité alimentaire à long terme et de l'atténuation de la pauvreté.

#### 27. *Résultats sélectionnés à signaler dans la catégorie des activités de développement*

- En 2004, le Gouvernement sud-africain a mis à la disposition du PAM un montant de 1,7 million de dollars pour appuyer la mise en place d'un système intégré d'information sur la sécurité alimentaire et de suivi de la vulnérabilité ainsi que pour renforcer l'initiative d'analyse de la vulnérabilité entreprise sous l'égide de la Communauté de développement de l'Afrique australe<sup>22</sup>.
- La "conversion de créances pour le développement" est un mécanisme novateur de financement qui a vu le jour à la suite des efforts conjoints déployés par le PAM, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la FAO pour trouver de nouveaux moyens d'appuyer les initiatives de renforcement de la sécurité alimentaire. Lors de la première opération de conversion de créances, l'Italie a repris pour 150 millions de dollars de créances de l'Égypte en vue d'investir un montant équivalent dans des programmes d'atténuation de la pauvreté. Jusqu'à présent, cette opération a permis de mobiliser 10 millions de dollars pour le programme national d'alimentation scolaire réalisé avec l'appui du PAM pour 200 000 enfants vivant dans trois des régions les plus pauvres d'Égypte. Le projet repose sur une nouvelle approche expérimentale de la préparation et de la distribution des repas scolaires qui crée simultanément des possibilités locales d'emploi pour les femmes dans les cuisines.
- L'accent plus marqué qui a été mis sur l'éducation dans la région du Sahel, où le PAM mène des programmes d'alimentation scolaire, a donné des résultats significatifs. Les ministres de l'éducation des pays du Sahel ont créé en 2003 une alliance tendant à élargir l'accès à l'enseignement élémentaire et à faire en sorte que la majorité des enfants de la région achèvent leurs études primaires. Cette initiative est appuyée par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et d'autres partenaires. Au cours des cinq années écoulées, le nombre absolu d'enfants inscrits dans les écoles dotées de cantines a augmenté de 48 pour cent pour les filles et de 12 pour cent pour les garçons. Pendant la même période, le taux de fréquentation des écoles appuyées par le PAM offrant à la fois des repas à la cantine et des rations à emporter s'est accru de 77 pour cent, ce qui a contribué à combler l'écart entre garçons et filles dans le domaine de l'éducation.

#### ⇒ *Opérations d'urgence*

<b>Tableau 4: Résultats</b>				
Opérations d'urgence	2003 chiffres effectifs	2004 chiffres prévus	2004 chiffres effectifs	2004 chiffres prévus/ chiffres effectifs (%)
Nombre total de bénéficiaires	61 millions	37 millions	38 millions	103
Pourcentage de femmes et de filles	51	-	52	-
Total des dépenses effectives (en millions de dollars)*	881	927	906	98

\* Non compris les coûts d'appui directs.

<sup>22</sup> Premier projet approuvé au titre du nouveau cadre de politique générale concernant la priorité stratégique 5.





28. En 2004, le PAM a apporté une assistance à 38 millions de personnes dans le cadre de 47 opérations d'urgence et a distribué près de 1,8 million de tonnes de produits alimentaires. Ces opérations d'urgence ont secouru 44 pour cent du nombre total de bénéficiaires pendant l'année, durant laquelle il a été approuvé 28 nouvelles opérations de ce type. La plupart des opérations ont été concentrées en Afrique subsaharienne et en Asie. Cinq d'entre elles —en Afrique australe<sup>23</sup>, au Bangladesh, en Éthiopie, en République populaire démocratique de Corée et au Soudan— ont atteint 27 millions de personnes. Près de 92 pour cent du nombre total de bénéficiaires qui ont reçu des secours d'urgence en 2004 ont été assistés par le biais des dix plus grandes opérations d'urgence.
29. C'est également au moyen d'opérations d'urgence que le PAM a fourni une assistance à 4,2 millions de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire en Érythrée et en Éthiopie, qui ont été victimes d'une grave sécheresse récurrente, et à 7,6 millions de personnes en Afrique australe, où les effets conjugués du VIH/sida, de la sécheresse, de la faible productivité de l'agriculture et de l'insuffisance des capacités de gouvernance ont contribué à la persistance de l'une des crises humanitaires les plus sérieuses de l'histoire. En République populaire démocratique de Corée, 5,4 millions de personnes menacées par l'insécurité alimentaire ont reçu une assistance, et le PAM a également secouru 8,3 millions de personnes affectées par l'insécurité alimentaire et les inondations au Bangladesh. Une aide alimentaire d'urgence a été distribuée à près de 2 millions de personnes touchées par le conflit dans le Darfour et dans la région orientale du Tchad.
30. Le CII, compte renouvelable et à reconstituer qui donne accès aux fonds nécessaires pour mettre en route sans tarder des opérations d'urgence et de secours, a permis d'atteindre aussi rapidement que possible les victimes de situations de crise. En 2004, pour lancer et appuyer 28 opérations, un montant record de 88,6 millions de dollars a été alloué, soit plus du double de l'objectif annuel. Le Conseil d'administration a approuvé l'utilisation du CII pour prévenir des déficits de financement critiques dans les situations où les vies humaines sont menacées; les fonds en question servent principalement à acheter des produits sur les marchés locaux et régionaux et à les prépositionner pour éviter des pénuries critiques et des ruptures de la filière après les trois premiers mois d'une opération d'urgence. L'utilisation du CII a été approuvée aussi, jusqu'à concurrence d'un plafond de 2 millions de dollars par an, lorsque des fonds ne pouvant pas être mobilisés d'une autre manière sont nécessaires pour: i) des évaluations des capacités dans les domaines de la logistique et des technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que des achats; ii) la planification et la préparation d'interventions en cas d'urgence; iii) les évaluations des besoins, y compris l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), le ciblage et les évaluations techniques; iv) l'évaluation de l'état de préparation des plans d'intervention en cas d'urgence; et v) les analyses et enquêtes de référence<sup>24</sup>.
31. **Résultats sélectionnés à signaler dans la catégorie des opérations d'urgence**
- La crise dans le Grand Darfour, résultat de 20 ans de conflit civil au Soudan, de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté extrême et de la marginalisation économique, a été l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus opiniâtres de 2004. Du fait de l'intensification des conflits pendant l'année et des déplacements forcés de populations civiles, il y a eu près de 1,9 million de PDI et un afflux de 200 000 réfugiés dans la région orientale du Tchad. Entre la fin octobre 2003 et février 2004, toutefois, le gouvernement a presque totalement interdit au personnel

<sup>23</sup> La région de l'Afrique australe comprend le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

<sup>24</sup> Voir "Examen du Compte d'intervention immédiate" (WFP/EB.3/2004/12-A).



humanitaire d'accéder à la région, ce qui a retardé la mise en route de l'intervention humanitaire dirigée par l'Organisation des Nations Unies. Le PAM a entrepris d'élargir l'opération d'urgence après la négociation d'un cessez-le-feu humanitaire, mi-avril 2004, mais la mise en route de l'intervention a été entravée par le manque d'accès aux populations et le manque de ressources. Ce retard a compromis les efforts déployés pour prépositionner assez de produits alimentaires pour faire face aux besoins accrus et constituer des stocks avant la saison des pluies, qui va de juillet à octobre.

- En octobre 2004, le PAM a dirigé une évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Darfour pour estimer l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. L'évaluation a confirmé que l'aide alimentaire avait atteint 70 pour cent des ménages de PDI et 20 pour cent des ménages locaux dans les régions affectées par le conflit. Toutefois, près de 25 pour cent des PDI demeuraient très exposés à l'insécurité alimentaire. Pendant la majeure partie de l'année, il a été extrêmement difficile de distribuer un assortiment alimentaire complet et équilibré du fait du manque d'accès aux populations, des routes inondées et d'une forte insécurité qui s'est manifestée par des attaques dirigées contre les convois de camions et les transports ferroviaires, ce qui a parfois entraîné une rupture de la filière de produits alimentaires et obligé à évacuer le personnel. Le PAM a néanmoins pu pendant l'année distribuer 127 000 tonnes de produits alimentaires et, en fin d'année, avait réussi à satisfaire les besoins nutritionnels journaliers minimum de 1,7 million de bénéficiaires.
- Selon l'évaluation nationale de la nutrition menée en octobre 2004 par le gouvernement, l'UNICEF et le PAM, les taux de malnutrition ont baissé en République populaire démocratique de Corée entre 2002 et 2004. L'évaluation est parvenue à la conclusion que la malnutrition chronique était tombée à 37 pour cent parmi les enfants de moins de 6 ans en 2004, contre 42 pour cent en 2002. La distribution d'aliments enrichis avait permis, pendant la même période, de réduire de 35 pour cent les retards de croissance parmi le même groupe d'âge, tandis que la prévalence de la malnutrition aiguë avait également diminué, tombant de 9 pour cent à 7 pour cent. Cependant, la situation ne s'était pas améliorée pour les mères ayant des enfants de moins de 2 ans: une sur trois souffrait de malnutrition. Il ressort des analyses de sang réalisées que plus du tiers des mères souffraient d'anémie. Néanmoins, les ruptures de la filière survenues au cours du premier semestre de 2004 ont privé près de 3,8 millions de bénéficiaires de rations de céréales. L'arrivée de contributions majeures, en novembre, a permis au PAM de nourrir tous les bénéficiaires cibles pour la première fois en deux ans. De nouvelles ruptures de la filière risquent de compromettre les progrès accomplis jusqu'à présent sur la voie d'une amélioration de la nutrition.
- En Afrique australe, le PAM envisageait de distribuer 440 000 tonnes d'aide alimentaire en 2004 dans le cadre d'une opération d'urgence régionale<sup>25</sup>. En fin d'année, il avait distribué 95 pour cent des quantités prévues de produits alimentaires à

---

<sup>25</sup> Le VIH/sida, qui a un impact direct sur la sécurité alimentaire dans la région, a raccourci l'espérance de vie, réduit la productivité du travail et de l'agriculture et fait près de 2,7 millions d'orphelins et des millions de nécessiteux parmi les personnes âgées et les autres groupes vulnérables. Selon les estimations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'incidence du VIH/sida chez les adultes dans les pays couverts par l'opération d'urgence menée en Afrique australe est la suivante: Lesotho 29 pour cent, Malawi 14 pour cent, Mozambique 12 pour cent, Swaziland 39 pour cent, Zimbabwe 25 pour cent et Zambie 17 pour cent.



7,6 millions de bénéficiaires. Près de 120 000 tonnes de produits ont été achetées sur les marchés locaux ou régionaux, particulièrement en Zambie<sup>26</sup>. Il ressort néanmoins des analyses préliminaires réalisées dans le cadre du système de surveillance des communautés et des ménages que l'aide alimentaire avait beaucoup contribué à atténuer la faim, à consolider les moyens de subsistance et à améliorer la diversité du régime alimentaire. En outre, grâce à l'aide alimentaire, les ménages de bénéficiaires comportant des membres souffrant de maladies chroniques n'ont pas eu à tout sacrifier, ce qui a été particulièrement important étant donné que, selon les résultats de l'enquête, la possession d'avoirs constitue l'indicateur le plus étroitement lié à l'insécurité alimentaire.

⇒ *Interventions prolongées de secours et de redressement*

<b>Tableau 5: Résultats</b>				
<b>IPSR</b>	<b>2003 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus</b>	<b>2004 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus/ chiffres effectifs (%)</b>
Nombre total de bénéficiaires	27 millions	23 millions	25 millions	109
Pourcentage de femmes et de filles	51	-	52	-
Total des dépenses effectives (en millions de dollars)*	668	925	590	64

\* Non compris les coûts d'appui directs.

32. En 2004, le PAM a apporté une assistance à 25 millions de personnes dans le cadre de 51 IPSR et a distribué ainsi près de 1,3 million de tonnes de produits alimentaires. Ces IPSR ont secouru 29 pour cent du nombre total de bénéficiaires pendant l'année, durant laquelle il a été approuvé 20 nouvelles IPSR. La plupart des IPSR ont été concentrées en Afrique subsaharienne et en Asie. Cinq d'entre elles —en Afghanistan, en Angola, en Indonésie, en Ouganda et en République démocratique du Congo— ont atteint 12,5 millions de personnes, soit 50 pour cent du nombre total de bénéficiaires ciblés. Près de 66 pour cent du nombre total de bénéficiaires des IPSR ont été assistés par le biais des dix plus grandes opérations.
33. En Afghanistan, l'assistance est parvenue à près de 5,3 millions de personnes —l'IPSR dans ce pays a été la plus vaste de l'année— pour consolider les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Quatre autres IPSR de grande envergure ont permis de fournir une assistance à 3,2 millions de réfugiés et de PDI en Angola, en Indonésie, en Ouganda et en République démocratique du Congo. Nombre des opérations dans le cadre desquelles les pénuries de financement ont été les plus aiguës et les plus chroniques en 2004 ont été des IPSR visant à secourir des réfugiés.
34. **Résultats sélectionnés à signaler dans la catégorie des IPSR**
- Dans le cadre des IPSR entreprises en Afghanistan, en Angola, au Libéria, en Sierra Leone et au Soudan, le PAM a collaboré avec l'UNICEF et autres partenaires pour mettre en œuvre des initiatives "Retour à la paix" et "Retour à l'école". Au Libéria,

<sup>26</sup> Voir l'annexe V pour plus amples informations sur les achats de produits alimentaires réalisés par le PAM dans les pays en développement et les pays en transition.



afin de faciliter la transition après le conflit, 350 000 anciens enfants soldats ont reçu une aide alimentaire et une formation dans des domaines comme la préparation à la vie, la sensibilisation aux mines terrestres, la prévention du VIH/sida et l'apprentissage d'un métier. Le PAM a, par l'entremise de centres spécialisés de soins, distribué des produits alimentaires aux enfants soldats et aux adultes démobilisés employés à la reconstruction d'écoles, de ponts et de routes.

- En Haïti, près de 130 000 bénéficiaires ont reçu en 2004 près de 2 900 tonnes d'aide alimentaire à la suite des inondations et du conflit civil qui ont dévasté le pays. Le conflit civil dans le nord, les inondations à l'ouest, l'instabilité politique et le manque de partenaires d'exécution ont initialement retardé la mise en route de l'intervention alimentaire visant à venir en aide aux plus nécessiteux. Le PAM a établi une présence logistique temporaire pour distribuer les produits alimentaires, les capacités de transport par camions commerciaux faisant sérieusement défaut. Ainsi, une opération spéciale a été lancée en mars 2004 pour renforcer les services logistiques, et le PAM a été le premier organisme humanitaire à atteindre les régions sinistrées après le cyclone Jeanne. Les opérations en Haïti ont permis de fournir des secours critiques et d'organiser des activités vivres-contre-travail (VCT) qui ont appuyé les travaux de réfection des routes, facilité l'accès aux marchés des petits agriculteurs et amélioré la production agricole.
- Les achats de produits alimentaires sur les marchés locaux qui ont été effectués dans le cadre de l'IPSR en Éthiopie se sont avérés être d'un meilleur rapport coût-efficacité que la distribution de produits en nature<sup>27</sup>. Le PAM a ainsi soutenu les marchés locaux en Éthiopie, où il a été acheté chaque année en moyenne 67 000 tonnes de produits alimentaires entre 2000 et 2004; cette dernière année, il a été acheté et distribué près de 120 000 tonnes de produits. Les achats locaux d'aide alimentaire ont eu un impact positif sur la production et les marchés agricoles nationaux.

### ⇒ Opérations spéciales

<b>Tableau 6: Résultats</b>				
<b>Opérations spéciales</b>	<b>2003 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus</b>	<b>2004 chiffres effectifs</b>	<b>2004 chiffres prévus/ chiffres effectifs (%)</b>
Total des dépenses effectives (en millions de dollars)*	69	16	52	325

\*Non compris les coûts d'appui directs.

35. Par le biais de ses opérations spéciales, le PAM a, en 2004, appuyé 11 IPSR et 16 opérations d'urgence dans des domaines comme la remise en état et la réparation d'urgence des voies ferrées, des ponts et des routes, le renforcement des services logistiques, la mise en place de stocks stratégiques de produits alimentaires et le déminage. Des opérations particulièrement vastes ont été entreprises en Afghanistan, au Soudan et au Tchad. Les services communs fournis dans le cadre des opérations spéciales ont aidé l'ensemble de la communauté humanitaire en établissant des services aériens humanitaires

<sup>27</sup> Voir l'IPSR Éthiopie 10362.0 (WFP/EB.1/2005/8-B): annexe mise à jour; voir également Abdulai, Barrett et Hodinott, 2004, *Does Food Aid Really Have Disincentive Effects? New Evidence from Sub-Saharan Africa*.



dans les secteurs d'intervention où il n'existait pas d'alternative commerciale viable, ou bien de Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC).

36. Au cours des trois dernières années, le PAM a, de plus en plus fréquemment, fourni des services communs déterminés par le biais de ses opérations spéciales. C'est ce qu'a officiellement reconnu le Conseil d'administration en 2004, lorsqu'il a approuvé une définition élargie de la catégorie représentée par les opérations spéciales<sup>28</sup>.
37. **Résultats sélectionnés à signaler dans la catégorie des opérations spéciales**
- Au Burundi, des services aériens humanitaires ont été organisés pour assurer le transport, dans des conditions de sécurité, de 9 900 agents humanitaires entre sept localités; ces services ont été élargis entre avril 2004 et décembre 2005 à la suite des demandes formulées par les usagers. Cette opération a permis d'assurer des services qui ont représenté 160 pour cent de l'objectif fixé pour 2004. En Angola, des services aériens humanitaires ont permis de desservir 29 localités en 2004, soit 135 pour cent de plus que prévu.
  - L'opération spéciale visant à renforcer les services logistiques au Tchad, lancée en septembre 2004, n'a pu compter que sur moins de 25 pour cent du budget de 6 millions de dollars prévu pour le projet. Ce déficit de financement a limité la disponibilité des outils et du matériel nécessaire pour renforcer un couloir logistique essentiel à travers la Libye. En dépit des contraintes financières, ce couloir, essayé pour la première fois en 2004, s'est avéré être un moyen fiable de livrer des produits alimentaires aux réfugiés soudanais et aux populations vulnérables locales du Tchad.
  - Une autre opération spéciale a été entreprise en Angola en 2004 afin de permettre à la communauté humanitaire d'avoir plus facilement accès aux populations vulnérables grâce à la construction de ponts d'une vie utile comprise entre 10 et 15 ans ainsi qu'à l'organisation d'une formation des autorités locales à l'entretien de ces ouvrages.

---

## TENDANCES DÉGAGÉES ET ENSEIGNEMENTS RETIRÉS

38. Comme le Conseil d'administration l'a spécialement demandé, la Partie I du Rapport sur les résultats de 2004 s'achève sur un bref examen des tendances dégagées et des enseignements retirés, l'idée étant de faciliter la détermination des priorités, la programmation et la formulation de politiques au PAM. L'annexe III évoque également les conclusions des évaluations et les enseignements retirés en ce qui concerne la démonstration de résultats, le ciblage des bénéficiaires, la transition des secours vers le redressement, la ponctualité des interventions, le niveau des ressources, la coordination et le renforcement des capacités. L'accent est mis surtout sur les tendances recensées et les enseignements retirés dans le contexte des opérations d'urgence et des IPSR dans des domaines comme la transition après le conflit, la nutrition des réfugiés et le ciblage des ménages affectés par le VIH/sida et des réfugiés. Les conclusions de l'évaluation externe de la politique du PAM visant à favoriser le développement sont discutées brièvement, en même temps que les enseignements récemment retirés des opérations spéciales.

---

<sup>28</sup> La nouvelle définition des opérations spéciales englobe: i) le renforcement de l'infrastructure des transports et de la logistique, spécialement lorsqu'il faut faire face à des besoins d'urgence et à des besoins de secours prolongés; et ii) le resserrement de la coordination au sein du système des Nations Unies ainsi qu'avec les autres partenaires grâce à la fourniture de services communs.



39. **Tendances qui se dégagent de l'évaluation externe de la politique visant à favoriser le développement.** Il ressort de l'évaluation que le PAM obtient de meilleurs résultats lorsque les activités de développement sont intégrées aux stratégies et programmes nationaux préexistants. L'évaluation est parvenue à la conclusion que l'aide au développement fournie par le PAM atteint des populations vulnérables qui ne sont généralement pas desservies par d'autres organismes grâce à ses activités d'ACV, à des objectifs stratégiques bien définis axés sur les plus pauvres des pauvres et à l'application d'une approche participative au niveau des communautés. Le PAM éprouve néanmoins des difficultés à atteindre les secteurs les plus reculés des régions touchées par l'insécurité alimentaire et certains des groupes de population les plus vulnérables. Lorsqu'elle est replacée dans le contexte de politiques et de programmes plus larges, l'aide au développement apportée par le PAM accroît la durabilité et complète les ressources allouées aux plans nationaux de réduction de la pauvreté. Reste cependant exclue par erreur une forte proportion de femmes qui ne fréquentent pas les centres de santé maternelle et infantile (SMI) et d'enfants qui ne vont pas à l'école. En pareils cas, il importe d'affiner le ciblage.
40. **Identification des meilleures pratiques grâce à l'évaluation en temps réel de l'opération d'urgence en Afrique australe.** Le Bureau de l'évaluation a mené à bien sa première évaluation en temps réel pendant la situation d'urgence provoquée par la sécheresse en Afrique australe en 2002–2003. Les objectifs de cette évaluation étaient les suivants: i) fournir immédiatement une information en retour aux bureaux de pays, bureaux régionaux et services du siège; ii) appuyer l'autoévaluation sur le terrain; et iii) évaluer une opération complexe à différentes étapes de son exécution afin d'améliorer les résultats d'ensemble des évaluations. Selon l'examen des interventions humanitaires réalisé en 2003 par le Réseau pour l'apprentissage actif sur la responsabilité et la performance au sein de l'action humanitaire (ALNAP), la première évaluation en temps réel menée par le PAM est un exemple de bonne pratique qui a débouché sur: i) un déblocage plus rapide des fonds disponibles au titre des coûts d'appui directs; et ii) un examen plus attentif du système de suivi des produits utilisé dans le cadre de l'opération d'urgence en Iraq. D'une manière générale, les enseignements tirés de l'évaluation en temps réel menée en Afrique australe ont été significatifs, généralisables, diffusés et utilisés lors de la deuxième évaluation en temps réel de la crise provoquée par le tsunami en 2005 (voir l'annexe III).
41. **Renforcement des évaluations des besoins d'urgence du PAM.** En 2004, le PAM a beaucoup progressé dans ses efforts de renforcement des évaluations des besoins d'urgence<sup>29</sup>. Par exemple, lors de l'évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée au Darfour en octobre 2004, une nouvelle approche a été utilisée qui est plus holistique et conçue pour intégrer les informations concernant la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire. L'un des principaux enseignements retirés a été qu'il fallait, pour rassembler des données fiables, mettre au point et utiliser un cadre d'échantillonnage commun. Les résultats de l'évaluation ont fait apparaître que 2,3 millions de PDI avaient besoin d'une aide alimentaire immédiate, et il a été recommandé de mettre en œuvre des programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation thérapeutique universels

---

<sup>29</sup> Voir "Évaluation des besoins d'urgence" (WFP/EB.1/2004/4-A), document qui exposait l'engagement pris par le PAM de renforcer ses évaluations et qui contenait un plan stratégique s'étendant sur une période de 30 mois tendant principalement: i) à améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle; ii) à renforcer la méthodologie et les directives; iii) à améliorer l'information sur les crises concernant les pays prioritaires exposés à des situations d'urgence; et iv) à renforcer les capacités d'évaluation en matière de partenariats et d'apprentissage. Voir également "Définition des situations d'urgence" (WFP/EB.1/2005/4-A), "Retrait après une situation d'urgence" (WFP/EB.1/2005/4-B), "Principes humanitaires" (WFP/EB.A/2004/5-C) et "Renforcement de l'évaluation des besoins d'urgence: progrès accomplis et plan d'exécution" (WFP/EB.3/2004/4-E).



étant donné qu'il était clair que les taux de malnutrition étaient élevés, spécialement parmi les enfants. Selon la nouvelle approche intégrée du PAM, les missions d'évaluation sont réalisées avec la participation de tous les services intéressés du Programme, comme ceux qui s'occupent de la nutrition, de l'ACV, de l'égalité entre les sexes, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Il faudra néanmoins, pour déterminer l'intervention la mieux appropriée quand surgit une crise alimentaire aiguë, améliorer l'analyse dans des domaines comme le rôle des marchés, l'impact de l'aide alimentaire, l'insécurité alimentaire chronique et transitoire et une aide non alimentaire comme transferts en espèces, distribution d'outils, aménagement d'abris et fourniture de services de santé.

42. **Renforcement des évaluations conjointes.** De nouvelles modalités d'évaluation ont été convenues en 2004 pour améliorer la qualité et la transparence. La première évaluation conjointe PAM/Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de la situation des PDI a été réalisée en août 2004 afin de rassembler des informations de nature à améliorer la programmation future des activités en Colombie. Une étude PAM/CICR de la situation socioéconomique des ménages de PDI et des autres ménages du pays est prévue pour 2005. Les consultations qui ont eu lieu au sujet des missions PAM/FAO d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires ont également contribué à améliorer la qualité et la transparence des missions conjointes et ont permis de rassembler des données plus récentes sur la vulnérabilité et les besoins alimentaires des ménages. Les consultations se poursuivent sur les nouvelles directives à adopter pour ces missions, mais la recherche de moyens qui permettraient, dans la pratique, d'harmoniser les approches macro et micro pour déterminer les besoins d'aide alimentaire dans le contexte de crises spécifiques continue de poser un problème particulièrement épineux.
43. **Ciblage et programmation de l'aide aux populations de réfugiés.** En 2004, les nouveaux principes directeurs concernant les évaluations conjointes ont été appliqués au ciblage et à la programmation des activités en faveur des réfugiés. La mission conjointe d'évaluation réalisée par le PAM et le HCR dans l'est du Tchad en octobre 2004 a été la première à appliquer une approche multisectorielle à l'évaluation des besoins d'aide alimentaire pour déterminer les interventions à mettre en œuvre pour aider à satisfaire les besoins des réfugiés soudanais en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement, de logement, de soins de santé, de sécurité et d'éducation. Étant donné la dégradation de la situation locale, la mission a centré son attention sur les moyens d'appuyer les stratégies de survie non seulement des réfugiés mais aussi des populations locales.
44. **Ciblage des bénéficiaires pendant la période de transition suivant un conflit.** Il a été constaté que l'aide alimentaire avait apporté un appui d'importance capitale aux programmes d'aide au désarmement, à la démobilisation, à la réintégration et à la réinsertion exécutés par le PAM depuis 2000 pour apporter une assistance à près de 800 000 anciens combattants; 9 des 12 programmes en question avaient été menés dans le cadre d'IPSR<sup>30</sup>. Comme la plupart de ces programmes ont été exécutés dans des régions peu sûres où les accords de paix étaient fragiles, il s'est avéré particulièrement difficile d'assurer une étroite coordination entre toutes les parties prenantes. Le PAM a adopté des stratégies spécifiques pour aider à satisfaire les besoins de groupes vulnérables comme femmes soldats, anciens enfants soldats et personnes touchés par le VIH/sida. Ces

<sup>30</sup> Pour plus amples informations, voir Greenberg, M., 2004, *WFP Assistance to Disarmament, Demobilization, Reinsertion and Reintegration Programmes: A Survey*. En 2004, le PAM a réalisé une enquête auprès de 10 bureaux de pays qui soit avaient récemment appuyé, soit envisageaient d'appuyer des activités de démobilisation et de réinsertion d'anciens combattants afin de déterminer les avantages comparatifs du Programme et les possibilités de programmation d'activités futures.



stratégies consistent notamment à offrir une aide alimentaire aux membres de la famille des enfants soldats. C'est ainsi par exemple que des rations supplémentaires ont été distribuées au Burundi. Comme, en Sierra Leone, l'arrivée des personnes à charge n'avait pas été prévue, le PAM a dû élargir son ciblage des bénéficiaires pendant une étape critique de la démobilisation en 2004. Les meilleures pratiques identifiées ont notamment été celles qui ont mis l'accent sur les programmes de suivi axés sur les personnes à charge des anciens combattants et qui ont amélioré la collecte, l'analyse et le suivi des données concernant les groupes les plus vulnérables.

45. **Tendances de la nutrition dans le contexte des opérations prolongées de secours aux réfugiés.** Le PAM et le HCR ont organisé un examen conjoint des opérations prolongées de secours aux réfugiés menées au Bangladesh, au Kenya, au Népal et en Tanzanie afin d'étudier l'incidence de la malnutrition aiguë chez les enfants (retards de croissance) à la lumière de l'aide alimentaire et d'autres facteurs dont on sait qu'ils affectent la nutrition. Dans les camps du Bangladesh et du Kenya, les taux de malnutrition aiguë demeuraient souvent élevés —plus de 15 pour cent— alors même que les réfugiés avaient été installés dans les camps depuis un certain temps déjà. Parfois, ces taux élevés étaient imputables à des ruptures de la filière, à l'insuffisance des ressources mobilisées pour les opérations et à des éléments liés à l'inadéquation des services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le fait que l'incidence des retards de croissance était relativement peu élevée au Népal et en Tanzanie a corroboré les observations selon lesquelles un assortiment alimentaire équilibré avait été distribué régulièrement en même temps qu'étaient fournis d'autres services essentiels.
46. Dans les camps où les réfugiés se trouvent depuis longtemps, l'on dispose souvent d'une masse considérable d'informations concernant la situation nutritionnelle qui ont été recueillies par les partenaires d'exécution, mais peu de systèmes ont été mis en place pour compiler et stocker les données rassemblées. De ce fait, il est très difficile de faire des comparaisons d'une période et d'une opération à l'autre<sup>31</sup>. La distribution d'une aide alimentaire en l'absence d'apports et de services non alimentaires suffisants ne garantit pas, en soi, une diminution de la malnutrition. Dans le cas des réfugiés installés depuis longtemps dans des camps, l'aide alimentaire doit être coordonnée et être accompagnée d'efforts dans d'autres secteurs essentiels comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement, le logement, les soins de santé préventifs et curatifs et le renforcement des moyens de subsistance.
47. **Allègement de la charge imposée par le VIH/sida grâce à une aide alimentaire.** Dans le district de Busia, à l'ouest du Kenya, qui vient au sixième rang dans le pays pour ce qui est des taux d'infection par le VIH et qui souffre d'une pauvreté et d'une insécurité alimentaire endémiques, le PAM et ses partenaires ont mis en œuvre un projet pilote pour alléger la charge imposée par le VIH/sida<sup>32</sup>. En distribuant une fois par mois des rations à 36 000 personnes pauvres et touchées par le VIH/sida, le projet contribue à améliorer la situation nutritionnelle et à atténuer l'insécurité alimentaire. Selon l'enquête de référence

<sup>31</sup> Les retards de croissance constituent l'indicateur le plus fréquemment utilisé pendant la phase la plus aiguë des situations d'urgence pour évaluer le bien-être nutritionnel des populations. Dans le cas de populations établies de longue date dans des camps, l'on peut utiliser une gamme plus large d'indicateurs de la nutrition pour évaluer l'impact de l'aide alimentaire sur le bien-être des populations de réfugiés. Ces indicateurs sont notamment l'insuffisance pondérale à la naissance, le rapport poids-taille chez les enfants, les retards de croissance et les carences en micronutriments. De telles informations devraient être rassemblées de manière plus systématique pour documenter l'impact produit par les programmes.

<sup>32</sup> Voir PAM, 2005, *An Impact Study: Nutrition and Care of People Affected by HIV/AIDS, Busia District, Kenya*.





menée avant la mise en œuvre du projet pilote, les ménages affectés par le VIH/sida n'étaient pas uniformément pauvres ni également exposés à l'insécurité alimentaire, de sorte qu'il fallait appliquer un double critère de ciblage pour identifier les ménages les plus vulnérables. Des comités communautaires de gestion ont été créés dans les zones cibles pour déterminer si les ménages étaient ou non véritablement touchés par l'insécurité alimentaire. Les comités ont accordé la priorité aux ménages dirigés par un enfant, aux orphelins et aux familles d'accueil, aux grands-parents qui s'occupaient d'orphelins et aux familles affectées par le VIH/sida et aux chefs de ménages grabataires.

48. Il ressort de l'enquête de suivi réalisée huit mois après le début du projet que, dans les secteurs où le ciblage des ménages vulnérables a été le plus efficace, 98 pour cent des personnes pouvant en bénéficier recevaient intégralement leurs rations, lesquelles représentaient une proportion substantielle de leur apport calorique journalier. Trois facteurs ont contribué à la précision du ciblage des ménages: i) la distribution des rations a été organisée et assurée par la communauté; ii) la plupart des membres des comités étaient des femmes, qui connaissaient mieux les besoins et la situation de la sécurité alimentaire des ménages, de sorte que les ménages ciblés ont bénéficié de l'initiative et de la participation des femmes; et iii) la collaboration avec les groupes communautaires de soutien sanitaire a contribué à améliorer le ciblage des personnes séropositives les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire.
49. **Équipe d'assurance-qualité des programmes.** Une équipe interdivisions d'assurance-qualité a été constituée au siège pour diriger et orienter les efforts d'amélioration des normes de qualité des programmes du PAM. Lors des quatre réunions qu'elle a tenues en 2004, l'équipe a fait porter son attention sur l'amélioration des directives régissant les IPSR, l'examen et l'approbation des programmes, les méthodes de suivi et d'évaluation et l'échange et la diffusion des meilleures pratiques<sup>33</sup>. L'équipe d'assurance-qualité des programmes sera également chargée de superviser la mise en œuvre des approches communes de suivi et de l'évaluation, initiative lancée en 2004 afin de rationaliser le suivi, l'évaluation et les rapports au niveau de l'ensemble du Programme. Une base de données de suivi et d'évaluation plus accessible et plus conviviale a été mise en ligne en décembre 2004.
50. En 2004, un groupe de travail interne pour les **opérations spéciales** a été constitué pour identifier les aspects des opérations spéciales qui appelaient des améliorations et pour veiller à ce que les enseignements retirés soient incorporés aux directives applicables. La multiplication des opérations spéciales organisées pour assurer des services humanitaires communs a mis en relief la nécessité d'adopter une approche mieux coordonnée et plus concertée. Les services aériens humanitaires des Nations Unies ont directement contribué au succès de nombreuses interventions interorganisations dans des régions où il n'existait pas de services de transport aérien sûrs ou commercialement viables. Les évaluations précédentes, en particulier celle des activités réalisées en Afghanistan, ont débouché sur l'élaboration d'une nouvelle politique qui prévoit que les services communs assurés par le PAM pour le compte de la communauté humanitaire devront désormais être fournis dans le cadre d'opérations spéciales distinctes pour pouvoir appliquer à chaque type de service différentes modalités en matière de rapports, de gestion, de supervision financière et différents indicateurs de résultat.

---

<sup>33</sup> Voir la "Note d'information sur le plan d'exécution des recommandations relatives à l'évaluation des IPSR: Amélioration de la qualité des programmes au PAM" (WFP/EB.1/2005/6-B).





## **Partie II: Mesure des résultats au regard des priorités stratégiques et des priorités de gestion**

51. La Partie II du Rapport annuel sur les résultats présente les réalisations de l'année au regard des cinq PS et des neuf PG reflétées dans le Plan stratégique pour 2004–2007. Les PS indiquent les réalisations à court et à plus long terme qui permettent de déterminer si les opérations du PAM ont apporté un changement tangible et durable aux conditions de vie des pauvres qui ont faim. Les PG sont les résultats à atteindre en ce qui concerne l'efficacité des opérations et les capacités de l'Organisation.
52. L'on trouvera d'abord ci-après un bref aperçu des OMD et des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes ainsi que des résultats obtenus dans le contexte des PS 1 à 4, des exemples des activités menées sur le terrain ainsi qu'une indication des problèmes rencontrés et de la démarche envisagée pour l'avenir. Les constatations retirées à la suite d'un recensement des activités de renforcement des capacités menées par le PAM sont présentées dans le contexte de la PS 5. La Partie II du rapport s'achève sur un exposé des réalisations de l'année au regard des objectifs fixés pour les PG en 2004. Les PS sont les suivantes:
- PS 1→Sauver des vies dans des situations de crise.
  - PS 2→Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs.
  - PS 3→Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables.
  - PS 4→Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle.
  - PS 5→Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire.
53. Toutes les PS contribuent à la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et à la réalisation des OMD. Les OMD sont des objectifs quantifiés, assortis de délais (1990-2015), qui traitent des multiples aspects de la faim et de la pauvreté extrême et qui appuient l'égalité entre les sexes, l'éducation universelle, une activité respectueuse de l'environnement et des partenariats mondiaux. Les OMD constituent le cadre d'ensemble à l'intérieur duquel s'articulent les PS. Les OMD sont les suivants:
- OMD 1→Éradiquer la pauvreté extrême et la faim, réduire de moitié la proportion de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar par jour et réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim.
  - OMD 2→Garantir l'éducation primaire universelle et faire en sorte que tous les enfants puissent achever leurs études primaires.
  - OMD 3→Promouvoir l'égalité entre les sexes et autonomiser les femmes et éliminer les disparités entre filles et garçons dans l'enseignement primaire et secondaire —de préférence avant 2005— ainsi qu'à tous les niveaux de l'éducation.
  - OMD 4→Réduire la mortalité infantile et réduire des deux tiers les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.



- OMD 5 → Améliorer la santé maternelle et réduire des trois quarts les taux de mortalité maternelle.
  - OMD 6 → Combattre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies, stopper et commencer à inverser la propagation du VIH/sida et stopper et commencer à inverser l'incidence du paludisme et des autres maladies les plus graves.
54. Les opérations du PAM qui visent à sauver des vies et à améliorer la nutrition et la santé des mères et des enfants appuient la réalisation de l'ODM 1. Le PAM utilise l'aide alimentaire pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages, protéger leurs avoirs et promouvoir des pratiques agricoles plus rationnelles, activités qui appuient également la réalisation de l'ODM 1 en protégeant les moyens de subsistance pendant les périodes de crise et en renforçant la résistance aux chocs. Le PAM contribue également à la réalisation des ODM 4, ODM 5 et ODM 6 au moyen de ses interventions qui tendent à améliorer la nutrition des enfants, des mères et des autres personnes vulnérables, y compris les personnes touchées par le VIH/sida. Les programmes d'alimentation scolaire et autres initiatives de préparation à la vie contribuent à la réalisation des ODM 2 et ODM 3. En outre, les opérations du PAM contribuent à appuyer et à renforcer les capacités régionales et locales de réduire la faim<sup>34</sup>.
55. Le PAM mesure les réalisations sur lesquelles débouchent ses interventions, et les ODM mesurent les réalisations obtenues au niveau de l'impact des activités. Mesurer l'impact plutôt que les réalisations est extrêmement difficile, particulièrement dans le cas des interventions humanitaires<sup>35</sup>. S'il peut être extraordinairement difficile de quantifier les résultats du PAM à la lumière des ODM, le PAM n'en a pas moins contribué au suivi de la réalisation des ODM au plan national. L'on peut en citer deux exemples de 2004.
- Cinq des objectifs de réduction de la pauvreté visés dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté au Tadjikistan sont fondés sur les ODM, et le gouvernement s'est engagé à intégrer ces derniers aux politiques nationales de développement. Le Tadjikistan est l'un des huit pays qui participent à l'exercice pilote d'évaluation des mesures à adopter pour réaliser les ODM<sup>36</sup>. Le PAM, en sa qualité de membre de l'équipe de pays des Nations Unies et du groupe de travail national sur la sécurité alimentaire, a encouragé le gouvernement à inclure la sécurité alimentaire dans la version révisée du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.
  - Le PAM a participé à la première étude d'ensemble des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODM au Pérou. Une série de réunions à ce sujet ont eu lieu en 2004 avec la participation du PAM et d'une large gamme de parties prenantes, dont les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et le Gouvernement péruvien. Un consensus s'est dégagé sur les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODM au Pérou ainsi que sur les problèmes à résoudre et les mesures à adopter pour atteindre ces objectifs dans les délais, c'est-à-dire d'ici à 2015.

<sup>34</sup> Voir la discussion plus détaillée des liens qui existent entre les PS et les ODM dans le Plan stratégique pour 2006–2009.

<sup>35</sup> Voir Pierce, J. 2004. *The Search for the End of the Rainbow – is impact assessment possible?* Birmingham, Royaume-Uni, *Performance Assessment Resource Centre* (PARC). L'évaluation en temps réel des opérations d'urgence et des opérations de secours a été citée comme une forme d'évaluation d'impact dans le contexte des crises humanitaires.

<sup>36</sup> Les pays dans lesquels cet exercice pilote est mené sont les suivants: Cambodge, Éthiopie, Ghana, Kenya, République dominicaine, Sénégal, Tadjikistan et Yémen.



## ENGAGEMENTS RENFORCES EN FAVEUR DES FEMMES

56. L'éducation primaire universelle, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont des conditions préalables à la réalisation de tous les OMD. Le PAM continue d'insister sur le fait que les femmes: i) jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire des ménages; ii) constituent le pilier des efforts de réduction de la faim; et iii) garantissent que les aliments parviennent aux personnes les plus vulnérables.
57. En 2004, le PAM a réalisé une enquête de référence, dans le cadre de la mise en œuvre de ses Engagements renforcés en faveur des femmes, conformément à la politique du PAM concernant la problématique hommes-femmes (2003–2007)<sup>37</sup>. L'enquête a fait apparaître que des progrès considérables avaient été accomplis dans la mise en œuvre des Engagements renforcés en faveur des femmes et dans leur intégration aux activités. Selon les résultats des autoévaluations réalisées par 48 bureaux de pays, près de 70 pour cent des 128 accords signés au niveau des pays entre le PAM et les gouvernements comprennent une indication explicite des priorités liées aux Engagements renforcés en faveur des femmes<sup>38</sup>.
58. Les résultats de l'enquête ont montré que les femmes étaient encouragées à aller chercher les rations distribuées dans 90 pour cent de toutes les activités de secours ou distributions générales de vivres. Les femmes représentaient 65 pour cent du nombre total de participants aux activités vivres pour la formation (VPF). Près de 90 pour cent des interventions en matière de nutrition prévoient la distribution d'aliments enrichis en micronutriments aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, et un pourcentage presque identique d'interventions comportaient des réunions d'information sur la nutrition, la santé et les soins. En outre, environ 70 pour cent de ces interventions permettaient de dispenser des informations sur la prévention du VIH/sida. Les initiatives d'alimentation scolaire encourageaient les filles à fréquenter l'école. Dans 40 pour cent des pays où étaient réalisés des programmes d'alimentation scolaire, la moitié au moins des élèves bénéficiant de l'assistance du PAM étaient des filles.
59. Dans le contexte des études de cas entreprises au sujet des activités réalisées en Colombie, en Indonésie, au Kenya, au Rwanda, en Sierra Leone et en Zambie, des bénéficiaires ont été interrogés afin de savoir si, selon eux, les femmes avaient ou non été encouragées à aller chercher les rations ou avaient été désignées comme titulaires des droits aux distributions. Ces études de cas ont permis d'identifier un certain nombre de bonnes pratiques qui ont aidé les services du PAM, les bénéficiaires et le personnel d'exécution à passer d'une optique essentiellement opérationnelle consistant simplement à

---

<sup>37</sup> Voir "Politique concernant la problématique hommes-femmes (2003–2007): Engagements renforcés en faveur des femmes pour assurer la sécurité alimentaire" (WFP/EB.3/2002/4-A). Engagement I, Répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes et des mères allaitantes et —lorsqu'il y a lieu— des adolescentes et susciter chez elles une prise de conscience accrue des questions de santé et de nutrition; Engagement II, Élargir les activités qui permettent aux filles de fréquenter l'école; Engagement III, Veiller à ce que les femmes tirent des avantages au moins égaux des avoirs créés au moyen d'activités VPF et d'activités VCT; Engagement IV, Aider les femmes à contrôler les rations destinées aux ménages distribuées dans le cadre de secours alimentaires d'urgence; Engagement V, Faire en sorte que les femmes soient également représentées au sein des comités de distribution de vivres et des autres organismes locaux participant à l'exécution des programmes; Engagement VI, Faire en sorte qu'une perspective différenciée par sexe soit intégrée systématiquement aux activités de programmation; Engagement VII, Contribuer à créer un environnement qui reconnaisse le rôle important que les femmes jouent dans la sécurité alimentaire des ménages et qui encourage aussi bien les hommes que les femmes à réduire les inégalités entre les sexes.

<sup>38</sup> Voir "Note d'information sur l'application de la politique du PAM concernant la problématique hommes-femmes (2003–2007), juin 2005".



donner aux femmes l'accès à l'alimentation à une approche tendant davantage à autonomiser les femmes pour aider celles-ci à exercer un contrôle accru sur les aliments<sup>39</sup>. Il a notamment été recommandé, à la suite des études de cas, d'adopter des pratiques visant à renforcer la sécurité des femmes et des enfants pendant les distributions, à faire participer les hommes à la formulation et à l'exécution des programmes et à offrir aux femmes, dans le cadre des activités VPF, une formation à la direction et à la négociation<sup>40</sup>.

---

## RESULTATS DE 2004 PAR PRIORITE STRATEGIQUE

60. En adoptant les principes de la gestion axée sur les résultats, le PAM a commencé à mettre l'accent non plus tant sur une perspective opérationnelle, c'est-à-dire sur les apports à court terme, mais plutôt sur l'obtention d'avantages durables, par exemple sauver des vies en période de crise, protéger les moyens de subsistance et appuyer l'amélioration de la nutrition et l'éducation pour ceux qui ont faim et pour les populations les plus vulnérables, partout dans le monde. Pour ce qui est des dépenses opérationnelles de 2004, 51 pour cent sont allées à des activités directement liées à la PS 1, 22 pour cent à la PS 2, 11 pour cent à la PS 3 et 13 pour cent à la PS 4<sup>41</sup>.
61. Dans le cadre de l'examen des résultats de fin d'année, une enquête auprès des bureaux de pays a été menée pour déterminer ce que les responsables pensaient de la mesure dans laquelle les résultats avaient répondu aux PS, notamment pour déterminer si le PAM était ou non sur la bonne voie pour ce qui est de la réalisation des cinq PS. Dans leur quasi-totalité, les personnes interrogées ont exprimé l'avis que les résultats étaient sur la bonne voie pour ce qui était des PS 1, PS 2, PS 3 et PS 4 (voir la figure 4); 77 pour cent des cadres considéraient que le PAM était sur la bonne voie pour la réalisation de la PS 5, mais c'était ce domaine qui appelait apparemment le plus d'améliorations<sup>42</sup>.

---

<sup>39</sup> Voir *Women's Control of Food in Relief Case Study Project*, rapport résumé, décembre 2004.

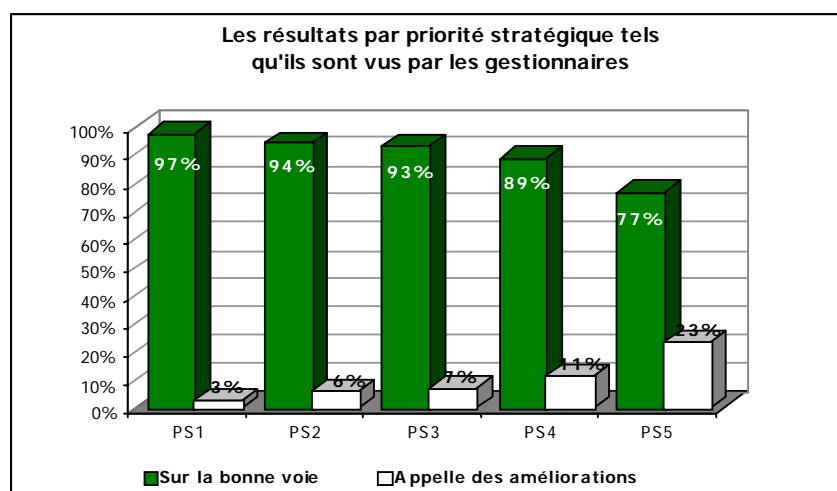
<sup>40</sup> PAM, 2004, *Mainstreaming a Gender Perspective into VAM in line with the WFP Gender Policy 2003–2007*.

<sup>41</sup> Pour plus amples détails sur les dépenses opérationnelles, voir les annexes VII et VIII.

<sup>42</sup> L'examen des résultats de fin d'année a eu pour but de déterminer ce que les cadres pensaient de l'impact des activités et des améliorations à y apporter.



FIGURE 4



## PRIORITE STRATEGIQUE 1 – SAUVER DES VIES DANS DES SITUATIONS DE CRISE

**Tableau 7: PS 1 – Aperçu des opérations du PAM**

Principal type d'activité: distributions générales de secours	2003	2004
Nombre estimatif de bénéficiaires <sup>43</sup>	71 millions	48 millions
Pourcentage de bénéficiaires de sexe féminin	51	52
Montant estimatif des dépenses opérationnelles	2,06 milliards de dollars	988 millions de dollars
Pourcentage du total des dépenses opérationnelles	68	51
Pourcentage des projets pour lesquels les réalisations à long terme sont reflétées dans les rapports normalisés sur les projets <sup>44</sup>	28	86

### Résultats significatifs

#### ⇒ Réalisations à long terme en rapport avec la PS 1

62. L'objectif de la PS 1 est de sauver des vies dans des situations de crise. Deux indicateurs des réalisations à long terme—la prévalence de la malnutrition aiguë et le taux brut de

<sup>43</sup> Le nombre estimatif de bénéficiaires peut comporter un double décompte lorsque les bénéficiaires participent à plus d'un projet pendant l'année et, pour 2004, ne comprend pas les 26 millions de bénéficiaires de l'opération bilatérale en Iraq.

<sup>44</sup> Des 164 projets pleinement opérationnels en 2004, 72 comportaient des activités liées à la PS 1, et les rapports concernant 61 d'entre eux, soit 86 pour cent, contenaient des informations sur la réalisation d'au moins un indicateur lié à la PS 1 ou à un indicateur semblable.



mortalité— ont été analysés pour déterminer si le PAM réussit à satisfaire les besoins des populations affectées par les crises et pour mesurer les résultats des efforts humanitaires. En 2004, le PAM a beaucoup progressé en ce qui concerne la mesure des réalisations à long terme liées à la PS 1, et ce malgré le décalage dans le temps inhérent à la mesure des résultats des interventions d'amélioration de la nutrition et des problèmes considérables que soulève la mesure des taux bruts de mortalité.

63. Il a été procédé à une analyse des données figurant dans les rapports normalisés sur les projets concernant un échantillon de 55 opérations, dont 70 pour cent contenaient des informations sur les indicateurs liés à la PS 1. Le tableau 8 indique la prévalence de la malnutrition aiguë et le taux brut de mortalité pour tous les pays pour lesquels des données concernant la réalisation de la PS 1 sont disponibles. Des 55 opérations prises comme échantillon, l'on dispose d'informations pour 29 d'entre elles grâce à l'enquête de référence et à l'enquête de suivi; pour 21 de ces opérations, une réduction progressive de l'incidence de la malnutrition a été constatée<sup>45</sup>. Ces observations concernent des populations traversant des crises très diverses et ne peuvent pas être regroupées. Dans certains cas, les données présentées reflètent la situation des populations avant l'intervention du PAM et de ses partenaires mais, dans d'autres, des secours étaient déjà fournis. Il est par conséquent extrêmement difficile d'imputer globalement les résultats obtenus dans les domaines de la nutrition et de la mortalité par les multiples opérations réalisées dans différents pays. Au Darfour, par exemple, comme dans de nombreuses régions d'Éthiopie, la prévalence élevée de la malnutrition aiguë —plus de 15 pour cent même en dehors des années de crise— est liée à l'insécurité alimentaire, à l'absence d'eau salubre et d'assainissement, à la faiblesse des taux de vaccination et à l'insuffisance des soins prénatals dispensés aux femmes enceintes.

<b>Tableau 8: PS 1 – Sauver des vies dans des situations de crise</b>	
<b>Réalisations à long terme</b>	
1.2	Réduction et/ou stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë parmi les bénéficiaires.
1.3	Réduction et/ou stabilisation du taux brut de mortalité parmi une population identifiée.
<b>Indicateurs de résultats</b>	
1.2.1	Prévalence de la malnutrition aiguë parmi les enfants de moins de 5 ans, par sexe (évaluée sur la base du rapport poids pour la taille)
1.3.1	Taux brut de mortalité: - parmi la population cible à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence
	- parmi les enfants de moins de 5 ans à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence

<sup>45</sup> La signification statistique des diminutions n'a pas été analysée. Au moins sept pays touchés par des catastrophes naturelles soudaines n'ont pas rendu compte des réalisations à long terme du fait de la durée limitée de l'intervention. Par exemple, le PAM a rapidement organisé des distributions de vivres pendant des périodes allant de deux semaines à trois mois aux populations affectées par des tremblements de terre et des inondations en Haïti, en Iran et au Maroc. Il n'est pas possible de mesurer les résultats à long terme de cette intervention au moyen d'indicateurs de la nutrition, mais il n'en demeure pas moins que l'aide alimentaire a représenté une assistance d'importance capitale pendant une période critique avant que d'autres formes de soutien, comme des transferts en espèces, aient commencé.





Pays (opération d'urgence/IPSR)	Prévalence de la malnutrition aiguë (%) Objectif pour 2004: moins de 10% [Date]		Taux brut de mortalité (personnes/ 10 000/jour) <sup>46</sup> [Date]	
	Enquête de référence	Enquête de suivi	Enquête de référence	Enquête de suivi
Afrique australe (opération d'urgence 10290.00), Lesotho	3,2 [08/2002]			
Afrique australe (opération d'urgence 10290.00), Malawi <sup>47</sup>	3,5 [09/2002]	2,9 [12/2004]	1,6 [09/2002]	1,3 [12/2004]
Afrique australe (opération d'urgence 10290.00), Mozambique				0,7 [06/2004]
Algérie (IPSR 10172.00)	10,6 [09/2002]			
Amérique centrale (IPSR 10212.00), El Salvador	2,1 [10/2003]			
Amérique centrale (IPSR 10212.00), Guatemala	6,0 [09/2003]			
Amérique centrale (IPSR 10212.00), Honduras	4,1 [07/2004]	1,8 [09/2004]		
Amérique centrale (IPSR 10212.00), Nicaragua	3,5 [pas de date]	3,3 [pas de date]		
Colombie (IPSR 06139.0)	8,4 [pas de date]			
Côte d'Ivoire (opération d'urgence 10244.0)	17,0 [02/2003]	7,0 [11/2003]		
Côte d'Ivoire (opération d'urgence 10244.01)	7,0 [11/2003]	5,2 [06/2004]		
Djibouti (IPSR 10283.00)		6,6 [11/2004]		
Érythrée (opération d'urgence 10192.0)	14,8 [12/2003]			
Érythrée (opération d'urgence 10261.0)	13,8 [03/2004]	14,1 [10/2004]		
Éthiopie (IPSR 10127.0)	10,3 [04/2003]	9,1 [05/2004]		
Éthiopie (opération d'urgence 10030.2)	11,0 [05/2000]	9,6 [12/2004]	0,4 [05/2000]	0,5 [12/2004]
Éthiopie (opération d'urgence 10030.3)	11,0 [05/2000]	9,6 [12/2004]	0,4 [05/2000]	0,5 [12/2004]
Éthiopie (opération d'urgence 10197.1)	11,0 [05/2000]	6,3 [06/2004]	0,4 [05/2000]	0,4 [06/2004]
Gambie (opération régionale 10249.00)	8,2 [05/2003]			
Grands Lacs (IPSR 10062.1), Tanzanie	5,0 [12/2003]	5,1 [12/2004]	0,3 [12/20/03]	0,35 [12/2004]
Guinée (Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.01)	2,1 [pas de date]	1,1 [pas de date]	0,5 [pas de date]	0,1 [pas de date]

<sup>46</sup> Dans le cas de 5 des 43 opérations ayant fait l'objet d'une analyse dans le contexte de la PS 1, les taux bruts de mortalité dépassaient ce qui est considéré, selon la définition internationale, comme le seuil d'urgence, à savoir 1/10 000 décès par jour.

<sup>47</sup> Le taux de mortalité de référence parmi les enfants de moins de 5 ans a été signalé comme étant de 1,6/10 000 pour le Malawi et de 1,3/10 000 lors de l'enquête de suivi; le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 0,7/10 000 au Mozambique (pas de données de référence).



Pays (opération d'urgence/IPSR)	Prévalence de la malnutrition aiguë (%) Objectif pour 2004: moins de 10% [Date]		Taux brut de mortalité (personnes/ 10 000/jour) <sup>46</sup> [Date]	
	Enquête de référence	Enquête de suivi	Enquête de référence	Enquête de suivi
Kenya (IPSR 06226.0), camp de Dadaab <sup>48</sup>	15,1 [06/2003]	6,9 [06/2004]		
Kenya (IPSR 06226.0), camp de Kakuma	14,4 [12/2003]	8,5 [02/2004]		2,3 [pas de date]
Kenya (IPSR 10258.00), camp de Dadaab	15,1 [06/2003]	6,9 [06/2004]		
Kenya (IPSR 10258.00), camp de Kakuma	14,0 [12/2003]	8,5 [02/2004]		
Libéria (IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.01)	3,9 [03/2004]	4,7 [12/2004]	2,0 [pas de date]	1,1 [pas de date]
Mauritanie (opération régionale 10249.00)	13,5 [03/2003] 23,0 [10/2003]	18,4 [10/2004]		
Namibie (IPSR)	0,6 [pas de date]	0,7 [pas de date]		
Népal (IPSR 10058.02)	8,4 [06/2003]	8,0 [06/2004]	0,1 [pas de date]	0,1 [pas de date]
Népal (IPSR 10058.03)	8,4 [06/2003]	8,0 [06/2004]		
Ouganda (IPSR 10121.00), Karamoja	21,6	18,7		3,9
Ouganda (IPSR 10121.00), PDI <sup>49</sup>	12,5	8,5	3,89	1,87
Ouganda (IPSR 10121.00), réfugiés	12,3	7,5		
Pakistan (10171.0) <sup>50</sup>	5,0 [pas de date]			
République populaire démocratique de Corée (opération d'urgence 10141.02)	16,0 [09/1998]	7,0 [10/2004]		
Sierra Leone (IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.01)	5,4 [03/2003]	5,6 [09/2004]		
Somalie (IPSR 10191.0)	17,2 [12/1999]	15,0 [12/2004]	1,7 [12/2004]	
Soudan (IPSR 10122.0)	11,1 [03/2004]	11,9 [pas de date]		0,4 [12/2004]
Soudan (IPSR 10122.1) <sup>51</sup>	10,6 [03/2004]	16,9 [pas de date]		
Soudan (opération d'urgence 10048.1), Port Soudan		28,4 [01/2004]		0,46 [01/2004]

<sup>48</sup> Pour le camp de Dadaab, le taux brut de mortalité de référence parmi les enfants de moins de 5 ans était de 2,1/10 000 et de 1,3/10 000 lors de l'enquête du suivi; pour le camp de Kakuma, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a été signalé comme étant de 2,3/10 000 lors de l'enquête de suivi (pas d'enquête de référence).

<sup>49</sup> Aucune date n'est disponible pour les enquêtes de référence ou de suivi en Ouganda.

<sup>50</sup> Le taux brut de mortalité de référence parmi les enfants de moins de 5 ans a été signalé comme étant de 1,0/10 000 pour le Pakistan.

<sup>51</sup> Les statistiques ne contiennent pas de date et les informations ont été tirées de rapports de suivi.



Pays (opération d'urgence/IPSR)	Prévalence de la malnutrition aiguë (%) Objectif pour 2004: moins de 10% [Date]		Taux brut de mortalité (personnes/ 10 000/jour) <sup>46</sup> [Date]	
	Enquête de référence	Enquête de suivi	Enquête de référence	Enquête de suivi
Soudan (opération d'urgence 10048.2), camp de PDI de Kassala		13,0 [09/2004]		0,01 [09/2004]
Soudan (opération d'urgence 10339.0), Darfour	21,8 [09/2004]		0,72 [09/2004]	
Tadjikistan (10231.00)	18,8 [11/2001]	11,1 [11/2004]		

64. Bien qu'il n'existe pas de cadre universel qui permette d'interpréter les données relatives à la malnutrition aiguë, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a proposé le classement ci-après: i) une prévalence de malnutrition aiguë inférieure à 5 pour cent dans la population étudiée est considérée faible; ii) une prévalence comprise entre 5 et 9 pour cent est considérée comme excessive; iii) une prévalence comprise entre 10 et 14 pour cent est considérée comme grave; et iv) une prévalence supérieure à 15 pour cent est critique. Des taux bruts de mortalité supérieurs à 1/10 000 par jour dépassent le seuil internationalement convenu au-delà duquel il existe une crise de santé publique. Rassembler des informations sur la mortalité peut être politiquement délicat en périodes de crise et il arrive que les gouvernements hésitent à autoriser la collecte de données.

⇒ *Réalisations à court terme en rapport avec la PS 1*

65. Le tableau 9 présente les résultats globaux concernant le pourcentage des aliments prévus qui ont effectivement été distribués et le nombre de bénéficiaires qui reçoivent une assistance alimentaire du PAM. Sur la base des informations disponibles, l'on ne peut établir des liens entre les bénéficiaires ayant reçu des aliments en quantité suffisante (réalisations à court terme) et l'amélioration de la nutrition et la réduction de la mortalité (réalisations à plus long terme) qu'au niveau de chaque pays. Les résultats d'ensemble des projets, dont il est question dans la Partie I, reflètent également l'analyse des réalisations à court terme liées à la PS 1, les distributions prévues et effectives de vivres et le nombre prévu et effectif de bénéficiaires dans le contexte des opérations d'urgence et des IPSR.

<b>Tableau 9: PS 1 – Sauver des vies dans des situations de crise</b>			
<b>Réalisations à court terme</b>			
1.1	Amélioration de l'accès à l'alimentation pour les populations sérieusement touchées par l'insécurité alimentaire dans les régions affectées par des conflits et des catastrophes où le PAM mène des opérations.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
1.1.1	Quantité de produits alimentaires distribués (par projet, par catégorie d'activité, par produit, par période).	100%	79%
1.1.2	Nombre de bénéficiaires recevant une assistance alimentaire du PAM.	Pas d'objectif	48 millions



66. Trois pays illustrent clairement les liens qui existent entre les réalisations à court terme et à plus long terme. Il a été procédé à une comparaison des résultats obtenus dans les camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma, au Kenya, en 2003 et en 2004. Entre février et avril 2003, l'assortiment alimentaire distribué a diminué de 30 pour cent par suite de ruptures de la filière, de sorte que la consommation alimentaire journalière moyenne n'a été que de 1 600 kilocalories. Selon une enquête sur la nutrition menée en juin 2003, la prévalence de la malnutrition aiguë était de 15,1 pour cent dans le camp de Dadaab et de 14 pour cent dans le camp de Kakuma. Toutefois, la situation des ressources s'est peu à peu améliorée et il ressort des résultats de l'enquête de suivi réalisée en juin 2004 que la nutrition s'était nettement améliorée dans les deux cas: la prévalence de malnutrition aiguë était tombée à 6,9 pour cent dans le camp de Dadaab et à 8,5 pour cent dans le camp de Kakuma. L'amélioration de la nutrition s'explique principalement par l'arrivée régulière d'aliments et par les intenses campagnes d'information menées pour promouvoir l'allaitement maternel et l'hygiène.
67. Dans le cas de l'IPSR en **Éthiopie** (10127), le nombre effectif de bénéficiaires a été bien inférieur au nombre prévu par suite d'un nouveau recensement de la population de réfugiés qui a éliminé les erreurs d'inclusion. En **Érythrée**, moins de la moitié des quantités d'aliments prévues ont effectivement été distribuées par suite des retards intervenus dans l'arrivée des produits et des graves pénuries de carburant dans le pays. Le bureau de pays a géré le peu de ressources alimentaires disponibles en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants souffrant de malnutrition. Les rations générales ont été réduites pendant la période des récoltes dans les régions où l'incidence de la malnutrition aiguë était peu élevée et où la sécurité alimentaire des ménages était acceptable.

### Exemples du terrain

68. **Enquête sur la nutrition dans le Darfour.** Le PAM a entrepris une enquête sur la nutrition et la mortalité dans le Darfour en étroite collaboration avec les *Centers for Disease Prevention and Control* (CDC) des États-Unis, l'UNICEF, *Save the Children*-Royaume-Uni et le Gouvernement soudanais. L'enquête a été réalisée dans le cadre d'une évaluation sur la sécurité alimentaire de caractère plus général afin d'informer la communauté humanitaire de l'ampleur des problèmes alimentaires et des problèmes de nutrition et de rassembler des données de référence pour pouvoir suivre l'évolution de la crise et évaluer les résultats de l'action du PAM. Il ressort de l'enquête que, globalement, la prévalence de la malnutrition aiguë était élevée (21,8 pour cent) parmi les enfants de 6 à 59 mois, encore que ce chiffre ne soit pas beaucoup plus élevé que ce qu'il était dans le Darfour avant la crise, et que le taux brut de mortalité, à savoir 0,72/10 000 par jour, était inférieur au seuil internationalement convenu au-delà duquel l'on peut dire qu'il existe une situation d'urgence en matière de santé publique. Ces constatations portent à conclure que les produits alimentaires distribués entre avril et septembre avaient permis d'éviter que la malnutrition n'atteigne des niveaux critiques. Une enquête de suivi est prévue pour 2005.
69. Ce n'est qu'en **Mauritanie**, parmi toutes les opérations reflétées dans le tableau 9, que la prévalence de la malnutrition aiguë a nettement augmenté avec le temps (<-2z), passant de 13,5 pour cent à 18,4 pour cent. Il faut toujours, pour interpréter les données relatives à la malnutrition aiguë, prendre en considération le moment auquel sont réalisées les enquêtes sur la nutrition afin de neutraliser les facteurs saisonniers, comme l'illustre le cas de ce pays. En Mauritanie, la saison sèche est la plus marquée entre juin et septembre et, selon une enquête réalisée en octobre 2003, le taux de malnutrition aiguë était de 23 pour cent. Le PAM a réorienté son intervention pour satisfaire plus efficacement les besoins des femmes et des enfants, qui sont habituellement les groupes les plus affectés par l'insécurité



alimentaire. Une enquête ultérieure, en octobre 2004, pendant la sécheresse et les invasions acridiennes, a fait apparaître que la malnutrition aiguë avait diminué.

### **Problèmes de mesure des résultats et perspectives d'avenir**

70. L'un des principaux problèmes que soulève la réalisation d'enquêtes sur la nutrition pendant une période d'urgence tient à l'incertitude qui entoure les populations qui vivent dans les différentes régions. En période de crise, les enquêtes sur la nutrition doivent être réalisées dans des délais très courts et il faut souvent limiter le volume des informations rassemblées. Il faut agir rapidement et mettre au point des modèles pour la saisie de données permettant d'évaluer la sécurité alimentaire dans le cadre des enquêtes sur la nutrition, à la fois pour pouvoir interpréter les causes de la malnutrition et pour aider à prédire l'évolution future de celle-ci, ce qui tend à être un indicateur différé. Les enquêtes de référence achevées en 2004 pour mesurer les réalisations à long terme obtenues dans le contexte de la PS 1 ont fait très largement appel aux services et aux ressources du siège et à ceux d'organismes de contrepartie comme l'UNICEF, le HCR, l'OMS et les gouvernements. Afin de perfectionner les capacités du personnel du PAM dans ce domaine, il est prévu d'élaborer un nouveau manuel concernant les enquêtes sur la nutrition qui sera intégré aux futurs programmes de formation à ce sujet.
71. Il faut que les institutions internationales s'entendent mieux sur les méthodes d'évaluation de la situation nutritionnelle et sur l'interprétation des données concernant les taux bruts de mortalité. Les organismes d'aide humanitaire, pour leur part, devront normaliser les méthodes qu'ils appliquent pour évaluer les besoins à la lumière de la situation nutritionnelle, des taux de mortalité et de la sécurité alimentaire. Le PAM continue de collaborer avec ses partenaires pour élaborer des méthodes et des documents de référence pour rassembler des données sur la nutrition et la mortalité en période de crise dans le cadre de l'initiative de normalisation du suivi et de l'évaluation des secours et de la transition (SMART)<sup>52</sup>. Toutefois, il faudra continuer à travailler pour intégrer les indicateurs de la sécurité alimentaire à cette initiative afin de mieux comprendre comment l'aide alimentaire peut sauver des vies et réduire la malnutrition en comparaison d'autres formes d'assistance. Le PAM participe également à des discussions avec l'OMS et l'UNICEF pour élaborer des principes directeurs concernant la collecte de données en période de crise.

---

<sup>52</sup> L'initiative SMART porte sur les questions d'intérêt commun pour les organisations appelées à intervenir en période de crises humanitaires.



## PRIORITE STRATEGIQUE 2 – PROTEGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS DE CRISE ET RENFORCER LA RESISTANCE AUX CHOCS

<b>Tableau 10: PS 2 – Aperçu des opérations du PAM</b>		
<b>Principaux types d'activités:</b> activités VCT, activités vivres pour la création d'actifs, VPF, réinstallation	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Nombre estimatif de bénéficiaires <sup>53</sup>	25 millions	22 millions
Pourcentage de bénéficiaires de sexe féminin	51	51
Montant estimatif des dépenses opérationnelles	533 millions de dollars	414 millions de dollars
Pourcentage du total des dépenses opérationnelles	18	22
Pourcentage des projets pour lesquels les réalisations à long terme sont reflétées dans les rapports normalisés sur les projets <sup>54</sup>	33	42

### Résultats significatifs

#### ⇒ *Réalisations à long terme en rapport avec la PS 2*

72. L'objectif de la PS 2 est de protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et de renforcer la résistance aux chocs. Comme les études pilotes qui ont été entreprises pour définir des indicateurs appropriés ne sont pas encore achevées, l'on ne dispose encore que de peu de rapports au sujet des résultats obtenus dans le contexte de la PS 2<sup>55</sup>. La nature de la PS 2 est complexe car beaucoup d'activités peuvent contribuer à protéger les moyens de subsistance en période de crise et à mettre les bénéficiaires mieux à même de résister à des chocs futurs. L'indicateur actuellement appliqué sur une base pilote a trait à la protection des moyens de subsistance et analyse la proportion des dépenses du ménage consacrées à l'alimentation. Aider un ménage à faire face à l'éventualité d'un choc futur en protégeant ses moyens de subsistance contribue à éviter une baisse continue des revenus et du bien-être.

<sup>53</sup> Le nombre estimatif de bénéficiaires peut comporter un double décompte lorsque les bénéficiaires participent à plus d'un projet pendant l'année.

<sup>54</sup> Des 164 projets pleinement opérationnels en 2004, 112 comportaient des activités liées à la PS 2, et les rapports concernant 40 d'entre eux, soit 42 pour cent, contenaient des informations sur la réalisation d'au moins un indicateur lié à la PS 2.

<sup>55</sup> Voir "Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possibles à l'avenir" (WFP/EB.3/2004/4-A). Comme les indicateurs sont encore à l'essai, les bureaux situés dans des pays autres que ceux où est réalisé l'exercice pilote n'ont pas eu à faire rapport sur les indicateurs de réalisations à long terme en 2004.



<b>Tableau 11: PS 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs</b>			
<b>Réalisation à long terme</b>			
2.2	Capacité accrue de gérer les chocs et de satisfaire les besoins alimentaires essentiels.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
2.2.1	Proportion des dépenses des ménages de bénéficiaires consacrées à l'alimentation.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
	Ghana*		
	Ménages dirigés par un homme		39%
	Ménages dirigés par une femme		48%
	Territoire palestinien occupé*		
	Ménages en difficulté		33%
	Nouveaux pauvres		28%
	Bédouins		32%
	Pêcheurs		32%

\* Les deux études pilotes concernant le Ghana et le Territoire palestinien occupé ont établi des valeurs de référence et ne mesurent pas les réalisations à long terme des projets en rapport avec la PS 2.

### Exemples d'activités liées à la PS 2 dans les pays pilotes

73. Les études pilotes réalisées au Ghana et dans le Territoire palestinien occupé avaient pour but de tester la validité de l'indicateur de réalisations à long terme concernant la PS 2 pour ce qui est de la proportion des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation et à d'autres postes (voir le tableau 11). Le Ghana illustre la difficulté qu'il y a à suivre les réalisations à long terme qui sont indispensables si l'on veut accroître la résistance aux chocs. Les travaux entrepris au niveau des communautés ont consisté notamment à repiquer des plantes aromatiques et médicinales, à cultiver et à vendre des jeunes plants ainsi qu'à valoriser et préserver des ressources naturelles (plantation d'arbres, forage de puits et désensablement de digues et de barrages).
74. L'étude pilote réalisée au Ghana comprenait des informations sur un grand nombre d'autres variables comme le patrimoine et le nombre et l'importance des sources de revenu, ces données étant décomposées par sexe du chef de ménage. Ainsi, il a été possible de tirer un certain nombre de conclusions des données disponibles concernant le pourcentage des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation. Des conclusions semblables ont été retirées dans le Territoire palestinien occupé, mais les informations étaient présentées par catégorie de bénéficiaires plutôt que par communauté. Les données rassemblées concernaient toute la gamme de dépenses des ménages, d'alimentation ou non, y compris les achats à crédit<sup>56</sup>.
75. Les études pilotes ont mis en relief la complexité de la tâche consistant à rassembler, à analyser et à présenter des données sur la PS 2 au niveau des réalisations à long terme. Très peu de rapports normalisés sur les projets contenaient des informations sur la proportion

<sup>56</sup> Pour la PS 2, voir le rapport résumé des projets pilotes.



des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation, car des rapports à ce sujet ne sont pas requis. Il ressort des études pilotes que les dépenses des ménages doivent être l'élément principal du profil des moyens de subsistance des ménages, lequel devra comprendre des informations supplémentaires sur les sources de revenu et leur importance, ainsi que sur les effectifs des ménages et leur accès au crédit.

76. Les trois exemples ci-après reflètent d'autres réalisations à long terme. L'IPSR réalisée en Géorgie a eu un impact positif sur les moyens de subsistance des ménages bénéficiaires: i) 53 pour cent ont pu investir davantage dans leur terre; ii) 28 pour cent ont mis en culture de nouvelles terres; iii) 45 pour cent n'ont pas eu à contracter des prêts; et iv) 70 pour cent ont évité de continuer à épuiser leur patrimoine. Dans le cas du programme de pays exécuté en Éthiopie, le fait que les bénéficiaires continuaient d'entretenir les éléments d'infrastructure sans assistance de l'extérieur deux ans après leur construction témoignait de la durabilité des activités. En fait, la durabilité des activités a été assurée pour 90 pour cent des ménages interrogés, 75 pour cent des avoirs communautaires continuant d'être entretenus deux ans après la fin de l'assistance. Dans le cas du projet de développement mené au Pérou, la production de pommes de terre, dont la culture avait été encouragée dans le cadre d'un projet de gestion de microbassins versants, était passée de 2,7 tonnes à près de 5 tonnes, dont 75 pour cent destinées à l'autoconsommation.

<b>Tableau 12: PS 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs</b>			
<b>Réalisation à court terme</b>			
2.1	Les bénéficiaires visés participent aux activités de création d'actifs et de création de revenus appuyées par une aide alimentaire.		
<b>Indicateur de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
2.1.1	Pourcentage de femmes bénéficiaires participant aux activités de création d'actifs et de création de revenus.	≥70	51

77. Il ressort d'une analyse de 16 rapports normalisés sur les projets contenant des informations sur les résultats en rapport avec la PS 2 que 86 pour cent des activités VCT et des activités vivres pour la création d'actifs et 90 pour cent des activités VPF prévues avaient été menées à bien en 2004. Les rapports analysés concernaient un échantillon de projets réalisés en Afghanistan, en Angola, en Arménie, au Bangladesh, en Bolivie, en Chine, en Égypte, en Éthiopie, en Géorgie, au Ghana, en Indonésie, en Ouganda, au Pérou, en Syrie, au Tadjikistan et dans le Territoire palestinien occupé. Les activités VCT concernaient notamment la construction d'écoles, de routes, de digues et de systèmes d'irrigation, la pêche et l'agroforesterie. Des activités VPF avaient été réalisées dans des domaines comme la formation à la vulgarisation agricole, la prévention du VIH/sida, l'alphabétisation, la formation du personnel des organismes de contrepartie, les méthodes de manutention et d'entreposage après la récolte et l'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes. Des activités VCT et VPF contribuent à développer progressivement les actifs communautaires et sont conçues de manière à aider à protéger l'environnement local et à renforcer la résistance des populations locales à des chocs futurs.





## Problèmes de mesure des résultats et perspectives d'avenir

78. Au niveau des réalisations à long terme, il a été possible de calculer l'indicateur concernant la proportion des dépenses consacrées à l'alimentation mais, pour interpréter cet indicateur, il faut rassembler des informations sur des variables complémentaires pour bien comprendre le profil des moyens de subsistance des ménages et leur capacité de résistance. Un seul indicateur —ou même deux— ne suffisent sans doute pas pour refléter les résultats à long terme donnés par les interventions extrêmement diverses mises sur pied par le PAM pour réaliser la PS 2. L'indicateur actuellement utilisé à titre pilote, complété par un indicateur de la diversité du régime alimentaire comme celui qui est proposé, permettrait sans doute de mieux mesurer la situation actuelle des moyens de subsistance. La diversité du régime alimentaire est étroitement liée à d'autres indicateurs de la sécurité alimentaire et de la sécurité des moyens de subsistance comme les dépenses, le revenu disponible et les effectifs du ménage. Cet indicateur pourrait aider à évaluer la résistance immédiate des moyens de subsistance à des chocs futurs pouvant affecter la santé et les revenus, tandis que le profil des moyens de subsistance des ménages, calculé sur la base des schémas de dépenses, pourrait permettre d'évaluer l'amélioration des moyens de subsistance à plus longue échéance.
79. Au niveau technique, il importe de préciser les méthodes à appliquer en matière de sélection des échantillons en vue de la réalisation d'enquêtes de référence. Dans le cas du Ghana, l'échantillon a été sélectionné parmi les communautés couvertes par le programme, stratifiées par groupes, tandis que, dans le cas du Territoire palestinien occupé, l'échantillon a été sélectionné parmi la population de bénéficiaires, stratifiée par situation socioéconomique. Au niveau de l'analyse, il est toujours difficile de calculer le montant et la proportion des dépenses des ménages, et ce problème n'est pas le propre du PAM. Les méthodes de rappel pour la collecte de données se heurtent au problème de la définition de l'intervalle entre l'enquête de référence et l'enquête de suivi: si l'intervalle est trop long, il existe un risque d'erreur dans les réponses données par les personnes interrogées et, s'il est trop bref, des activités ou des achats moins fréquents risquent de ne pas être mentionnés. C'est ainsi par exemple que les études pilotes concernant la PS 2 portant sur les dépenses d'alimentation faites au cours des sept jours précédant l'enquête n'ont pas reflété les achats de céréales en vrac, que les ménages ne font généralement qu'une fois par mois.
80. Il ressort des rapports normalisés sur les projets que les activités VCT et vivres pour la création d'actifs de courte durée ne donnent pas de résultats à long terme visibles pour ce qui est de renforcer les moyens de subsistance, et ce tout simplement parce que les distributions limitées de produits alimentaires qui sont réalisées pendant un ou deux mois ont pour but d'assurer le relais entre deux campagnes agricoles. Les études pilotes ont par conséquent recommandé de ne pas utiliser l'indicateur fondé sur les dépenses des ménages pour les projets d'une durée de moins d'un an. Le PAM reviendra sur la question du suivi des résultats à long terme concernant cette PS à la lumière des enseignements retirés des études pilotes. L'accent sera mis sur l'établissement de systèmes de référence et de suivi de haute qualité et sur l'identification d'indicateurs.



### PRIORITE STRATEGIQUE 3 – CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE LA NUTRITION ET DE L'ETAT DE SANTE DES ENFANTS, DES MERES ET AUTRES PERSONNES VULNERABLES

<b>Tableau 13: PS 3 – Aperçu des opérations du PAM</b>		
<b>Principaux types d'activités:</b> SMI, alimentation complémentaire et thérapeutique, activités liées au VIH/sida, garderies et jardins d'enfants	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Nombre estimatif de bénéficiaires <sup>57</sup>	11 millions	12 millions
Pourcentage de femmes et de filles	56	55
Montant estimatif des dépenses opérationnelles	153 millions de dollars	205 millions de dollars
Pourcentage du total des dépenses opérationnelles	5	11
Pourcentage des projets pour lesquels les réalisations à long terme sont reflétées dans les rapports normalisés sur les projets <sup>58</sup>	21	92

#### Résultats significatifs

##### ⇒ Réalisations à long terme en rapport avec la PS 3

81. L'objectif de la PS 3 est de distribuer des aliments, enrichis en micronutriments lorsqu'il y a lieu, aux enfants, mères et autres groupes vulnérables dans les situations où l'insuffisance de la consommation alimentaire contribue à la malnutrition et où des interventions appuyées par une aide alimentaire peuvent beaucoup contribuer à résoudre le problème. La nature des activités liées à la PS 3 varie: il peut s'agir d'un appui aux services prénatals ou bien d'initiatives communautaires tendant à promouvoir la croissance des enfants et à dispenser une éducation en matière de nutrition pour fortifier les enfants qui souffrent déjà de malnutrition. La prévalence de l'anémie est actuellement utilisée à titre pilote comme indicateur pour mesurer l'incidence de l'apport en micronutriments aux enfants et aux femmes dans le cas des opérations qui comportent une telle intervention.
82. Le tableau 14 récapitule les données communiquées pour 2004. Ainsi, ce n'est que pour 25 pour cent des 31 projets pris comme échantillon ayant pour objectif de contribuer à améliorer la situation nutritionnelle des populations cibles que l'on dispose d'informations sur un ou plusieurs indicateurs en rapport avec la PS 3. Dans le cas de près de 40 pour cent des projets, les indicateurs de la nutrition provenaient du suivi des bénéficiaires et dans le cas d'un tiers environ des projets d'amélioration de la nutrition, aucune information n'est disponible sur les indicateurs de résultats à long terme. Si les informations à ce sujet sont si

<sup>57</sup> Le nombre estimatif de bénéficiaires peut comporter un double décompte lorsque les bénéficiaires participent à plus d'un projet pendant l'année.

<sup>58</sup> Des 164 projets pleinement opérationnels en 2004, 99 comportaient des activités liées à la PS 3, et les rapports concernant 66 d'entre eux, soit 67 pour cent, contenaient des informations sur les réalisations à long terme d'au moins un indicateur lié à la PS 3 ou un indicateur supplétif.



limitées, c'est parce que de telles données ne sont demandées que depuis une date relativement récente et aussi parce que les partenaires associés ont manqué de ressources financières et de personnel. Dans le cas des projets réalisés au Cambodge, en Inde, au Malawi et en Mauritanie, l'on dispose d'informations rassemblées à deux périodes différentes, de sorte qu'une évaluation des tendances est possible. Il ressort de la plupart des résultats que les interventions appuyées par le PAM ont un impact positif sur la nutrition des bénéficiaires.

**Tableau 14: PS 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables**

<b>Réalisation à long terme</b>				
3.3.1	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.			
3.3.2	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les femmes.			
3.3.3	Réduction de l'incidence de l'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants visés.			
<b>Indicateurs de résultats</b>				
3.3.1.1	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans (évaluée par sexe, sur la base du poids, de la taille et de l'âge):			
	- Prévalence de la malnutrition aiguë chez les filles et les garçons de moins de 5 ans			
	- Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants			
3.3.2.1	Prévalence de la malnutrition chez les femmes adultes (évaluée sur la base de l'indice de masse corporelle et de l'insuffisance pondérale à la naissance), données à rassembler sur une base pilote.			
3.3.3.1	Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires cibles, données à rassembler sur une base pilote.			
<b>PS 3: 3.3.1 Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans</b>				
<b>Pays, numéro de l'opération</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Référence pourcentage [Date]</b>	<b>Suivi pourcentage [Date]</b>	<b>Notes/tendances</b>
Cambodge DÉV (10170.0)	Insuffisance pondérale (<-2 z)	<b>51.1</b> [9/2002]	<b>50.5</b> [9/2004]	Peu de changement observé dans la prévalence des divers indicateurs de la malnutrition chez les enfants au cours des deux premières années du projet (voir la discussion).
	Retard de croissance (<-2z)	<b>42.9</b> [9/2002]	<b>40.7</b> [9/2004]	
Inde DÉV (10107.0)	Insuffisance pondérale (<-2 z)	<b>44.3</b> [12/2002]	<b>35.2</b> [7/2004]	Réalisation d'une étude pour évaluer l'impact de la distribution d'aliments composés enrichis, qui a fait apparaître une nette réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale et de l'anémie chez les enfants.
	Anémie (Hb <11 g/l)	<b>87.7</b> [12/2002]	<b>82.3</b> [7/2004]	
Malawi DÉV (10106.0)	Émaciation (<-2z)	<b>3.5</b> [9/2002]	<b>2.9</b> [12/2004]	Il ressort des enquêtes menées dans un district qu'il n'y a guère eu de changement dans la prévalence d'émaciation avec le temps.
Mauritanie DÉV (10209.0)	Émaciation (<-2z)	<b>13.5</b> [3/2002]	<b>18.4</b> [11/04]	Les enquêtes ont fait apparaître une augmentation de la prévalence de l'émaciation causée par la dégradation de la



<b>PS 3: 3.3.1 Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans</b>				
				situation de la sécurité alimentaire entraînée par les invasions de criquet pèlerin.
Népal DÉV (10093.0) <sup>59</sup>	Insuffisance pondérale (<-2z)	<b>50.0</b>		Les enquêtes de suivi à mi-parcours réalisées dans deux districts à la fin de 2004 n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration des rapports normalisés sur les projets.
	Anémie (Hb<11 g/l)	<b>66.0</b>		
Sierra Leone DÉV (10302.0)	Émaciation (<-2z)	<b>9.8</b> [3/2004]		
<b>PS 3.3.2 Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les femmes. PS 3.3.3 Réduction de l'incidence de l'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants visés.</b>				
<b>Pays, numéro de l'opération</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Référence pourcentage [Date]</b>	<b>Suivi pourcentage [Date]</b>	<b>Notes/tendances</b>
Bangladesh DÉV (10059.0)	Insuffisance pondérale à la naissance	-	<b>10.4</b> [10/2004]	Chiffre nettement inférieur à la moyenne nationale la quatrième année de l'activité (30 pour cent).
Cambodge DÉV (10170.0)	Anémie (femmes enceintes)	<b>80.1</b> [9/2002]	<b>62.2</b> [9/2004]	Nette réduction de la prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes deux ans après le début du projet.
	Anémie (mères allaitantes)	<b>70.9</b> [9/2002]	<b>62.3</b> [9/2004]	
Sierra Leone DÉV (10302)	Faible indice de masse corporelle (mères allaitantes)	<b>16.8</b> [9/2002]	<b>12.9</b> [9/2004]	
	Faible indice de masse corporelle (mères allaitantes)	<b>17.7</b> [3/2004]		

83. Il est resté extrêmement difficile, en 2004, de mesurer les réalisations à court et à plus long terme des programmes liés au VIH/sida. Aucune information n'a été communiquée au sujet de l'indicateur de résultats à long terme dans ce domaine, à savoir les taux de fréquentation scolaire des orphelins et des enfants vulnérables de 10 à 14 ans dans les districts hautement prioritaires affectés par le VIH/sida. Toutefois, un certain nombre d'initiatives seront peut-être couronnées de succès à l'avenir. Une évaluation conjointe des besoins dans les domaines de la problématique hommes-femmes et du VIH/sida réalisée en 2004 a identifié comment les programmes existants du PAM tiennent compte des aspects sexospécifiques du VIH/sida, ce qui pourra faciliter le ciblage. L'étude pilote sur le ciblage des bénéficiaires au sein des ménages affectés par le VIH/sida réalisée au Kenya dont il est question dans la Partie I du présent rapport pourra également faciliter les mesures à l'avenir.

<sup>59</sup> Il y a lieu de noter que les résultats de l'enquête menée au Népal sont la moyenne des résultats des enquêtes de référence réalisées dans trois régions distinctes à des périodes différentes; les résultats spécifiques de l'enquête sont disponibles sur demande.



84. Le PAM a fourni une assistance à 21 des 25 pays qui ont les taux de séropositivité les plus élevés du monde au moyen de programmes concernant par exemple la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, les soins à domicile, la lutte contre la tuberculose et la thérapie anti-rétrovirale. Les activités d'éducation et de prévention ont été orientées surtout vers les enfants des écoles et les maîtres, les bénéficiaires des opérations de secours, les personnes vivant avec le VIH/sida et leur famille et les populations vulnérables. Le PAM a organisé plusieurs séances de formation et campagnes de sensibilisation à l'intention des conducteurs de camions travaillant pour le Programme. En outre, une aide alimentaire a été distribuée aux bénéficiaires dans 32 pays, à titre d'appui pour garantir la sécurité alimentaire des ménages affectés par le VIH, et en particulier des orphelins, des enfants vulnérables et des familles d'accueil, et sous forme de rations dans le cadre d'activités VCT ou VPF.

## Résultats significatifs

### ⇒ *Réalisations à court terme en rapport avec la PS 3*

85. Le service de la nutrition a examiné la mesure dans laquelle des aliments enrichis sont utilisés dans le cadre des programmes de pays. L'analyse, au-delà des projets d'amélioration de la nutrition des mères et des enfants, est parvenue à la conclusion que les aliments enrichis constituent une proportion significative du total des produits alimentaires distribués par le PAM. Plus de 20 pour cent des produits du PAM étaient enrichis en vitamines et minéraux essentiels; ces produits enrichis étaient destinés principalement à couvrir les besoins en micronutriments des nouveau-nés, des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes.
86. Il ressort d'une enquête sur les activités de nutrition réalisée dans le cadre des Engagements renforcés en faveur des femmes que 90 pour cent des projets examinés axés sur les femmes enceintes et les mères allaitantes distribuaient des aliments enrichis en micronutriments. Selon un autre des Engagements renforcés en faveur des femmes, un traitement de déparasitage doit être dispensé, lorsqu'il y a lieu, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes les deuxième et troisième trimestres de la grossesse. L'importance de cet engagement a été démontré par une étude scientifique récente, qui a constaté que les femmes qui prenaient de l'albendazole, médicament de déparasitage, pendant le deuxième trimestre de la grossesse souffraient moins d'anémie grave au troisième trimestre et donnaient naissance à des enfants d'un poids supérieur. En outre, le taux de mortalité infantile à l'âge de 6 mois était inférieur de 41 pour cent par rapport à ce qu'il était parmi les enfants nés de mères qui n'avaient pas pris de médicaments de déparasitage<sup>60</sup>. En 2004, un tiers seulement des projets de nutrition du PAM ont distribué de tels médicaments.

---

<sup>60</sup> Chistian, P. Khattry, S.K. et West, K.P. "Antenatal anthelmintic treatment, birthweight, and infant survival in rural Nepal". *The Lancet* 364: 981-3.



<b>Tableau 15: PS 3 — Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables</b>			
<b>Réalisation à court terme</b>			
3.1	Participation accrue des populations cibles aux interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire.		
3.2	Augmentation du nombre de familles affectées par l'insécurité alimentaire bénéficiant d'une aide alimentaire dans les districts hautement prioritaires touchés par le VIH/sida.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
3.1.1	Nombre d'enfants bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par une aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé.	6,9 millions
3.1.2	Nombre de femmes vulnérables bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par une aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé.	1,9 million
3.1.3	Pourcentage d'aliments enrichis en micronutriments distribués dans le cadre de programmes de nutrition appuyés par le PAM.	Pas d'objectif fixé.	20
3.2.1	Pourcentage des districts hautement prioritaires affectés par le VIH/sida bénéficiant de programmes appuyés par une aide alimentaire d'organisations internationales.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.

## Exemples du terrain

87. **Enrichissement des aliments distribués dans le cadre des services intégrés pour le développement de l'enfant dans l'Uttar Pradesh (Inde).** En 2004, le PAM a fait entreprendre une étude en Inde pour déterminer l'impact potentiel de la distribution d'aliments enrichis aux bénéficiaires souffrant de malnutrition<sup>61</sup>. Les conclusions confirment l'idée qu'un soutien alimentaire peut avoir un impact positif sur la nutrition, spécialement lorsque des aliments riches en micronutriments font défaut. Des aliments composés enrichis fabriqués localement ont été distribués dans une région à 94 pour cent des enfants bénéficiaires, dont la situation a ensuite été comparée à celle d'enfants d'une autre région qui ne recevaient pas ces aliments. L'étude a confirmé que les aliments étaient très peu partagés au sein des ménages et que près des trois quarts des enfants consommaient 60 pour cent des aliments distribués. Les constatations de l'étude ont fait apparaître une nette réduction des taux d'émaciation chez les enfants: l'incidence de la malnutrition aiguë est tombée de 12,7 pour cent à 3,5 pour cent et celle de la malnutrition modérée de 44,3 pour cent à 35,2 pour cent sur une période de 15 mois. Une réduction significative des carences en micronutriments a également été constatée<sup>62</sup>.

<sup>61</sup> Les constatations sont préliminaires et sont fondées sur une étude réalisée à la demande du PAM en coordination avec l'Institut de sciences appliquées et d'études du développement de Lucknow (Inde).

<sup>62</sup> La prévalence de l'anémie est tombée de 87,7 pour cent à 82,3 pour cent, tandis que l'incidence des carences non cliniques en vitamine A (sérum rétinol <20 µg/dl) est tombée de 37,3 pour cent à 24,9 pour cent.



88. **Activité de promotion de la SMI au Cambodge.** L'activité de promotion de la SMI au Cambodge a fait l'objet d'un rapport qui illustre l'impact, avec le temps, d'un vaste programme communautaire de nutrition. Selon une enquête de référence réalisée en 2002, les taux d'insuffisance pondérale et de retards de croissance chez les enfants étaient élevés, et tel était également le cas des taux d'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. L'enquête de suivi réalisée en 2004 a montré que les résultats avaient été mitigés. L'on avait constaté une réduction de la prévalence de l'anémie et de la cécité nocturne, symptôme particulier des carences en vitamine A chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. Il est possible que des distributions régulières d'aliments enrichis dans le cadre d'un assortiment alimentaire complet ne suffisent pas à améliorer la nutrition. Une collaboration avec les autres organismes des Nations Unies et les autres partenaires d'exécution est indispensable afin de fournir des services humanitaires adéquats dans des domaines autres que celui de l'alimentation et de pouvoir obtenir ainsi des résultats positifs. La distribution d'aliments enrichis en micronutriments, cependant, a utilement contribué à réduire les taux d'émaciation parmi les enfants souffrant de malnutrition.

### **Problèmes de mesure des résultats et perspectives d'avenir**

89. Il est malaisé de rassembler des données sur la nutrition en rapport avec la PS 3 dans les régions où de telles interventions sont les plus nécessaires. Il faut en effet disposer de données de référence et de données de suivi pour pouvoir évaluer la mesure dans laquelle les projets atteignent les objectifs fixés. Étant donné la proportion relativement réduite de bureaux de pays ayant fait rapport sur l'évolution des indicateurs liés à la PS 3 selon les résultats des enquêtes de référence et de suivi, un certain nombre de problèmes se posent. Les programmes de pays entrepris avant l'adoption de la gestion axée sur les résultats risquent de ne pas encore avoir établi les capacités nécessaires pour obtenir des résultats mesurables, de sorte qu'il peut être nécessaire d'avoir recours aux données provenant du suivi pour rendre compte des réalisations à long terme. Les petits bureaux de pays, par ailleurs, n'ont que des fonds limités pour la réalisation d'enquêtes et il leur est difficile de trouver des partenaires d'exécution.
90. Une autre difficulté tient à la faiblesse de beaucoup des systèmes de suivi utilisés dans les pays où sont réalisés des programmes d'amélioration de la nutrition. Les enquêtes sur la nutrition permettent de bien comprendre comment la situation nutritionnelle d'une population évolue avec le temps, mais les informations provenant des systèmes de suivi aident aussi à déterminer comment les changements observés dans le cadre des enquêtes peuvent raisonnablement être imputés aux interventions du PAM. Le PAM a l'intention de mener à bien en 2005 un examen des systèmes de suivi de la nutrition afin de mettre au point des méthodes normalisées et de donner des indications plus précises à ce sujet aux bureaux de pays.



## PRIORITE STRATEGIQUE 4 — FACILITER L'ACCES A L'EDUCATION ET REDUIRE L'INEGALITE ENTRE LES SEXES DANS LE DOMAINE DE L'ACCES A L'EDUCATION ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

<b>Tableau 16: PS 4 – Aperçu des opérations du PAM</b>		
<b>Principaux types d'activités:</b> Fourniture de repas scolaires et distribution de rations à emporter aux élèves des écoles primaires et secondaires	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Nombre estimatif de bénéficiaires (filles et garçons) <sup>63</sup>	15,2 millions	16,6 millions
Pourcentage de filles	48	48
Nombre total de pays où le PAM appuie des opérations d'alimentation scolaire	69	72
Montant estimatif des dépenses opérationnelles	206 millions de dollars	256 millions de dollars
Pourcentage du total des dépenses opérationnelles	7	13
Pourcentage des projets pour lesquels les réalisations sont reflétées dans les rapports normalisés sur les projets <sup>64</sup>	21	91

91. En 2004, 16,6 millions d'élèves d'écoles primaires appuyées par le PAM ont bénéficié des activités d'alimentation scolaire, soit 9 pour cent de plus qu'en 2003<sup>65</sup>. Le PAM a distribué des aliments nutritifs dans les écoles pour encourager la fréquentation scolaire et améliorer l'assiduité des filles et garçons, sachant qu'il est de plus en plus reconnu que la distribution d'aliments à l'école contribue à améliorer non seulement l'assiduité mais aussi les résultats scolaires. Les écoles appuyées par le PAM ont également constitué d'importants points d'entrée dans la communauté pour des interventions dans les domaines socioéconomique et sanitaire, par exemple celles visant à réduire les disparités entre les sexes dans l'éducation, à mener à bien des campagnes de déparasitage, à prévenir l'infection par le VIH/sida, à planter des potagers scolaires et à aménager des cuisines équipées de fourneaux à bon rendement énergétique.
92. Les partenariats sont aujourd'hui devenus le principal moyen de garantir la fourniture d'une "enveloppe de services essentiels" de nature à compléter l'alimentation scolaire. Ces services consistent notamment à distribuer des fournitures scolaires, à construire des systèmes d'approvisionnement en eau et des latrines, à enrichir l'alimentation en micronutriments, à mener des campagnes de déparasitage et à assurer l'acquisition de compétences élémentaires et de notions de santé, d'hygiène, de prévention de l'infection

<sup>63</sup> Le nombre estimatif de bénéficiaires peut comporter un double décompte lorsque les bénéficiaires participent à plus d'un projet pendant l'année.

<sup>64</sup> Des 164 projets pleinement opérationnels en 2004, 103 comportaient des activités liées à la PS 4, et les rapports concernant 94 d'entre eux, soit 91 pour cent, contenaient des informations sur au moins un indicateur lié à la PS 4 ou un indicateur supplétif sur les réalisations à long terme.

<sup>65</sup> Voir PAM, 2005, *L'alimentation scolaire à l'œuvre: résultats normalisés des enquêtes de 2004*.





par le VIH et de prévention de l'exploitation sexuelle<sup>66</sup>. En juin 2003, le NEPAD et l'Équipe spéciale du Millénaire contre la faim ont mis au point le concept d'alimentation scolaire locale afin d'ouvrir un débouché à la production des petits exploitants locaux en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, au Sénégal et en Zambie. En 2004, le PAM a aidé les gouvernements des pays intéressés à élaborer sur la base de ce concept des stratégies visant à accroître la participation aux initiatives d'alimentation scolaire locales. Dans d'autres régions, des réseaux comme le Réseau latino-américain pour l'alimentation scolaire, l'Alliance pour le Sahel et la Stratégie pour le Moyen-Orient, ont également renforcé leurs activités à l'appui de l'alimentation scolaire en mettant en commun les ressources et les informations disponibles en vue d'améliorer la nutrition, la santé et l'éducation de base des enfants d'âge scolaire.

<b>Tableau 17: PS 4 — Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle*</b>			
<b>Réalisation à long terme</b>			
4.3	Fréquentation accrue, par les filles et les garçons, des écoles appuyées par le PAM.		
4.4	Assiduité.		
4.5	Capacité accrue, des filles et des garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM, de se concentrer et d'apprendre.		
4.6	Réduction de l'inégalité entre les sexes dans les écoles appuyées par le PAM et dans la formation professionnelle.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
4.3.1	Nombre absolu de filles et de garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM: Taux annuel de variation - Pourcentage de filles - Pourcentage de garçons	Pas d'objectif Pas d'objectif	12 7
4.3.2	Taux net de scolarisation: pourcentage de filles et de garçons fréquentant les écoles primaires appuyées par le PAM: - Taux net de scolarisation des filles - Taux net de scolarisation des garçons	70 70	61 71
4.4.1	Taux d'assiduité: pourcentage de filles et de garçons qui vont en classe pendant l'année scolaire dans les écoles appuyées par le PAM.	80	92
4.5.1	Appréciation par les maîtres de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire (pourcentage).	90	94
4.6.1	Ratio entre filles et garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM.	1	1,05

\* Sur la base des résultats de l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire.

<sup>66</sup> Les partenaires qui ont aidé à fournir l'"enveloppe de services essentiels" en 2004 ont notamment été l'UNICEF, l'OMS, la FAO, *TNT Post Group* (TPG) et *International Paper*.

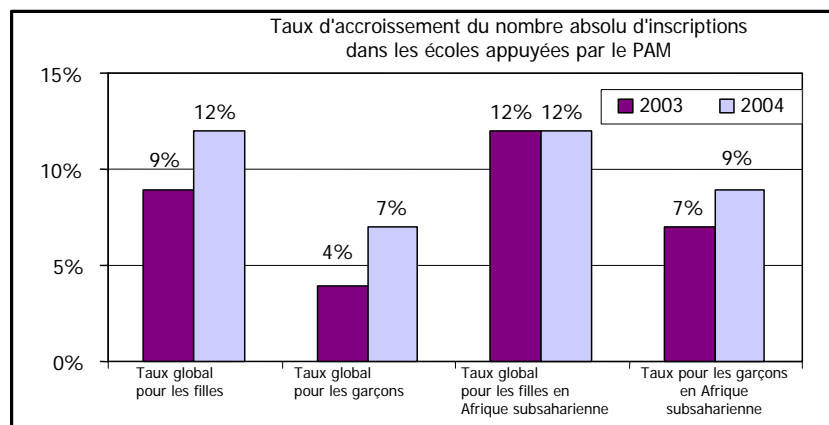


## Résultats significatifs

### ⇒ Réalisations à long terme en rapport avec la PS 4

93. Le PAM a continué d'utiliser deux outils importants pour analyser les résultats obtenus dans le contexte de la PS 4 en 2004: l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire et le système de suivi ARGOS (*Advanced Research and Global Observation Satellite*)<sup>67</sup>. L'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire, qui a permis de rassembler une des séries de données les plus complètes qui soient disponibles pour analyser l'impact de l'alimentation scolaire dans les pays en développement exposés à l'insécurité alimentaire, constitue également l'outil de référence employé pour mesurer les résultats obtenus au regard des indicateurs liés à la PS 4. En 2004, l'enquête a englobé 1 950 écoles primaires ayant des projets d'alimentation scolaire, et 13 autres enquêtes de référence ont été menées à bien. Le système ARGOS a été utilisé dans cinq nouveaux pays et plus de 1 700 appareils de connexion satellite ont été installés dans 15 pays, soit deux fois plus qu'en 2003.
94. Les résultats de l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire ont été analysés pour évaluer les réalisations à long terme de 2004. Le premier indicateur mesure le nombre absolu d'inscriptions, c'est-à-dire le nombre de filles et de garçons inscrits à l'école primaire pendant la période officielle d'inscription, qui est habituellement le premier mois de l'année scolaire<sup>68</sup>. Globalement, il ressort des résultats de l'enquête que le nombre absolu d'inscriptions a augmenté de 9 pour cent entre 2003 et 2004 dans les écoles appuyées par le PAM, augmentation imputable pour une large part à l'augmentation de la fréquentation scolaire des filles.

Figure 5



<sup>67</sup> Pour de plus amples informations voir le "Rapport annuel sur l'alimentation scolaire". Il y a lieu de noter que l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire désigne l'enquête de référence et les enquêtes de suivi menées au moyen des mêmes outils méthodologiques.

<sup>68</sup> Dans 25 pays: Angola, Arménie, Burkina Faso, Chine, Congo, Djibouti, Érythrée, Fédération de Russie, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Iran, Kenya, Libéria, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, São Tomé-et-Principe, Yémen et Zambie; la proportion d'écoles appuyées par le PAM, par catégorie de projets, est la suivante: 61 pour cent pour les activités de développement, 35 pour cent pour les IPSR et 4 pour cent pour les opérations d'urgence.



95. **Nombre absolu d'inscriptions.** Globalement, il y a eu une augmentation à tous les niveaux de l'enseignement primaire entre 2003 et 2004; dans l'ensemble, les résultats de 2004 ont été extrêmement positifs<sup>69</sup>. Le nombre absolu d'inscriptions s'est accru dans tous les pays sauf l'Arménie et l'Iran<sup>70</sup>. Le taux d'augmentation entre 2003 et 2004 a été de 12 pour cent pour les filles dans les écoles appuyées par le PAM en Afrique subsaharienne, soit un taux identique à celui enregistré pendant la période 2002–2003 (voir la figure 5); dans le cas des garçons, l'augmentation a été de 9 pour cent<sup>71</sup>. C'est au Yémen que l'augmentation la plus marquée a été constatée: 18 pour cent de plus qu'en 2003; les augmentations ont été en moyenne de 10 pour cent pour la Guinée-Bissau, le Libéria, le Myanmar, la Sierra Leone, la Somalie et la Zambie. Des augmentations notables de la fréquentation scolaire par les filles ont été constatées dans les pays où les programmes de distribution de rations à emporter ont été élargis récemment, par exemple au Myanmar et au Yémen.
96. En 2004, comme les années précédentes, il s'est avéré difficile de mesurer le **taux net de scolarisation** (indicateur de l'éducation universelle). L'on ne dispose que de données démographiques limitées pour ce taux dans nombre des régions où se trouvent les écoles appuyées par le PAM. Ces régions sont souvent isolées, reculées, pauvres et marginalisées. Néanmoins, des données concernant le taux net de scolarisation étaient disponibles pour 4 des 25 pays étudiés, à savoir la Chine, l'Iran, la République centrafricaine et le Sénégal. Le taux net de scolarisation a légèrement dépassé l'objectif de 70 pour cent fixé pour 2004 dans le cas des garçons; en ce qui concerne les filles, en revanche, le taux de 61 pour cent, n'a pas atteint l'objectif fixé par le PAM. En Chine, le taux net de scolarisation des filles, bien qu'inférieur de 8 pour cent seulement à l'objectif du PAM, était inférieur de 25 points à celui des garçons. Cela est peut-être dû au fait que les écoles appuyées par le PAM se trouvent dans les régions les plus reculées, où les différences entre garçons et filles sont les plus marquées.
97. Les **taux globaux d'assiduité**, exprimés en pourcentage de filles et de garçons allant en classe pendant l'année scolaire dans les écoles appuyées par le PAM, ont atteint 92 pour cent, soit nettement plus que l'objectif de 80 pour cent fixé par le PAM pour 2004. **L'appréciation par les maîtres** de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire est un indicateur qui a également dépassé l'objectif fixé.
98. La réduction des **différences entre filles et garçons** dans les écoles appuyées par le PAM est une autre réalisation importante. Globalement, le ratio entre filles et garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM a été de 1,05 en 2004, soit un taux supérieur à l'unité (1.0) qui reflète la parité entre garçons et filles, ce qui porte à penser que plus de filles que de garçons fréquentent les écoles appuyées par le PAM. Cependant, tel n'a pas été le cas en Afrique subsaharienne, où le ratio entre filles et garçons a été constamment inférieur à l'unité aussi bien en 2003 qu'en 2004, ce qui porte à conclure qu'il y a à l'école plus de garçons que de filles. C'est au Myanmar et au Yémen, où des programmes de

<sup>69</sup> Ces résultats reflètent un échantillon d'écoles ayant reçu une assistance du PAM pendant au moins un an.

<sup>70</sup> Dans les deux pays, la plupart des ménages de réfugiés et de PDI ont cité le manque d'argent comme la principale raison pour laquelle les enfants n'étaient pas envoyés à l'école.

<sup>71</sup> Des résultats positifs ont été enregistrés dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais celle-ci demeure la région où les taux nets de scolarisation et d'assiduité sont les plus bas du monde: pendant la période 1996–2002 ils ont été en moyenne de 62 pour cent pour les garçons et de 57 pour cent pour les filles. Ces taux ont été de 66 pour cent pour les garçons et de 59 pour cent pour les filles dans les pays les moins avancés et de 82 pour cent et 77 pour cent respectivement dans les pays en développement (UNICEF, 2003).



distribution de rations à emporter ont été introduits, que les résultats les plus positifs ont été enregistrés.

## Résultats significatifs

⇒ *Réalisations à court terme en rapport avec la PS 4*

<b>Tableau 18: PS 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle</b>			
<b>Réalisation à court terme</b>			
4.1	Aliments distribués aux élèves des écoles appuyées par le PAM.		
4.2	Aliments distribués aux familles pour les encourager à envoyer leurs filles et leurs garçons à l'école.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
4.1.1	Nombre de filles et de garçons recevant des repas scolaires dans les écoles appuyées par le PAM:	17,4 millions	15,4 millions
	- Filles recevant des repas scolaires	8,2 millions	7,2 millions (objectif atteint à 88%)
	- Garçons recevant des repas scolaires	9,2 millions	8,2 millions (objectif atteint à 90%)
4.2.1	Nombre de filles et de garçons recevant des rations à emporter:	3,3 millions	2,7 millions
	- Filles recevant des rations à emporter	2,3 millions	1,8 million (objectif atteint à 80%)
	- Garçons recevant des rations à emporter	1 million	900 000 (objectif atteint à 91%)

## Exemples du terrain

99. **L'alimentation scolaire, important support communautaire pour une vaste campagne de déparasitage en Afghanistan.** En 2004, le PAM a joué un rôle important dans la mise en œuvre d'une campagne interorganisations de déparasitage des enfants de 6 à 12 ans en Afghanistan, où le secteur de l'éducation avait été presque totalement négligé à la suite de 20 ans de conflit<sup>72</sup>. Cette campagne avait pour but de réduire l'incidence des maladies, de promouvoir l'épanouissement physique et intellectuel des enfants et de contribuer à la réalisation des objectifs des programmes d'alimentation scolaire. Près de 4,5 millions d'enfants ont été traités dans 8 000 écoles. Il ressort d'une étude conjointe de référence que la plupart des enfants ignoraient tout de l'hygiène élémentaire. Aussi a-t-il été organisé une campagne de sensibilisation à la santé et à l'hygiène à l'intention des enfants, des maîtres et des agents publics qui a été intégrée au système de distribution des médicaments afin de garantir la durabilité à long terme du traitement. Il ressort d'une évaluation rapide des résultats de la campagne qu'ils ont été positifs; une campagne de

<sup>72</sup> La campagne initiale et la campagne de rappel ont été exécutées par les Ministères de la santé et de l'éducation de l'Afghanistan, l'UNICEF et l'OMS.



suivi à l'intention des enfants qui n'ont pas subi le premier traitement de déparasitage est prévue pour mars 2005.

- 100. Projet pilote d'alimentation scolaire pour anciens pensionnaires en République de Géorgie.** En 2004, le PAM s'est associé au Gouvernement géorgien, à différents organismes des Nations Unies et à des ONG pour lancer un projet pilote d'alimentation scolaire, d'une durée d'un an, à l'intention des anciens pensionnaires d'orphelinats et de pensionnats de l'État rentrés dans leurs foyers<sup>73</sup>. Ce projet pilote a contribué à la réinsertion des anciens pensionnaires en nourrissant 2 000 élèves des écoles primaires et en permettant de déterminer si l'alimentation scolaire avait eu un effet positif sur les taux d'inscription et d'assiduité scolaires et sur les capacités d'apprentissage des enfants. Trois mois après le début du programme, en 2004, celui-ci s'était déjà traduit par une augmentation des taux de scolarisation et d'assiduité de 2 000 enfants en âge d'aller à l'école primaire.

### **Problèmes de mesure des résultats et perspectives d'avenir**

- 101.** Les méthodes de conception, d'analyse et d'échantillonnage des enquêtes sur l'alimentation scolaire ont fait l'objet d'une série d'évaluations en 2004; un questionnaire mis à jour, reformulé pour alléger la charge de travail que les réponses représentent pour les bureaux de pays, sera distribué sur une base pilote en 2005. La sélection des écoles, initialement fondée sur des méthodes d'échantillonnage aléatoire, est désormais basée sur les probabilités d'inclusion proportionnelles au nombre d'élèves et sur la stratification géographique implicite.
- 102.** Le taux net de scolarisation s'est avéré être un indicateur particulièrement difficile à mesurer en raison du manque de données concernant le ressort géographique des écoles appuyées par le PAM et du peu de fiabilité des données démographiques communiquées par les gouvernements. Pour l'essentiel, en effet, l'on ne dispose pas de données démographiques qui permettraient de porter une appréciation d'ensemble sur les résultats des opérations d'alimentation scolaire. Il est essentiel de renforcer les capacités des gouvernements de rassembler des données démographiques viables si l'on veut pouvoir mesurer les résultats obtenus avec le temps. Quelques gouvernements, comme celui de la République démocratique populaire lao, ont commencé à réunir les données nécessaires pour calculer les taux nets de scolarisation dans les districts où sont menés des programmes d'alimentation scolaire du PAM.

## **PRIORITE STRATEGIQUE 5 – AIDER LES GOUVERNEMENTS A ELABORER ET A GERER DES PROGRAMMES NATIONAUX D'AIDE ALIMENTAIRE**

- 103.** L'objectif de la PS 5 est de créer et de renforcer les capacités nationales et régionales de planifier et de gérer des programmes d'aide alimentaire. La nouvelle politique concernant la mise en œuvre de la PS 5 approuvée par le Conseil en 2004 stipule que le PAM doit

<sup>73</sup> L'effondrement de l'ancienne Union soviétique au début des années 90 —et les difficultés économiques et pénuries alimentaires qui en ont résulté— ont poussé beaucoup de familles à placer leurs enfants dans des orphelinats et des pensionnats. À la fin des années 90, ces établissements hébergeaient 5 000 enfants.



intégrer de façon durable et globale des efforts de renforcement des capacités à ses programmes et projets existants<sup>74</sup>.

<b>Tableau 19: PS 5 – Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire</b>			
<b>Réalisation à long terme</b>			
5.3	Les gouvernements peuvent planifier et gérer des programmes d'aide alimentaire.		
<b>Indicateur de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
5.3.1	Pourcentage de gouvernements, dans les pays où opère le PAM, ayant la capacité d'assumer la responsabilité de la planification et de la gestion des programmes d'aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé, à introduire sur une base pilote.	Voir le texte ci-dessous.

104. L'indicateur de réalisations à long terme proposé dans le Plan stratégique pour 2004–2007 n'a pas été essayé à titre pilote car l'élaboration de la politique concernant la PS 5 s'est poursuivie pendant toute l'année 2004. Un nouvel indicateur de réalisations à long terme sera suivi à titre expérimental en 2005–2006 dans le cadre du processus de mise en œuvre de la nouvelle politique du PAM tendant à renforcer les capacités nationales et régionales.

<b>Tableau 20: PS 5 – Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire</b>			
<b>Réalisation à court terme</b>			
5.1	Capacité accrue des gouvernements nationaux d'identifier les besoins alimentaires, d'élaborer les stratégies et de mener à bien des programmes d'aide alimentaire.		
5.2	Resserrement du dialogue avec les gouvernements afin d'identifier les domaines dans lesquels pourra être fournie une assistance et une coopération techniques.		
<b>Indicateur de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
5.1.1	Nombre de pays ayant recours aux services techniques du PAM pour développer leur capacité d'identifier les besoins alimentaires, de formuler les stratégies et de mener à bien des programmes d'aide alimentaire.	Pas d'objectif fixé, à introduire sur une base pilote.	65
5.1.2	Nombre d'agents gouvernementaux, aux échelons local, régional et national, formés dans le cadre de programmes d'assistance technique du PAM.	Pas d'objectif fixé, à introduire sur une base pilote.	Voir le texte ci-dessous.
5.2.1	Nombre de nouveaux domaines convenus entre le PAM et les gouvernements en vue de la fourniture de services et d'une coopération techniques.	Pas d'objectif fixé, à introduire sur une base pilote.	23

<sup>74</sup> Voir "Renforcement des capacités nationales et régionales" (WFP/EB.3/2004/4-B), "Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possibles à l'avenir" (WFP/EB.3/2004/4-A) et "Cadre de financement relatif à la mise en œuvre de la Priorité stratégique 5" (WFP/EB.1/2005/5-A). Des 164 projets pleinement opérationnels en 2004, 11 comportaient des activités liées à la PS 5, bien qu'il n'ait pas encore été déterminé d'indicateurs de réalisations à long terme concernant la PS 5.



## Résultats de l'enquête sur le renforcement des capacités liées à la PS 5

105. En août 2004, le PAM a entrepris une enquête pour recenser les activités menées en vue de renforcer les capacités. Il en ressort que le PAM mène actuellement près de 320 interventions visant à renforcer les capacités de 65 pays de mettre en œuvre des programmes d'aide alimentaire, d'améliorer la formulation des politiques, d'échanger des informations et de réaliser des campagnes de sensibilisation du public. Globalement, huit grands thèmes —ACV, nutrition, insécurité alimentaire, alimentation scolaire, planification préalable, gestion de la chaîne des approvisionnements alimentaires, renforcement des capacités des communautés et suivi et évaluation— représentaient 70 pour cent du total des interventions de renforcement des capacités entreprises par le PAM<sup>75</sup>. Les données recueillies lors de l'enquête de 2004 ont montré que le PAM s'emploie actuellement à établir ou à renforcer des capacités dans quatre domaines fondamentaux: i) formulation des politiques et planification; ii) conception et exécution de programmes d'aide alimentaire; iii) partage de l'information par le biais de forums, d'ateliers, d'analyses et de réseaux consacrés aux questions liées à la faim et à la malnutrition; et iv) sensibilisation du public et mobilisation de ressources.
106. Les thèmes restants, qui représentaient 30 pour cent du total des interventions, n'en demeurent pas moins des domaines dans lesquels le PAM et les gouvernements mènent de sérieux efforts de renforcement des capacités et de formulation des politiques: i) sensibilisation au VIH/sida; ii) approches fondées sur les moyens de subsistance; iii) égalité entre les sexes; iv) interventions de secours; v) collaboration avec les médias; vi) évaluation des besoins d'urgence; vii) collaboration avec le secteur privé; viii) stratégies de réduction de la pauvreté; ix) filets de sécurité; x) production alimentaire locale; xi) gestion des aliments dans les écoles; xii) systèmes d'information de gestion; xiii) achats; et xiv) sécurité<sup>76</sup>.

## Études de cas réalisées en Afghanistan, en Équateur et en Éthiopie

107. Les études de cas réalisées en Afghanistan, en Équateur et en Éthiopie ont fait apparaître trois enseignements importants des interventions de renforcement des capacités entreprises par le PAM: i) resserrement de relations avec les gouvernements; ii) établissement de liens entre les réalisations à court et à plus long terme; et iii) renforcement des capacités. Dans les trois pays, le gouvernement avait demandé au PAM de l'aider à renforcer ses capacités car le Programme avait apporté la preuve qu'il pouvait mettre en œuvre et gérer des programmes efficaces. Les relations positives établies entre le PAM et le gouvernement ont permis une discussion concernant les politiques générales et ont facilité la communication entre le gouvernement et les organisations de la société civile. En outre, l'association du personnel des organismes de contrepartie à la conception et à l'exécution des activités de renforcement des capacités, par exemple les processus participatifs de planification en Éthiopie et les activités ACV en Afghanistan, a débouché sur un renforcement plus durable des capacités que n'aurait permis à elle seule une formation ou l'indication des principes directeurs à suivre.

<sup>75</sup> Les bureaux de pays n'étaient pas tenus de rendre compte des activités de renforcement des capacités en 2004, mais 40 d'entre eux ont volontairement fourni des informations, dans les rapports normalisés sur les projets, sur 87 interventions de renforcement des capacités.

<sup>76</sup> Voir les abrégés de politique du PAM et les résumés succincts des principaux concepts, questions et recommandations figurant dans les documents directifs approuvés par le Conseil.



## Problèmes de mesure des résultats et perspectives d'avenir

108. Les données du recensement de 2004 ont fait apparaître que les bureaux de pays mènent actuellement un plus grand nombre d'interventions de renforcement des capacités que ne le porteraient à penser les rapports normalisés sur les projets en cours<sup>77</sup>. Des indicateurs visant à mesurer les produits et les réalisations reflétant pleinement la politique du PAM en matière de renforcement des capacités sont actuellement appliqués à titre pilote. Le Plan stratégique pour 2006–2009 comportera des indicateurs pilotes liés à la PS 5 qui tendront à mesurer une réalisation globale et plusieurs produits. Les bureaux de pays seront tenus de faire rapport sur les activités de renforcement des capacités à partir de 2005.

## RESULTATS DE 2004 PAR PRIORITE DE GESTION

109. Le Plan stratégique pour 2004–2007 et le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004-2005 ont identifié neuf PG afin de remédier aux points faibles de l'Organisation et d'améliorer l'efficacité des opérations. Le cadre de résultats pour chaque PG est présenté ci-dessous, et l'on trouvera ensuite quelques brèves observations sur des réalisations sélectionnées au regard des indicateurs établis en 2004.

<b>Tableau 21: PG 1 – Renforcement des partenariats</b>			
<b>Résultats escomptés</b>			
1.1	Renforcement des partenariats, aux échelons mondial, régional et national, avec les organismes des Nations Unies, les ONG et les autres partenaires.		
<b>Indicateur de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
1.1.1	Pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires coopérants.	Pas d'objectif fixé.	43
1.1.2	Pourcentage de projets pour lesquels des organismes des Nations Unies, organisations internationales et ONG collaborent à la fourniture d'apports et de services complémentaires.	38	71
1.1.3	Pourcentage d'évaluations des besoins réalisées avec les partenaires.	50	54

<sup>77</sup> Par exemple, le premier projet de développement approuvé dans le contexte de la PS 5 a été le projet 10394.0, Appui au renforcement des systèmes de suivi de la vulnérabilité en Afrique du Sud et des capacités d'analyse du Comité d'évaluation de la vulnérabilité de la SADC (voir la Partie I). Deux autres projets de développement en rapport avec la PS 5 concernant le renforcement des capacités dans le cadre des programmes intégrés d'aide alimentaire et de lutte contre les carences en micronutriments, qu'il est prévu d'entreprendre dans la région Amérique latine et Caraïbes, sont en attente d'approbation.





110. La PG 1 a pour but de resserrer les partenariats, aux échelons mondial, régional et local, avec les organismes des Nations Unies, les ONG et les autres partenaires. Les résultats ont dépassé les objectifs fixés pour 2004 pour tous les indicateurs de résultats de la PG 1. Les 43 pour cent d'activités ayant fait l'objet d'une conception conjointe signalées dans le contexte de la PG 1.1.1 ont trait principalement à des partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales. Toutefois, ce résultat a été calculé au moyen d'indicateurs indirects qu'il pourra s'avérer nécessaire de réviser pour améliorer la fiabilité des données. Le PAM et ses partenaires ont collaboré pour fournir des apports et des services complémentaires pour 71 pour cent du nombre total de projets (PG 1.1.2)<sup>78</sup>. Les bureaux de pays ont signalé un nombre beaucoup plus grand de partenariats avec des ONG en 2004: 1 944 au total. Le nombre de partenariats complémentaires avec des ONG a lui aussi augmenté, et 718 ONG ont fourni des services complémentaires pour la réalisation de 107 projets du PAM dans 43 pays. La participation des ONG à la conception des projets —qui ne dépasse pas 13 pour cent des cas— demeure problématique.
111. Le PAM a également dépassé les objectifs fixés en ce qui concerne les évaluations des besoins réalisées avec des partenaires (PG 1.1.3): 54 évaluations des besoins ont servi de base aux nouvelles opérations d'urgence et IPSR approuvées en 2004; 54 pour cent de ces évaluations ont été réalisées avec des partenaires, 44 pour cent avec des gouvernements et 33 pour cent avec des ONG. Plus de 400 ONG locales et internationales ont été associées aux évaluations des besoins en 2004.

<b>Tableau 22: PG 2 – Gestion des ressources humaines</b>			
<b>Résultats escomptés</b>			
2.1	Les fonctionnaires sont satisfaits d'avoir choisi le PAM comme employeur.		
2.2	Les fonctionnaires possèdent des compétences correspondant à la diversité des besoins du PAM.		
2.3	Représentation améliorée, au PAM, des femmes et des ressortissants de pays en développement.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
2.1.1	Degré moyen de satisfaction du personnel (pourcentage)	Pas d'objectif fixé.	64
2.2.1	Pourcentage des compétences requises par le PAM qui existent actuellement, par type de compétence.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
2.3.1	Répartition des fonctionnaires par sexe et par région:		
	- femmes	50	40
	- ressortissants de pays en développement	40	40

<sup>78</sup> Le nombre de projets réalisés en 2004 avec des partenaires majeurs est le suivant: UNICEF, 116; FAO, 75; HCR, 51; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 46; OMS, 44. Entre autres partenaires, il y a lieu de citer le programme ONUSIDA, le FIDA, la Banque mondiale, le CICR, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'Organisation internationale des migrations (OIM).



112. La PG 2 a pour but de faire en sorte que le PAM soit considéré comme un employeur idéal, que les compétences des fonctionnaires correspondent aux besoins divers de l'Organisation et que la répartition des fonctionnaires par sexe et par région s'améliore. Le degré moyen de satisfaction du personnel a été évalué lors d'une enquête de référence comme étant de 64 pour cent, ce qui permettra une comparaison lors d'enquêtes futures (PG 2.1.1). Cette note a été calculée en analysant les réponses moyennes à sept questions concernant les ressources humaines posées dans le cadre de l'enquête mondiale de 2004 auprès du personnel. Entre autres initiatives lancées en 2004 en matière de ressources humaines, il y a lieu de citer le projet concernant le personnel national, la mise en place d'un régime de rémunération sur la base du mérite et la création de cinq équipes spéciales chargées d'étudier les moyens de remédier aux points faibles de l'Organisation identifiés lors de l'enquête mondiale susmentionnée.
113. Les politiques d'administration du personnel, y compris en ce qui concerne les services médicaux et le plan d'assurance, ont été revues et révisées pendant l'année. L'affiliation au plan d'assurance maladie a été offerte au début de l'année à tous les agents titulaires de contrats de louage de services. Le PAM a lancé en 2004 un large programme de prévention du VIH/sida au travail pour permettre aux fonctionnaires de se tenir informés sur les points suivants: i) comment se protéger, eux-mêmes et les membres de leur famille, contre l'infection par le VIH; ii) comment les fonctionnaires séropositifs sont aidés à vivre pleinement leur vie; et iii) l'importance qu'il y a à accepter et à aider les collègues vivant avec le VIH/sida. Des Volontaires des Nations Unies spécialement recrutés ont été détachés auprès des six bureaux régionaux et un responsable de la prévention du VIH/sida sur le lieu de travail a été désigné au sein de chaque bureau de pays. En 2004, le PAM s'est également employé à fournir des services d'appui accrus au personnel et a recruté cinq conseillers du personnel à temps partiel sur le terrain pour compléter le travail du conseiller à plein temps du siège.
114. Le PAM a introduit en 2004 le nouveau Système d'amélioration des performances et des compétences (PACE) qui, en reliant les performances des fonctionnaires à un profil prédéterminé de compétences, contribuera à renforcer les capacités du Programme et à faciliter l'organisation de plans de carrière à long terme. Une analyse visant à déterminer le pourcentage des compétences dont le PAM a besoin et que possèdent actuellement les fonctionnaires (PG 2.2.1) sera entreprise en 2005.
115. Le PAM n'a pas atteint l'objectif fixé pour 2004 en ce qui concerne la proportion de femmes dans la catégorie du cadre organique et les catégories supérieures (PG 2.3.1) mais les tendances, en ce qui concerne leurs effectifs en chiffres absolus, sont restées positives: le nombre de femmes dans la catégorie du cadre organique est passé de 375 en 2003 à 459 en 2004. L'objectif fixé a été atteint en ce qui concerne le nombre de ressortissants de pays en développement de la catégorie du cadre organique, qui est passé de 383 en 2003 à 455 en 2004 (PG 2.3.1).



**Tableau 23: PG 3 — Gestion axée sur les résultats et rapports**

Résultats escomptés			
3.1	L'introduction au PAM de la gestion axée sur les résultats lui permet, ainsi qu'à ses fonctionnaires, de mieux gérer les résultats et d'en rendre compte.		
Indicateurs de résultats		Objectif pour 2004	Réalisation en 2004
3.1.1	Pourcentage de nouveaux descriptifs de projet du PAM <sup>79</sup> soumis à l'approbation du Comité d'examen des projets qui répondent au système de la gestion axée sur les résultats.	60	85
3.1.2	Pourcentage de rapports normalisés sur les projets jugés satisfaisants pour ce qui est des informations fournies au sujet des réalisations à long terme.	25	90
3.1.3	Pourcentage de bureaux de pays, de bureaux régionaux et de services du siège qui élaborent les programmes de travail et analysent les performances conformément aux directives de la gestion axée sur les résultats.	100	81

116. La PG 3 a pour but de renforcer les capacités du PAM de gérer les activités en ayant en vue les résultats et de rendre compte de ces derniers. Les indicateurs de résultats reflètent la mesure dans laquelle les principes de la gestion axée sur les résultats sont appliqués et mis en œuvre et la mesure dans laquelle il est rendu compte des réalisations à long terme des projets dans le contexte des PS.
117. Une formation intensive a été dispensée à 900 fonctionnaires du PAM en poste dans les bureaux de pays, dans les bureaux régionaux et au siège, et un appui supplémentaire a été mis à leur disposition sous forme de conseils personnalisés et de matériel didactique. Un recueil d'indicateurs de réalisation des PS et des PG a été élaboré, qui indique les méthodes de mesure, la fréquence des activités de suivi, les critères d'interprétation et les unités responsables de la collecte et de l'analyse des données. Une évaluation indépendante de la gestion axée sur les résultats a confirmé que le PAM était résolu à gérer ses activités en ayant en vue les résultats et a recensé les domaines dans lesquels des améliorations s'imposaient<sup>80</sup>. Toutefois, l'évaluation a également confirmé qu'une gestion axée sur les résultats ne sera possible au PAM que s'il existe des méthodes cohérentes pour collecter des données sur les résultats et en rendre compte, un système rigoureux de suivi et d'évaluation et des stratégies et des méthodes détaillées de gestion des savoirs.
118. La capacité du personnel d'élaborer et de concevoir des projets conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats a été renforcée, comme en témoigne le nombre plus élevé que prévu —85 pour cent— des descriptifs de projets soumis au Comité d'examen des projets établissant clairement des liens entre les apports, les activités, les réalisations à court et à plus long terme dans le contexte d'un cadre logique (PG 3.1.1).
119. La proportion des rapports normalisés sur les projets présentés au niveau des réalisations à long terme a atteint 90 pour cent, chiffre qui a dépassé de beaucoup l'objectif de 25 pour cent fixé pour 2004. Les rapports sur les réalisations à long terme ont été jugés satisfaisants

<sup>79</sup> Pour les indicateurs 3.1.1 et 3.1.2, les projets sont rangés dans les catégories des opérations d'urgence, des IPSR, des programmes de pays, des activités de développement ou des opérations spéciales, et une opération régionale est comptée comme constituant un seul projet.

<sup>80</sup> Voir McKay, D., 2004. *An Independent Assessment of RBM at WFP*. Rome, PAM.



pour: i) 97 pour cent des projets de développement et des programmes de pays, contre 38 pour cent en 2003; ii) 98 pour cent des IPSR, contre 34 pour cent en 2003; et iii) 72 pour cent des opérations d'urgence, contre 15 pour cent en 2003. Dans ce dernier cas, ce pourcentage a quadruplé par rapport à l'année précédente, soit un résultat tout à fait remarquable (PG 3.1.2).

120. Une attention beaucoup plus importante est accordée à la qualité de l'information et à la diffusion des enseignements retirés dans les rapports normalisés sur les projets, ce qui reflète une prise de conscience accrue de la nécessité de rassembler des informations sur les réalisations à court et à plus long terme au niveau de l'ensemble du PAM et de déployer des efforts soutenus dans ce sens. La ponctualité des rapports est demeurée excellente: 100 pour cent des rapports normalisés sur les projets de 2004 ont été communiqués aux donateurs avant la date limite du 30 mars 2004, contre 96 pour cent en 2003.
121. La planification du travail et les examens périodiques des performances constituent des jalons importants dans le cycle de la gestion axée sur les résultats. Bien que l'objectif fixé —100 pour cent— n'ait pas été atteint en 2004, 81 pour cent des services du PAM ont adapté leurs méthodes de gestion et ont procédé à des examens semestriels des performances; 19 pour cent des services ont eu peine à mettre en œuvre le système de la gestion axée sur les résultats et n'ont pas pu achever le cycle mais continueront de recevoir une formation et des conseils en 2005 (PG 3.1.3).

<b>Tableau 24: PG 4 – Renforcement de la base de connaissances du PAM</b>			
<b>Résultats escomptés</b>			
4.1	La formulation des politiques et la génération de connaissances améliorent la conception et l'exécution des projets.		
4.2	La capacité du PAM d'identifier les crises imminentes et les besoins correspondants est renforcée <sup>81</sup> .		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
4.1.1	Nombre de projets du PAM conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM.	Pas d'objectif fixé.	52
4.1.2	Nombre d'autres organismes ayant demandé au sujet des programmes d'aide alimentaire des informations générées grâce aux recherches appuyées par le PAM.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
4.1.3	Pourcentage des recommandations issues des évaluations qui ont été appliquées, par type de recommandation.	87	88

122. La PG 4 a pour but d'améliorer la conception et l'exécution des projets grâce au renforcement de la base de connaissances du PAM. En 2004, 60 opérations d'urgence, IPSR, opérations spéciales, projets de développement et programmes de pays ont été préparés, dont 87 pour cent ont été conformes aux politiques du PAM. Deux projets ont été rejetés par le Comité d'examen des projets et six ont été acceptés soit sous une forme révisée, soit à titre exceptionnel. Trois de ces derniers projets étaient des opérations d'urgence menées dans un contexte tel que des éléments liés à la situation dans le pays

<sup>81</sup> Pour les résultats escomptés dans le contexte de la PG 4.2, voir les indicateurs PG 5.1.5, 5.1.6 et 5.1.7, qui sont conçus de manière à mesurer aussi bien le renforcement de la base de connaissances du PAM que le soutien opérationnel.



rendent impossible la transition d'une opération d'urgence vers une IPSR. Il n'a pas été jugé possible de suivre les demandes d'information concernant les programmes d'aide alimentaire car elles sont trop nombreuses et trop diverses pour pouvoir être mesurées comme initialement prévu par l'indicateur.

123. Le Bureau de l'évaluation (OEDE) a réalisé en 2004 une étude de la suite donnée aux recommandations issues des évaluations<sup>82</sup>. Cette étude, fondée sur un échantillon de 26 évaluations gérées par OEDE réalisées entre 2000 et 2002, a constaté ce qui suit: i) 54 pour cent des recommandations à propos desquelles les bureaux de pays, bureaux régionaux et services du siège du PAM fournissaient des informations sur les taux d'application avaient été pleinement mises en œuvre et 34 pour cent mises en œuvre en partie (soit 88 pour cent au total); et ii) 63 pour cent des recommandations qui avaient été intégralement appliquées avaient amélioré la gestion des programmes (PG 4.1.3).

<b>Tableau 25: PG 5 – Renforcement de l'appui opérationnel</b>			
<b>Résultats escomptés</b>			
5.1	Intervention adéquate, rapide et bien gérée d'aide alimentaire.		
5.2	Garantie de la sécurité et de la sûreté du personnel du PAM dans les secteurs opérationnels.		
5.3	Renforcement de la connectivité entre les bureaux et amélioration de l'accès à l'information à l'intérieur et à l'extérieur du PAM.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
5.1.1	Pourcentage, en proportion des besoins alimentaires prévus, des aliments distribués aux bénéficiaires, par catégorie d'activité et par année civile: - activités de développement - opérations d'urgence - IPSR	100 100 100	67 69 78
5.1.2	Pourcentage, par rapport aux besoins mensuels, des aliments du PAM disponibles dans le pays, par catégorie d'activité et par région.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
5.1.3	Pourcentage de pertes de produits après livraison, par cause, par catégorie d'activité et par tonne <sup>83</sup> .	Pas d'objectif fixé.	0,37
5.1.4	Pourcentage de variation entre les coûts effectifs et les coûts prévus au budget, par catégorie d'activité et par élément de coût.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
5.1.5	Pourcentage des opérations d'urgence et des IPSR approuvées pendant la période considérée qui ont fait l'objet d'évaluations des besoins et d'une analyse ACV. <sup>84</sup>	33	45

<sup>82</sup> Le rapport d'évaluation résumé sera soumis à l'examen du Conseil à sa session annuelle de 2005.

<sup>83</sup> Voir le "Rapport sur les pertes après livraison pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2004" (WFP/EB.A/2005/12-A).

<sup>84</sup> Dans le cas de l'indicateur concernant la PG 5.1.5, les nouveaux projets sont considérés comme opérations d'urgence, IPSR, programmes de pays, projets de développement ou une opération spéciale, de sorte qu'une opération régionale est comptée comme un projet.



<b>Tableau 25: PG 5 — Renforcement de l'appui opérationnel</b>			
5.1.6	Pourcentage des nouvelles opérations d'urgence et des nouvelles IPSR pour lesquelles des outils de préparation essentiels ont été mis en place avant le lancement du projet <sup>85</sup> .	90	72
	- opérations d'urgence prioritaires	82	77
	- IPSR prioritaires	90	90
5.1.7	Pourcentage d'études ACV de référence disponibles pour les domaines prioritaires identifiés.	23	24
5.2.1	Variation, en pourcentage, du nombre total de fonctionnaires détenus, blessés ou morts en service.		
	- nombre total de fonctionnaires blessés	Pas d'objectif fixé.	12
	- nombre total de fonctionnaires détenus	Pas d'objectif fixé.	47
	- nombre total de fonctionnaires tués	0	0
5.2.2	Pourcentage du personnel évacué ou réinstallé avec succès.	100	100
5.3.1	Pourcentage des sites ayant accès à l'internet, au système WINGS et aux autres systèmes de communication.		
	Pourcentage de bureaux de pays dotés d'une connectivité privée <sup>86</sup> .	95	65
	Pourcentage de bureaux de pays dotés d'une connectivité internet.	100	100
	Pourcentage de bureaux de pays ayant accès aux systèmes centraux d'information <sup>87</sup> .	100	100
	Pourcentage de bureaux auxiliaires dotés d'une connectivité privée.	Pas d'objectif fixé.	4
	Pourcentage de bureaux auxiliaires dotés d'une connectivité internet.	Pas d'objectif fixé.	77
	Pourcentage de bureaux auxiliaires ayant accès aux systèmes centraux d'information.	Pas d'objectif fixé.	4

<sup>85</sup> Opérations d'urgence et IPSR: projets réalisés dans les pays identifiés par la Sous-Division de la préparation des interventions en cas d'urgence comme exigeant la mise en œuvre d'un minimum de mesures de préparation. Les estimations concernant les objectifs et les chiffres effectifs pour 2004 concernent une proportion de projets au cas desquels un minimum de mesures de préparation ont été introduites, c'est-à-dire une combinaison de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention en cas d'urgence, d'évaluations des moyens logistiques et de l'examen par le Comité d'évaluation des projets des éléments de préparation des interventions en cas d'urgence des opérations d'urgence et des IPSR.

<sup>86</sup> Connectivité privée assurée par des anciens systèmes (Telespazio), un système interorganisations (Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies) et le nouveau système de communication FOODSAT.

<sup>87</sup> Accès au système WINGS et à l'intranet du PAM.



**Tableau 25: PG 5 – Renforcement de l'appui opérationnel**

5.3.2	Fiabilité de l'infrastructure TIC <sup>88</sup> .		
	Pourcentage de disponibilité de l'infrastructure centrale TIC <sup>89</sup> .	98,80	98,91
	Pourcentage de disponibilité de la connectivité privée <sup>90</sup> .	98,00	99,02

124. La PG 5 a pour but: i) de permettre une intervention adéquate, rapide et bien gérée d'aide alimentaire; ii) de garantir la sûreté et la sécurité du personnel du PAM dans les secteurs où celui-ci opère; et iii) de renforcer la connectivité entre les bureaux et de faciliter l'accès à l'information.
125. **Interventions d'aide alimentaire.** Les objectifs fixés dans le contexte de la PG 5.1.1 étaient ambitieux et, en 2004, le PAM a distribué 3,7 millions de tonnes de produits alimentaires dans 80 pays, soit une réalisation considérable. Les quantités effectives de produits alimentaires distribuées en comparaison des quantités prévues ont représenté 67 pour cent du total pour les programmes de pays et les activités de développement, 69 pour cent pour les opérations d'urgence et 78 pour les IPSR. Beaucoup des ressources affectées aux activités de développement ont été confirmées et expédiées pendant le dernier trimestre de 2004 en vue d'être distribuées en 2005, ce qui s'est traduit par des réalisations inférieures à ce qui avait été prévu. La proportion de produits alimentaires effectivement distribués par rapport aux quantités prévues a correspondu d'assez près, dans le cas des opérations d'urgence, aux ressources qui ont pu être mobilisées. Plusieurs des opérations d'urgence entreprises au milieu de l'année 2004 ou plus tard n'ont pas permis de distribuer autant de produits que prévu, il s'en faut, en raison des retards intervenus dans la mobilisation des ressources et dans les expéditions. Les importants stocks de produits reportés de l'année 2003 dans la catégorie des IPSR ont permis de distribuer une plus grande quantité de produits alimentaires.
126. Les indicateurs utilisés pour évaluer les résultats obtenus dans le contexte des PG 5.1.2 et 5.1.4 doivent être affinés, et les nouveaux indicateurs sont appliqués à titre pilote en 2005. Cela permettra de déterminer la validité des indicateurs actuels en ce qui concerne l'exactitude des mesures, la cohérence interne et la comparaison d'un pays à un autre et d'une période à une autre. L'on s'attachera également à mettre au point les directives techniques à suivre pour l'application de ces indicateurs.
127. En 2004, les **pertes après livraison** ont représenté 0,37 pour cent (PG 5.1.3). Au début de l'année, le PAM a constaté que d'importantes quantités de riz devant être utilisées comme rémunération dans le cadre de projets VCT avaient été détournées au Cambodge. Après une enquête approfondie et de longues négociations avec le Gouvernement cambodgien, ce dernier est finalement convenu d'indemniser le PAM de cette perte ainsi

<sup>88</sup> Les chiffres concernant la disponibilité ont été déterminés au moyen d'un suivi automatisé.

<sup>89</sup> Disponibilité totale au siège au moyen du réseau local (LAN), du système WINGS et de l'intranet. L'objectif de 98,80 pour cent représente 4,38 jours de panne au total par an.

<sup>90</sup> Moyenne de la connectivité informatique et de la disponibilité du service téléphonique entre les bureaux de pays et le siège. L'objectif de 98 pour cent représente 7,3 jours de panne en moyenne par an pour chaque bureau de pays.



que d'introduire une série de contrôles rigoureux pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent<sup>91</sup>.

- 128. ACV et évaluations des besoins d'urgence.** En 2004, 45 pour cent des opérations d'urgence et des IPSR approuvées ont fait l'objet d'une évaluation des besoins d'urgence ou d'un exercice ACV, ce qui a dépassé l'objectif fixé, à savoir 33 pour cent (PG 5.1.5); huit enquêtes ACV de référence ont été menées à bien, ce qui a également dépassé l'objectif fixé. Les pays où des analyses ont été réalisées en 2004 ont notamment été l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Burundi, la Colombie, le Ghana, Haïti, la République centrafricaine et le Soudan et il est envisagé de mener des études ACV en Égypte et au Tadjikistan. En Colombie et au Soudan, des études ACV ont été effectuées en association avec les services internes chargés de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la préparation des interventions en cas d'urgence. Cette approche globale et resserrée de l'analyse et du partenariat sera celle qui inspirera, lorsque cela sera possible, les futures études ACV. En 2005, le PAM a également décidé de mettre un accent très marqué sur le renforcement du contrôle de la qualité des évaluations des besoins d'urgence<sup>92</sup>.
- 129. Préparation des interventions en cas d'urgence.** Le fait que des outils de préparation des interventions en cas d'urgence (PG 5.1.6) aient été mis en place dans 72 pour cent des nouvelles opérations d'urgence et nouvelles IPSR témoigne de l'importance que les bureaux de pays et les bureaux régionaux ont attaché à cette question. Ce résultat, relativement positif, a été néanmoins inférieur à l'objectif fixé. Cela est dû, en partie, à la nécessité de continuer d'actualiser les dossiers préparés en vue de l'approbation des opérations d'urgence et des IPSR afin d'y intégrer pleinement des activités de préparation des interventions en cas d'urgence et de renforcer les capacités de l'ensemble de l'Organisation —aussi bien au siège que sur le terrain— de veiller à ce que de telles activités soient systématiquement menées à bien.
- 130. Sûreté et sécurité du personnel.** Le PAM a constitué une base de données dans laquelle sont saisis les rapports d'incidents sérieux qui ont été communiqués par les conseillers régionaux et les responsables de la sécurité sur le terrain en 2004. Il ressort des données rassemblées, qui servent de référence pour mesurer les résultats de 2005, que 75 pour cent des dommages corporels subis par le personnel dans les régions où opère le PAM ont été dus à des accidents de la route et que 40 pour cent du nombre total de fonctionnaires détenus l'ont été dans les situations de conflit dans le Darfour et au Libéria. Regrettablement, trois agents, y compris un contractuel, ont trouvé la mort dans des incidents sans rapport avec le service. Toutes les opérations d'évacuation du personnel ont été menées à bien en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en Fédération de Russie, en Haïti, en Indonésie, en Iraq, au Pakistan, en République démocratique du Congo, en Somalie et dans le Territoire palestinien occupé.
- 131.** L'analyse des résultats de 2004 a mis en relief la nécessité de mettre sur pied des programmes de formation à la sécurité et à la sûreté du personnel. C'est ainsi qu'ont été organisées: i) une formation spécialisée des conducteurs de véhicules de tous les bureaux de pays et bureaux régionaux; ii) une formation des personnes particulièrement exposées; iii) une formation spéciale à la sûreté et à la sécurité à l'intention des femmes; et iv) une formation avancée en matière de sécurité sur le terrain à l'intention de tous les fonctionnaires en poste dans des régions à haut risque. À la suite des incidents survenus dans le contexte des opérations d'évacuation du personnel, les plans de réinstallation ont

<sup>91</sup> Pour plus amples informations, voir le "Rapport sur les pertes après livraison pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2004" (WFP/EB.A/2005/12-A).

<sup>92</sup> Pour plus amples informations sur les évaluations des besoins d'urgence, voir la Partie I du présent document.





été révisés, de nouvelles localités plus sûres pour les bureaux de terrain ont été identifiées lorsque cela s'est avéré nécessaire, et les équipes de gestion de la sécurité constituées dans chaque pays ont commencé à sensibiliser le personnel aux précautions à prendre pour garantir la sécurité de leur logement. Une bonne interconnectivité et l'étendue de la couverture des services de communication constituent des éléments d'une importance capitale pour la protection du personnel dans les localités peu sûres.

132. **Renforcement de la connectivité.** Le projet FOODSAT entrepris en 2004 (PG 5.3.1) permettra, d'ici à la fin de 2005, de connecter tous les bureaux de pays du PAM par le biais d'un réseau satellitaire privé et de garantir la fiabilité des communications numériques et vocales de l'Organisation. Ce nouveau réseau, qui remplacera l'ancien système de microstations terriennes, raccordera tous les pays au même système de communication. Initialement, il était prévu de commencer la mise en œuvre de ce projet à une date ultérieure, mais au moins 12 bureaux auxiliaires ont été connectés au réseau FOODSAT en 2004 pour des raisons opérationnelles à la demande —et aux frais— des bureaux de pays. La connectivité des bureaux auxiliaires est facilitée par la Division des technologies de l'information et de la communication mais n'est pas visée par les objectifs de la division. Les résultats effectivement obtenus en ce qui concerne les deux indicateurs de fiabilité de l'infrastructure ont dépassé les objectifs fixés pour 2004 (PG 5.3.2).

**Tableau 26: PG 6 — Examen des procédures de l'Organisation**

Résultats escomptés			
6.1	Utilisation accrue des contributions découlant de l'examen.		
6.2	Mise à disposition plus rapide des contributions dans les bureaux de pays.		
Indicateurs de résultats		Objectif pour 2004	Réalisation en 2004
6.1.1	Pourcentage des contributions confirmées utilisées.	100	Voir le texte ci-dessous.
6.2.1	Ratio mensuel moyen entre le total des stocks de produits alimentaires dans les pays et les quantités totales de contributions de produits alimentaires confirmées.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.

133. La PG 6 a pour but d'optimiser l'utilisation des contributions des donateurs et de faire en sorte que l'aide alimentaire soit disponible à temps dans les bureaux de pays. Le PAM a apporté une série d'améliorations aux procédures applicables, notamment en ce qui concerne: i) la clôture ponctuelle des projets puis le transfert des ressources non engagées; ii) les prévisions de dons; iii) l'amélioration de la planification des projets; iv) l'amélioration de la budgétisation des projets; et v) la décentralisation de la gestion des ressources allouées aux projets. Ces nouveaux modes opératoires ont été appliqués à titre pilote en Chine, en Indonésie, en République démocratique du Congo et dans le Territoire palestinien occupé ainsi que dans le contexte de l'opération menée dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Les résultats donnés par les projets pilotes en République démocratique du Congo et dans le Territoire palestinien occupé ont montré que, grâce à l'amélioration des procédures, il a été possible de nourrir 4,7 millions de bénéficiaires de plus, à temps, avec le même niveau de ressources. Les méthodes utilisées pour évaluer les résultats donnés par ces nouveaux modes opératoires ont servi à mesurer les résultats obtenus dans le contexte de la PG 6 en 2004.



134. Il y a lieu de citer deux autres importantes réformes introduites en 2004: i) l'on a continué à décentraliser la gestion des ressources opérationnelles, des bureaux de pays sélectionnés ayant programmé leurs propres ressources et géré directement leurs coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM); et ii) les procédures applicables à la clôture des projets et au transfert des ressources non engagées ont continué d'être améliorées, et plus de 600 projets ont été clos depuis 2002. Des méthodes plus rationnelles ont été introduites en vue du report des liquidités et des produits non engagés d'une phase à une autre: ainsi, 150 000 tonnes de produits, d'une valeur de 65 millions de dollars, ont été reportées à plus de 30 projets.

<b>Tableau 27: PG 7 – Amélioration de la transparence et responsabilisation</b>			
<b>Résultats escomptés</b>			
7.1	Amélioration de la transparence, de la supervision et de l'obligation redditionnelle.		
7.2	Adoption et amélioration continue des pratiques optimales de gestion des liquidités et des contributions financières.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
7.1.1	Pourcentage des recommandations issues des vérifications, inspections et enquêtes qui ont été appliquées <sup>93</sup> .	Pas d'objectif fixé.	Vérifications-ND inspections-80 enquêtes-82
7.1.2	Pourcentage des rapports normalisés sur les projets et des états financiers mensuels établis dans les délais prescrits.	100	100
7.2.1	Pourcentage de liquidités détenues dans des comptes portant intérêt.	92	96
7.2.2	Pourcentage de contributions à recevoir.		
	Au 31 décembre 2004, l'état des contributions à recevoir s'établissait comme suit:		
	- de l'exercice en cours	<65	67
	- un an d'arriérés	<20	16
	- deux ans d'arriérés	<10	10
	- trois ans d'arriérés ou plus	<5	7

135. La PG 7 a pour but d'améliorer la transparence, la supervision et l'obligation redditionnelle et d'assurer l'application des pratiques optimales en matière de gestion des liquidités et des contributions financières. Globalement, les résultats concernant la PG 7 ont été positifs et ont dépassé les objectifs fixés pour 2004 pour tous les indicateurs sauf un, à savoir le montant des contributions arriérées de trois ans ou plus.

136. En 2004, 80 pour cent des recommandations issues des inspections et 82 pour cent de celles résultant des enquêtes ont été appliquées. Initialement, un audit devait être mené dans 16 bureaux de pays, mais ce chiffre a été porté à 26 conformément au cycle d'audit établi par le Directeur exécutif; en fin d'année, 30 bureaux de pays ont fait l'objet d'une

<sup>93</sup> Des données seront disponibles au moyen du système de suivi *Audit Leverage*.



vérification. Le Directeur exécutif a nommé en juillet 2004 un nouveau comité d'audit qui comprend trois membres de l'extérieur et deux membres internes. En 2004, quatre vérifications étaient prévues au siège mais il en a été réalisé sept, dont une reportée de 2003; cinq ont été achevées et une est en cours (contrôles internes). Le Bureau de la vérification interne des comptes, dans le cadre des services de gestion qu'il a pour mission de fournir, a formulé des observations au sujet de 122 projets ad hoc: 120 pour 2004 et 2 pour 2003. Des ateliers sur la gestion des risques ont également été organisés en 2004: cinq au siège et 28 dans des bureaux de pays ou bureaux régionaux (PG 7.1.1).

137. Les états financiers mensuels ont été établis dans les délais et, fin mars 2005, 307 rapports normalisés sur les projets avaient été produits (PG 7.1.2). Grâce à la généralisation des comptes à solde nul et au fait que les bureaux de pays peuvent obtenir les liquidités dont ils ont besoin au moyen de virements électroniques, les bureaux de pays n'ont plus à détenir d'importants soldes liquides dans leurs comptes bancaires (PG 7.2.1).

**Tableau 28: PG 8 — Communication et plaidoyer**

<b>Résultats escomptés</b>			
8.1	Faire mieux connaître le PAM et sa mission aux représentants des gouvernements donateurs, aux principaux médias, aux personnalités influentes et au grand public.		
<b>Indicateurs de résultats</b>		<b>Objectif pour 2004</b>	<b>Réalisation en 2004</b>
8.1.1	Pourcentage des principaux médias, des personnalités influentes et du grand public des pays donateurs visés qui sont au fait de la mission du PAM.	Pas d'objectif fixé.	Voir le texte ci-dessous.
8.1.2	Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias en ligne dans les principaux pays.	4 000	5 280
8.1.3	Nombre de parlementaires, de représentants d'assemblées, de personnalités officielles et de journalistes qui ont visité des projets du PAM dans le cadre de voyages organisés par celui-ci:		
	- parlementaires, représentants d'assemblées et personnalités officielles	25	31
	- journalistes	100	215

138. La PG 8 consiste pour le PAM à exploiter de manière optimale ses capacités de communication et de plaidoyer pour faire mieux connaître le Programme et sa mission. Pendant toute l'année, le PAM a utilisé une large gamme de médias et a suivi différentes stratégies de plaidoyer pour sensibiliser les médias, les donateurs, les personnalités influentes et le grand public au problème de la faim et à la mission du PAM. Le PAM a notamment eu recours à la presse écrite, comme journaux et périodiques, aux services d'information sur l'actualité en ligne, à la radio et à la télévision. Ainsi, des nouvelles du PAM ont paru 5 280 fois dans la presse à grand tirage et dans les médias en ligne dans 14 des principaux pays donateurs, soit nettement plus que les objectifs fixés.

139. Environ la moitié du total des contributions du secteur privé a revêtu la forme d'espaces publicitaires gratuits d'une valeur de 29 millions de dollars. Le PAM a obtenu du temps et de l'espace de publicité d'importants réseaux de presse et de télévision et a produit 29 publicités imprimées et 6 annonces qui ont été publiées ou diffusées gratuitement dans les principaux pays donateurs et dans des pays donateurs potentiels. La valeur commerciale



connue des annonces ainsi diffusées a représenté 11 millions de dollars, tandis que la campagne de publicité lancée par le Conseil japonais de la publicité à l'appui du PAM a représenté une valeur de 18 millions de dollars. Le PAM a organisé 190 réunions d'information et conférences de presse sur des problèmes humanitaires de grande envergure comme les crises alimentaires dans le Darfour, en République populaire démocratique de Corée, au Soudan et en Afrique australe. Le site web du PAM, récemment modernisé, a reçu en moyenne 6 millions de visites par mois en 2004: 1 million de pages ont été lues en moyenne pendant 10 minutes chacune et 280 000 pendant 20 minutes ou plus. Deux éléments novateurs introduits dans le site web en 2004 ont été une carte interactive de la faim et une page intitulée "Le décompte des affamés". En outre, des sites web ont été lancés dans cinq nouvelles langues: danois, islandais, finnois, norvégien et suédois.

140. Pour sensibiliser l'opinion internationale au problème de la faim, le PAM a rédigé 39 articles de fond sur divers problèmes humanitaires qui ont été publiés dans les journaux et périodiques de 30 pays et il a organisé 16 manifestations, y compris la campagne "19 centimes par jour" pour l'alimentation scolaire et la *Marche mondiale contre la faim* en association avec *TNT Post Group* (TPG). Les premières pièces commémoratives en euros consacrées au PAM ont été lancées en Italie, une association des Amis du PAM a vu le jour dans ce pays et, pendant toute une journée, les matches de football ont été dédiés au PAM. Le PAM a également organisé à l'intention de plus de 300 journalistes, parlementaires et représentants du secteur privé des visites des activités appuyées par le Programme, ce qu'il a fait également à l'intention de représentants des donateurs et du gouvernement pour plus de 130 activités. Enfin, il a mis à profit la notoriété et la bonne volonté de 14 ambassadeurs du PAM et célébrités internationales pour sensibiliser l'opinion publique mondiale au problème de la faim.

**Tableau 29: PG 9 — Plus de ressources pour plus de besoins**

Résultats escomptés			
9.1	Les contributions sont accrues, diversifiées et soutenues pour que le PAM dispose des ressources dont il a besoin.		
Indicateurs de résultats		Objectif pour 2004	Réalisation en 2004
9.1.1	Ratio de concentration des contributions des donateurs:		
	- total des contributions des donateurs	2,4 milliards de dollars	2,2 milliards de dollars
	- nombre de donateurs	72	70
	- ratio de concentration globale des ressources du PAM des dix principaux donateurs par rapport au total des contributions confirmées (pourcentage)	≤ 88	85
9.1.2	Valeur des contributions par catégorie d'activité (pourcentage):		
	- opérations d'urgence	100	89
	- IPSR	100	89
	- projets de développement	100	91
	- opérations spéciales	100	77



141. La PG 9 tend à déterminer si les contributions au PAM ont ou non augmenté, se sont diversifiées et répondent aux besoins du Programme<sup>94</sup>.
142. En 2004, le PAM a reçu 2,2 milliards de dollars de contributions confirmées, soit 92 pour cent de l'objectif fixé pour l'année. La part des ressources du PAM provenant des États-Unis d'Amérique —principal donateur au Programme— est tombée de 57 pour cent à 47 pour cent par suite de l'augmentation des contributions d'autres donateurs. Les contributions fournies par l'Union européenne, à savoir celles de la Commission européenne et des États membres<sup>95</sup>, ont atteint 681 millions de dollars, c'est-à-dire 8 pour cent de plus qu'en 2003. Les contributions de l'Union européenne ont représenté 31 pour cent du total reçu pendant l'année. En outre, 16 des 20 principaux donateurs ont accru leurs contributions; l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Inde, l'Irlande, l'Italie, le Malawi, les Pays-Bas et la République de Corée ont accru leurs contributions de plus de 15 pour cent, et huit donateurs ont pour la première fois versé des contributions au PAM en 2004: Bhoutan, Bulgarie, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guatemala, Madagascar, Turquie et Zimbabwe.
143. Les contributions confirmées au titre du portefeuille de projets de développement du PAM se sont montées à 276 millions de dollars, soit 36 millions de dollars de plus qu'en 2003, ce qui a permis de couvrir 91 pour cent des besoins. Un montant record de 95 millions de dollars de contributions a été confirmé pour les opérations spéciales en 2004. Pour l'année, les contributions confirmées au CII ont atteint 25 millions de dollars, ce qui a également été un chiffre record. En outre, 1,1 milliard de dollars de contributions, soit 89 pour cent des besoins évalués, a été confirmé pour des opérations d'urgence et 616 millions de dollars, c'est-à-dire 89 pour cent des besoins, pour les IPSR.
144. Les contributions multilatérales sont extrêmement importantes car le PAM peut les affecter de façon flexible pour faire face aux besoins les plus pressants. En 2004, la valeur réelle des contributions multilatérales a baissé de 24,3 millions de dollars mais la proportion qu'elles représentent par rapport au total s'est accrue de 1 pour cent. Les contributions aussi bien en espèces qu'en nature reçues pendant l'année de donateurs privés ont représenté 61,6 millions de dollars, contre 28,7 millions de dollars en 2003.
145. À sa session d'octobre 2004, le Conseil a approuvé le document de stratégie du Département de la mobilisation de fonds et de la communication intitulé "De nouveaux partenariats pour répondre à de nouveaux besoins —Élargissement de la base de donateurs du PAM" (WFP/EB.3/2004/4-C). Grâce à cette nouvelle stratégie de mobilisation de fonds, le PAM est mieux à même de diversifier et d'élargir sa base de donateurs et de solliciter et de n'accepter que les contributions nécessaires pour satisfaire les besoins des bénéficiaires.

---

<sup>94</sup> Il n'a pas été tenu compte, dans l'analyse de la PG 9, de près de 1 milliard de dollars destinés à des opérations bilatérales, principalement en Iraq. Pour plus amples détails, voir l'annexe VI.A et VI.B.

<sup>95</sup> États membres: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède.





# ANNEXES



## ANNEXE I

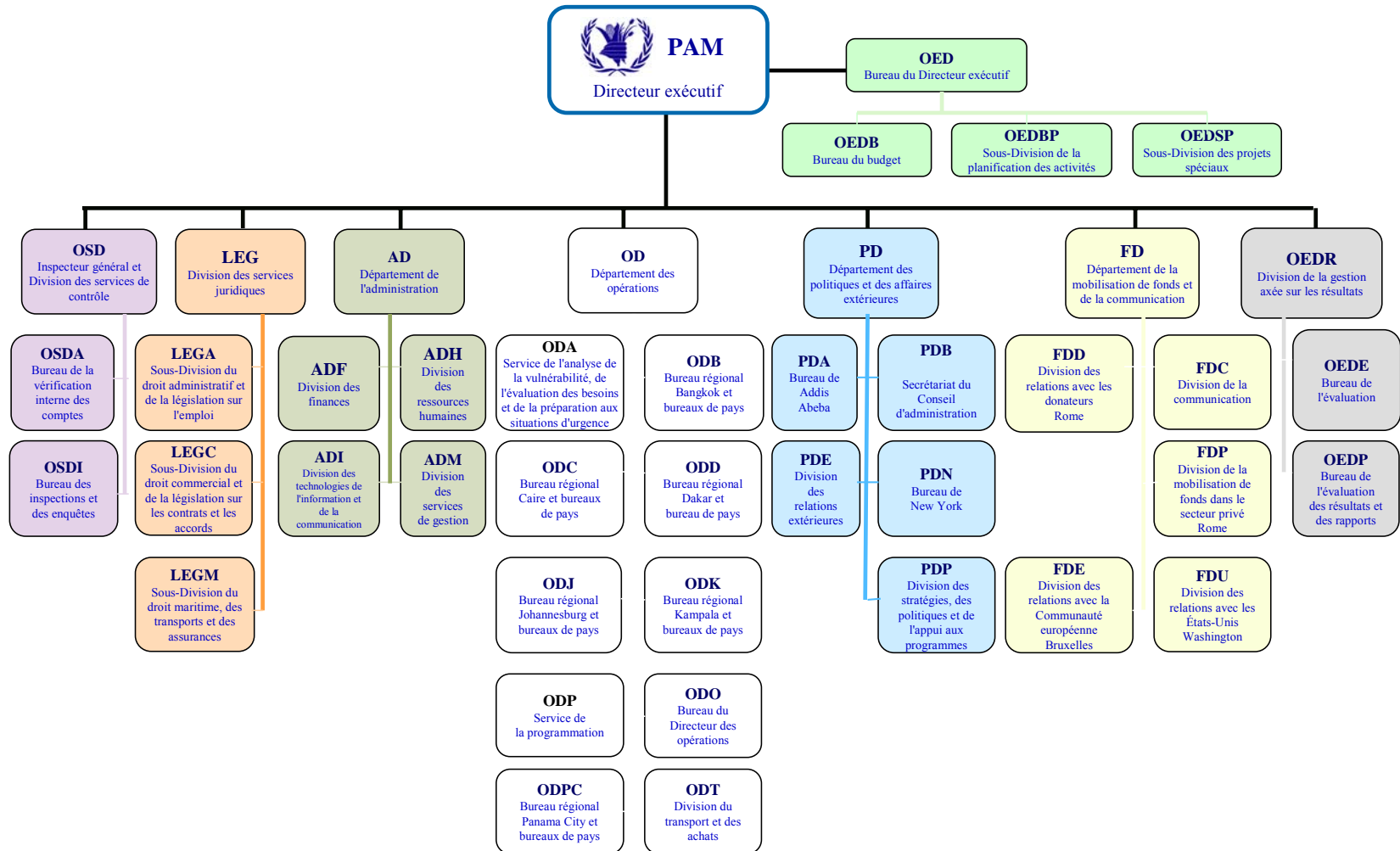
## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Services administratifs et d'appui aux programmes
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OEDE	Bureau de l'évaluation
OIM	Organisation internationale des migrations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PACE	Système d'amélioration des performances et des compétences
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PG	Priorité de gestion
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PS	Priorité stratégique
SMI	Santé maternelle et infantile
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TPG	TNT Post Group
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM





# Organigramme 2004



## ANNEXE II b

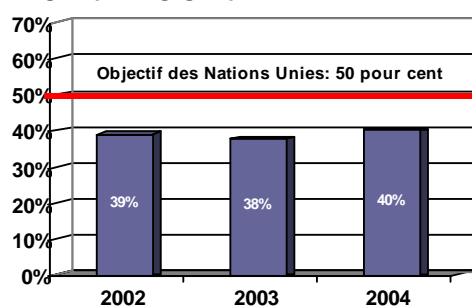
<b>PERSONNEL AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS AU 31 DÉCEMBRE 2004<sup>(1)</sup></b>			
<b>Catégorie</b>	<b>Total des effectifs</b>	<b>Nombre de femmes</b>	<b>Pourcentage de femmes</b>
Catégories supérieures (D-2 et plus)	39	10	26%
Cadre organique (P-1 à D-1)	1 114	449	40%
<b>Total partiel</b>	<b>1 153</b>	<b>459</b>	<b>40%</b>
Administrateurs auxiliaires	67	49	73%
Volontaires des Nations Unies	170	66	39%
Administrateurs nationaux	275	104	38%
Affectations de durée limitée	24	5	21%
Contrats de service	82	29	35%
<b>Total cadre organique et catégories supérieures</b>	<b>1 771</b>	<b>712</b>	<b>40%</b>
Agents des services généraux	1 589	766	48%
Affectations de durée limitée	11	2	18%
Contrats de service	5 458	1 325	24%
<b>Total, agents des services généraux</b>	<b>7 058</b>	<b>2 093</b>	<b>30%</b>
<b>Total, personnel du PAM<sup>(2)</sup></b>	<b>8 829</b>	<b>2 805</b>	<b>32%</b>

*Notes:*

(1) Remarque: ce tableau des effectifs contient des données relatives aux affectations de durée limitée et aux contrats de service

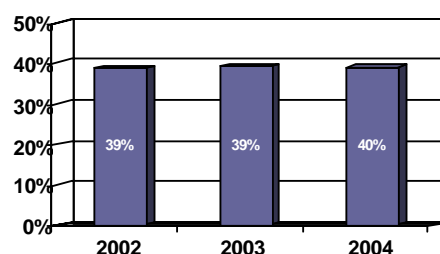
(2) Le total des effectifs du PAM a été calculé sans tenir compte des contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats de consultants, les contrats de louage de services, les prêts commerciaux remboursables et le travail temporaire.

**Part représentée par les femmes aux postes de fonctionnaires internationaux du cadre organique engagés pour une durée déterminée**



L'objectif du PAM pour 2004 est de 42 pour cent.

**Part représentée par les ressortissants des pays en développement aux postes de fonctionnaires internationaux relevant du cadre organique et des catégories supérieures**



**ANNEXE III****RESUME DES CONCLUSIONS DES EVALUATIONS ET DES  
ENSEIGNEMENTS RETIRES, PREPARE PAR LE BUREAU DE L'EVALUATION  
(OEDE)****Contexte**

1. L'évaluation constitue un outil qui revêt une importance critique pour l'obligation redditionnelle dans le contexte des systèmes de gestion axée sur les résultats. Les conclusions et les enseignements retirés des évaluations mettent en relief les domaines qui appellent des améliorations et aident à faire de la gestion axée sur les résultats un outil de gestion qui permet d'apprendre de l'expérience. Le résumé ci-après reflète les principales constatations et les enseignements spécifiques<sup>96</sup> retirés des 31 évaluations réalisées par OEDE en 2004 avec des équipes de consultants indépendants (12) et par les bureaux régionaux et bureaux de pays (19). Le rapport de synthèse (avant-projet de décembre 2004) de l'évaluation externe conjointe de l'efficacité et de l'impact de la politique du Programme alimentaire mondial visant à favoriser le développement a également servi de base à cet exercice.
2. Conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation, OEDE s'emploie de plus en plus à évaluer les programmes, les politiques générales et les opérations de grande envergure de l'Organisation en matière d'aide humanitaire, lesquelles absorbent plus de 90 pour cent des ressources du Programme. En 2004, OEDE a réalisé deux évaluations du portefeuille de projets entrepris en Érythrée et au Rwanda qui ont englobé l'ensemble des activités menées par le PAM dans ces deux pays. Le rapport sur l'évaluation thématique de la catégorie des IPSR déjà mentionné dans le rapport de synthèse de 2003 a été soumis à l'examen du Conseil en février 2004. Parmi les autres évaluations réalisées, il convient de citer celles qui ont porté sur deux opérations d'urgence (Sahel et sud du Soudan), sur l'IPSR menée dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria et Sierra Leone) et sur le programme d'assistance du PAM aux PDI en République du Congo. En outre, OEDE a mené à bien, en collaboration avec le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le HCR et l'UNICEF, un examen conjoint de l'UNJLC et de ses opérations en Iraq et au Libéria, ainsi qu'une analyse des résultats donnés par une évaluation en temps réel des activités du PAM.
3. Les bureaux régionaux ont entrepris trois évaluations décentralisées, dont une a porté sur le portefeuille d'activités du PAM à Djibouti, et les bureaux de pays cinq. En outre, 11 bureaux de pays ont mené à bien des autoévaluations. La portée et la qualité des rapports, particulièrement de ceux concernant l'autoévaluation, varient beaucoup et, s'ils peuvent être utiles pour les bureaux de pays intéressés, ils ne permettent pas de tirer des enseignements d'intérêt plus général.
4. Dans toutes les évaluations, l'une des principales difficultés a tenu au fait que les données concernant les projets étaient incomplètes ou n'étaient pas suffisamment cohérentes pour pouvoir porter une appréciation quantitative sur les résultats.

---

<sup>96</sup> Les enseignements spécifiques sont les conclusions, soigneusement formulées, sur lesquelles débouchent presque toutes les évaluations ou analyses d'impact, pour limitée que soit leur portée, tandis que des enseignements de caractère général ne peuvent être tirés que d'évaluations multisites ou multiphasés. Source: *International Programme for Development and Evaluation Training*, Université de Carlton.



## Portefeuille d'activités d'assistance humanitaire

### Opérations d'urgence et IPSR

5. L'analyse des rapports d'évaluation a fait apparaître cinq points communs à propos desquels des améliorations s'imposent si l'on veut améliorer les résultats et l'efficacité du PAM. Ces points communs sont notamment les suivants: i) démonstration de résultats; ii) ciblage; iii) transition des secours vers le redressement; iv) ponctualité des interventions et de la mobilisation des ressources; et v) coordination et renforcement des capacités. Les conclusions et enseignements spécifiques tirés des évaluations sont regroupés ci-après sous chacune de ces rubriques.

### Démonstration de résultats

6. Les évaluations des opérations d'urgence et des IPSR réalisées en 2004 sont parvenues à la conclusion que le PAM avait atteint ses objectifs à court terme, à savoir sauver des vies et limiter le stress nutritionnel en période de crise aiguë (PS 1), encore que le manque de données ait contribué au flou du tableau. Le PAM et ses partenaires ont distribué des produits alimentaires dans des situations difficiles et souvent dangereuses pendant des périodes de longue durée et les services logistiques sont apparus comme un solide élément positif. Beaucoup d'évaluations ont mis en relief le dévouement et l'engagement aussi bien des agents nationaux que des fonctionnaires internationaux.
7. L'évaluation de l'IPSR menée dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest a constaté que, dans les camps dans lesquels des réfugiés étaient établis depuis longtemps:
  - Les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans étaient systématiquement plus faibles que dans la population hôte voisine.
  - La prévalence des retards de croissance dans les camps était semblable ou inférieure à celle constatée parmi la population hôte avoisinante et, dans les camps, les taux de couverture des services de santé et de nutrition étaient élevés.
  - Un accès insuffisant aux services de santé et de nutrition limitait la couverture et l'efficacité des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique, bien que les taux de mortalité liés à la malnutrition dans les camps soient bien inférieurs.
  - Faute d'enquêtes de référence et d'enquêtes de suivi menées selon les mêmes méthodes, il n'était pas possible de mesurer l'impact des activités sur la nutrition.
8. Afin de pouvoir mieux mesurer les résultats, l'évaluation de l'opération d'urgence au Soudan a recommandé que le PAM s'emploie plus activement à rassembler et à analyser les informations sur la nutrition et s'attache à accroître son expérience dans ce domaine sur le terrain. Étant donné le contexte dans lequel les opérations d'urgence complexes sont généralement menées, l'évaluation a recommandé de revoir la PS 1, compte tenu de la difficulté de mesurer l'objectif consistant à sauver des vies dans les situations de crise et d'imputer cette mesure exclusivement à l'aide alimentaire du PAM.
9. Dans le cas des opérations menées au Soudan ainsi que dans d'autres pays, comme en République démocratique du Congo, l'accès aux populations avait posé un problème majeur et les négociations sur ce point avaient pris un temps considérable. Cela avait exigé beaucoup d'efforts de la part de la direction générale et avait peut-être détourné l'attention d'autres problèmes importants comme l'amélioration de la nutrition et du ciblage. La complexité de l'opération d'urgence au Soudan, encore aggravée par l'insécurité continue, avait rendu l'exécution et le suivi difficiles. Il s'agit là d'une différence importante par rapport à d'autres opérations, comme celles menées en Érythrée et au Rwanda, qui sont exécutées dans un environnement plus stable.



10. Toutes les évaluations ont signalé que les systèmes de suivi et d'évaluation étaient généralement insuffisants et ne permettaient pas de rassembler les données nécessaires pour suivre et évaluer systématiquement la mesure dans laquelle les opérations avançaient sur la voie des réalisations escomptées à court et à plus long terme. Le manque de cohérence dans les méthodes de calcul, de comptabilisation et de suivi des besoins alimentaires et des réalisations à court et à plus long terme apparaissait dès le début dans les systèmes de rapports. En outre, le problème était aggravé par une coordination insuffisante entre les services chargés de la logistique et des programmes.
11. Il importe de resserrer d'urgence les liens entre l'évaluation, la programmation et le suivi, spécialement en rapprochant les informations logistiques sur la filière et les informations sur les programmes au niveau des bureaux de pays.
12. L'autoévaluation réalisée en Éthiopie a recommandé que les informations appropriées soient communiquées au moyen de l'internet et de listes d'envoi pour faciliter le suivi des opérations d'urgence. Ces informations devraient notamment revêtir la forme de tableaux récapitulatifs, de graphiques illustrant les allocations et les livraisons prévues et effectives et les distributions de produits afin de détecter les lacunes et de suivre les totaux cumulatifs.

### **Ciblage**

13. Le ciblage a été jugé insuffisant dans la majorité des évaluations, et il n'a pas été possible de cibler les activités sur les familles souffrant le plus de l'insécurité alimentaire. Les problèmes rencontrés ont notamment été les suivants:
  - des erreurs d'exclusion entraînées par le manque de sécurité et d'autres contraintes en République démocratique du Congo;
  - des erreurs d'inclusion en Afrique australe, au Soudan et en Érythrée;
  - une évaluation défailante des besoins dans le Sahel;
  - l'insuffisance des rations alimentaires distribuées dans le sud du Soudan et en Afghanistan; et
  - une redistribution au niveau des communautés et le partage des rations alimentaires en Érythrée et dans le sud du Soudan.
14. Il a été recommandé que le PAM participe plus directement à la prise de décisions au sujet des critères de sélection et à l'établissement de listes de bénéficiaires. Il a également été recommandé que le PAM exploite toutes les occasions qui se présentent d'aider à renforcer les compétences des gouvernements en matière de ciblage et d'améliorer la collecte et l'analyse de données sur la sécurité alimentaire.
15. En outre, les évaluations ont recommandé qu'il soit tenu compte dès le début du phénomène représenté par les redistributions et le partage des rations alimentaires au niveau des communautés, surtout lorsque les données disponibles étaient limitées et qu'il était difficile de rassembler des informations au début d'une opération. Le PAM devrait également décentraliser les responsabilités en ce qui concerne la distribution des vivres aux échelons les plus bas possibles de l'administration étant donné que c'était à ce niveau que les communautés pouvaient le plus facilement exiger de leurs dirigeants qu'ils fassent preuve de leur sens des responsabilités.



16. Le PAM travaille actuellement à l'élaboration d'une politique de ciblage des secours d'urgence. Afin d'approfondir les connaissances dans ce domaine, OEDE a entrepris sur la base de cinq études de cas une évaluation thématique des difficultés et des contraintes rencontrées en matière de ciblage. Le rapport de cette évaluation sera soumis à l'examen du Conseil en même temps que le document directif à ce sujet en juin 2005.

### **Transition des secours vers le redressement**

17. Les évaluations ont montré qu'il n'existe pas de critères ou de directives concernant le passage de distributions générales de secours à des interventions ciblées. Des stratégies de retrait de l'assistance devraient être intégrées à la conception de toutes les opérations d'urgence et IPSR.
18. Il importe d'évaluer de façon réaliste à la fois les besoins continus de secours et la possibilité de mettre en œuvre des activités de redressement appuyées par l'aide alimentaire, selon l'environnement sociopolitique des pays et la disponibilité de ressources autres qu'alimentaires. Les évaluations devraient faciliter la fixation de buts et d'objectifs réalistes et être axées sur un petit nombre d'activités de redressement plutôt que sur un portefeuille d'activités diverses difficiles à mettre en œuvre et à suivre, comme en Afghanistan, en Érythrée et au Soudan.
19. Les principaux points qui se sont dégagés sont notamment les suivants:
  - En Afghanistan, en Érythrée et au Soudan, les distributions générales de rations n'avaient pas été réduites au moment approprié pour être remplacées par des activités de redressement.
  - Les activités de redressement menées au moyen d'une combinaison d'activités vivres pour l'éducation, VPF et VCT n'exigeaient que des quantités relativement réduites de produits alimentaires mais appelaient des efforts assez soutenus de programmation, d'exécution, de coordination et de suivi. Les évaluations des IPSR menées dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, en Érythrée et en Afghanistan ont constaté que rares étaient les membres du personnel des programmes qui possédaient les qualifications requises, problème qui était souvent aggravé par le manque de capacités techniques et opérationnelles des partenaires d'exécution, ce qui avait affecté l'exécution.
  - S'agissant du point de savoir s'il était justifié de mettre en œuvre des activités VCT en périodes d'urgence, les secours alimentaires peuvent éviter aux bénéficiaires d'avoir à se préoccuper de leur nourriture quotidienne de sorte qu'ils peuvent choisir leurs propres activités de relèvement sans qu'il soit nécessaire de mettre en place des programmes VCT.
  - En Afghanistan, les évaluations ont tendu à déterminer si les programmes d'emploi rémunéré en espèces ou sous forme de produits alimentaires étaient à la fois appropriés et réalistes pour compenser des facteurs saisonniers. L'équipe a recommandé que le PAM collabore étroitement avec les programmes d'emploi rémunéré en espèces et tienne compte des préférences locales en matière de rémunération sous forme de produits alimentaires ou d'espèces.
20. La possibilité d'organiser des programmes d'emploi rémunéré en espèces ou sous forme de produits alimentaires ou les deux est à l'étude en Indonésie et à Sri Lanka dans le cadre de l'opération d'urgence consécutive au tsunami.



21. Au Rwanda, le passage assez méthodique des secours au redressement a été facilité par:
- i) la stabilité relative de l'environnement sociopolitique dans lequel les activités de redressement ont été entreprises; ii) l'engagement pris par le gouvernement de participer pleinement au processus de transition; et iii) le fait que le PAM a pu ajuster ses activités de redressement et de développement en renforçant les capacités du personnel au moyen d'une formation.

### **Ponctualité des interventions et de la mobilisation des ressources**

22. La plupart des évaluations ont relevé qu'il y avait eu des déficits de ressources et des retards dans les livraisons de produits, ce qui avait eu des répercussions sur le nombre de bénéficiaires, le volume des rations, la durée de l'assistance et, en définitive, la réalisation des objectifs. Pour beaucoup d'opérations, les ressources mobilisées n'avaient pas permis de couvrir entièrement la durée prévue. Dans le cas de l'opération d'urgence mise sur pied pour lutter contre les effets de la sécheresse dans le Sahel, par exemple, les quantités de produits alimentaires reçues et distribuées à la fin de la période de soudure n'avaient représenté que la moitié des besoins estimatifs d'aide alimentaire. Lorsque les ressources mobilisées ne sont pas suffisantes pour couvrir l'intégralité des opérations ou lorsqu'elles n'arrivent pas ponctuellement, la réalisation des objectifs en souffre inévitablement.
23. Fréquemment, le PAM achète des produits alimentaires sur les marchés locaux ou régionaux si des contributions en espèces parviennent à temps et si des produits alimentaires sont disponibles à des prix compétitifs. Cela contribue à réduire beaucoup les délais de livraison, dans des proportions pouvant atteindre entre un et trois mois.
24. L'atelier sur les enseignements retirés de l'opération d'urgence en Iraq a identifié plusieurs autres facteurs revêtant une importance capitale pour le succès d'une opération:
- Le fait que des ressources financières avaient été disponibles rapidement avait permis de mobiliser immédiatement du personnel supplémentaire et d'acheter des produits alimentaires et de les prépositionner dans les pays avoisinants.
  - Tous les services opérationnels, à l'exception de ceux chargés des achats de produits alimentaires, étaient pleinement décentralisés.
  - Pleins pouvoirs avaient été accordés à la direction du centre d'opération de Chypre, ce qui avait facilité la coordination des opérations et la prise de décisions.

### **Coordination et renforcement des capacités**

25. L'insuffisance des capacités des ONG et des gouvernements de coordonner et de mettre en œuvre à un niveau élevé une intervention pour faire face aux effets des catastrophes au Pakistan, en Afrique australe et au Timor-Leste avait dans un premier temps retardé la mise en route des activités mais la situation s'était peu à peu améliorée. Les évaluations ont confirmé à nouveau le rôle important que jouait le PAM en renforçant les capacités au moyen d'une formation.
- Au Timor-Leste, le fait que des informations avaient d'emblée été partagées avec les partenaires avait beaucoup contribué à une vision commune des résultats attendus du programme du PAM.
  - En Iraq, l'on s'était immédiatement attaché à répartir les responsabilités, à définir des mandats clairs et à élaborer des programmes de travail pour chaque unité, ce qui avait facilité les échanges d'informations.



- En Éthiopie, le PAM était la seule institution ayant une solide présence dans la région. La flexibilité du PAM avait immensément contribué à renforcer les capacités du gouvernement. Cette flexibilité se trouverait considérablement réduite si le PAM ne pouvait pas maintenir sa présence sur le terrain par le biais de bureaux auxiliaires. Aucun effort ne devrait être négligé pour maintenir les bureaux auxiliaires du PAM et appuyer ainsi les capacités régionales en matière d'alerte rapide, de ciblage et de gestion de l'aide alimentaire destinée aussi bien aux secours qu'aux activités de développement.

### **Opérations spéciales**

26. Les examens conjoints PAM/OCHA/UNICEF/HCR des opérations du quartier général et des services de l'UNJLC<sup>97</sup> en Iraq et au Libéria sont parvenus aux conclusions suivantes:
- l'UNJLC avait réussi à combler les lacunes qui existaient dans le domaine de la logistique et avait joué un rôle adapté, novateur et concret en matière de coordination et d'exécution;
  - les problèmes opérationnels non réglés par d'autres institutions ne devraient être abordés qu'exceptionnellement et seulement avec l'accord des partenaires de l'UNJLC; et
  - les opérations de l'UNJLC devraient porter seulement sur une période de durée limitée et prédéterminée, pendant la première phase d'une nouvelle opération d'urgence, essentiellement pour régler les conflits et éliminer les goulets d'étranglement sur le plan de la logistique. La poursuite des activités de l'UNJLC pendant la phase suivante est une question qui doit être examinée de près en tenant compte du risque d'ingérence dans les activités d'autres institutions.
27. Les enseignements retirés de l'examen des opérations de l'UNJLC en Afghanistan ont été pris en compte lors de la conception des opérations ultérieures en Iraq et au Libéria. Les principales conclusions retirées de ces examens ont été utiles aussi lors de la conception de l'opération d'urgence consécutive au tsunami.

### **Examen de l'expérience tirée par le PAM de l'évaluation en temps réel**

28. La première évaluation en temps réel a été réalisée par OEDE pendant l'opération d'urgence mise sur pied pour faire face aux effets de la sécheresse en Afrique australe, en 2002–2003. Il ressort d'une évaluation récente de cette expérience que l'objectif consistant à produire une évaluation globale plus informée a été atteint. En revanche, pour diverses raisons propres à la situation, l'on n'avait pas réussi aussi bien que prévu à assurer une information en retour immédiate et à contribuer à l'apprentissage institutionnel.
29. La méthode suivie pour l'évaluation en temps réel des activités entreprises après le tsunami est fondée sur les enseignements retirés de l'évaluation précédente. Par exemple, l'on prépare actuellement une première mission restreinte composée de cadres supérieurs ayant l'expérience des opérations d'urgence pour identifier les principales questions à traiter et les données à rassembler.

---

<sup>97</sup> Initialement, l'UNJLC était une initiative du PAM visant à partager les services logistiques, notamment dans des domaines comme les transports aériens. Depuis lors, l'UNJLC est devenu une institution qui, sur le plan opérationnel, est indépendante du PAM, bien que celui-ci continue d'en assurer le secrétariat et de fournir des services d'appui. Les principales parties prenantes sont le PAM, le HCR, l'UNICEF, l'OCHA, l'OIM, l'OMS, la FAO, le PNUD, le CICR, la FIRC et un consortium d'ONG.





## Portefeuille d'activités de développement du PAM

30. En 2004, les bureaux régionaux et bureaux de pays ont mené à bien neuf évaluations de programmes de pays et d'autres projets. À la demande de plusieurs importants donateurs, une évaluation externe de la politique du PAM visant à favoriser le développement a été réalisée en 2003 et 2004 par des équipes de consultants indépendants.
31. L'évaluation externe a confirmé que la politique visant à favoriser le développement était valable et avait amélioré la pertinence et la qualité des interventions appuyées par le PAM. Ses principes fondamentaux avaient déjà été appliqués en partie aux IPSR et aux opérations d'urgence; il était recommandé qu'ils soient appliqués plus systématiquement à ces catégories d'activités. Il était suggéré en outre d'approfondir les travaux dans le domaine de la nutrition pour que les activités correspondent de plus près aux résultats attendus de cette politique.
32. Il a été considéré que les facteurs ci-après pouvaient affecter ou faciliter l'exécution des activités de développement<sup>98</sup>:
  - Les projets de développement appuyés par le PAM donnent de meilleurs résultats lorsqu'ils sont intégrés aux stratégies et aux programmes pour lesquels des ressources ont déjà été mobilisées, comme les plans nationaux et locaux de réduction de la pauvreté, plutôt que d'intégrer des ressources non alimentaires à des programmes d'aide alimentaire. Les partenariats établis avec les gouvernements et autres entités sont importants dans la mesure où ils permettent d'intégrer l'assistance du PAM à un cadre de politiques et de programmes plus large et ainsi non seulement d'élargir les avantages de l'aide du PAM au-delà du contexte local mais aussi d'améliorer la durabilité des activités appuyées par le Programme.
  - L'assistance du PAM atteint des groupes que les autres institutions ne peuvent pas desservir. Cela est rendu possible par: i) les objectifs stratégiques de la politique visant à favoriser le développement, qui ont aidé à affiner le ciblage sur les plus pauvres des pauvres<sup>99</sup>; ii) le recours systématique à l'ACV; et iii) l'approche participative suivie au plan local pour encourager les activités à assise communautaire. Cependant, il faut s'employer plus activement à atteindre les plus reculées des régions affectées par l'insécurité alimentaire et des groupes comme les femmes qui ne fréquentent pas les centres de SMI et les enfants qui ne sont pas à l'école.
  - Généralement, les activités de développement appuyées par le PAM étaient orientées vers les populations qui vivaient dans les régions rurales reculées et qui ne pouvaient guère, étant donné leurs avoirs limités, contribuer au développement. Il importe par conséquent de promouvoir dès le stade de la conception des projets la durabilité des activités de développement proposées et de prévoir d'emblée des périodes de durée raisonnable pour la fourniture de l'assistance et des stratégies spécifiques de retrait. Le moment auquel il peut être mis fin à l'aide alimentaire doit être déterminé sur la base d'études ACV.

<sup>98</sup> Évaluation conjointe de l'efficacité et de l'impact de la politique du Programme alimentaire mondial visant à favoriser le développement (120-E/110-309, rapport de synthèse, Volume 1, projet de rapport final, 2004).

<sup>99</sup> Il ressort des évaluations des programmes de cantines scolaires appuyés par le PAM au Bangladesh, au Ghana et en République démocratique populaire lao que, si l'on veut qu'ils aient le meilleur ratio coûts-avantages, les programmes doivent être réalisés dans les régions où la sous-alimentation constitue un problème grave, où les taux de fréquentation et d'assiduité scolaires sont bas et où les taux d'abandon sont élevés.



- Les programmes d'alimentation scolaire du PAM continuaient d'être axés surtout sur l'alimentation scolaire plutôt que sur les activités vivres pour l'éducation<sup>100</sup>.
  - Il ne semble guère que l'approche globale de la problématique hommes-femmes envisagée dans la politique visant à favoriser le développement ait été pleinement prise en considération. Généralement, les efforts déployés dans ce domaine n'ont eu un impact qu'au niveau micro et n'ont eu qu'un effet limité sur les politiques en la matière.
33. Une meilleure qualité des rapports établis à la suite des évaluations décentralisées et un système de notation des résultats des projets auraient pu établir un résumé mieux charpenté des conclusions et des enseignements retirés des évaluations menées en 2004. L'on pourrait ainsi tirer des évaluations des enseignements plus spécifiques et ainsi permettre aux évaluations de mieux jouer leur rôle principal, qui est de fournir les bases factuelles nécessaires pour améliorer l'obligation redditionnelle, la transparence et les résultats.

---

<sup>100</sup> Il ressort en outre des examens réalisés par les bureaux de pays que l'augmentation du nombre d'élèves avait affecté encore plus la qualité déjà médiocre de l'enseignement du fait de l'absence d'infrastructure, de maîtres qualifiés et de manuels scolaires. L'évaluation du programme de cantines scolaires en République démocratique populaire lao est parvenue à la conclusion que plus les associations des parents d'élèves ou les comités d'alimentation scolaire peuvent travailler sans l'aide d'un maître, et plus les maîtres peuvent consacrer leur temps à enseigner. Il importe de promouvoir d'emblée l'implication des gouvernements dans les programmes organisés aux échelons national et local car il est ainsi plus facile de les amener à en assumer la responsabilité lorsque l'assistance du PAM prend fin.



## ANNEXE IV

<b>PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE</b>				
	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004*</b>
	<b>Aide alimentaire (en millions de tonnes)</b>			
<b>1) Total, aide alimentaire</b>	<b>10,98</b>	<b>9,77</b>	<b>10,29</b>	<b>7,50</b>
Part du total correspondant au PAM	4,5	3,8	4,9	3,7
Céréales	9,5	8,1	8,9	6,5
Produits autres que les céréales	1,5	1,5	1,3	1,0
<b>Pourcentage de l'aide alimentaire mondiale</b>				
<b>2) Achats dans les pays en développement %</b>	<b>11,6</b>	<b>10,6</b>	<b>22,4</b>	<b>25,9</b>
<b>3) Livraisons, par modalité %</b>				
- Aide bilatérale %	28,3	31,3	21,4	20,6
- Aide multilatérale %	41,5	40,1	48,9	52,0
- ONG %	30,3	28,5	29,8	27,4
<b>4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activité %</b>				
- Programmes %	20,9	21,7	11,0	13,9
- Secours %	50,6	49,0	66,8	58,0
- Projets %	28,5	29,3	22,2	28,1
<b>5) Livraisons d'aide alimentaire par région %</b>				
- Afrique subsaharienne %	33,6	30,5	52,7	50,8
- Sud et est de l'Asie %	37,2	38,4	22,4	26,4
- Europe et CEI %	11,9	10,9	6,9	6,1
- Amérique latine et Caraïbes %	9,0	12,9	4,3	8,7
- Afrique du Nord et Moyen-Orient %	8,2	7,3	13,7	8,0
<b>6) Livraisons aux</b>				
- Pays en développement %	97,6	98,7	97,3	99,1
- PFRDV %	82,9	85,1	85,5	71,1
- PMA %	42,4	39,0	51,6	46,6
<b>7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales en pourcentage:</b>				
- De la production mondiale de céréales	0,5	0,4	0,5	0,3
- Des importations mondiales de céréales	3,9	3,3	3,7	2,8
<b>8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, en pourcentage:</b>				
- De la production de céréales des PFRDV	1,0	0,9	1,0	0,7
- Des importations de céréales des PFRDV	9,5	8,5	9,9	6,5

Source: Interfais

(\*) Les chiffres pour 2004 sont provisoires (mai 2005).



ANNEXE V: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES DU PAM EN 2004			
Rang	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
<b>Pays en développement/pays en transition</b>			
1	Thaïlande	200 197	49 931 129
2	Argentine	177 457	48 924 113
3	Éthiopie	127 856	25 303 640
4	Soudan	123 555	20 764 727
5	Ouganda	111 707	26 517 512
6	Afrique du Sud	107 562	25 586 541
7	Pakistan	101 932	23 276 211
8	Inde	100 562	30 338 992
9	Turquie	100 126	28 991 022
10	Brésil	98 055	36 377 752
11	Malaisie	89 377	60 653 116
12	Zambie	85 002	17 736 130
13	Viet Nam	84 130	25 234 286
14	Chine	78 760	20 652 587
15	Bulgarie	71 756	9 837 744
16	Jordanie	69 120	37 926 442
17	Kazakhstan	55 607	12 106 441
18	Fédération de Russie	52 791	10 885 715
19	Émirats arabes unis	49 000	15 770 000
20	Kenya	45 133	12 659 946
21	Népal	41 705	13 381 040
22	Tanzanie	38 587	9 460 488
23	Lesotho	35 738	8 153 677
24	Bangladesh	27 589	11 445 715
25	Territoire palestinien occupé	27 313	12 527 604
26	Indonésie	25 396	18 332 834
27	Mozambique	17 495	3 847 791
28	Malawi	17 482	5 579 385
29	Burkina Faso	17 110	5 089 887
30	Oman	15 548	37 956 820
31	Mali	15 049	2 988 153
32	Myanmar	14 661	2 516 206
33	Niger	14 346	3 701 776
34	Colombie	10 787	5 130 937
35	Afghanistan	10 650	2 222 074
36	Cameroun	8 511	3 409 671
37	Sénégal	8 452	2 961 314
38	Cote d'Ivoire	8 341	3 812 362
39	Zimbabwe	6 788	2 835 705
40	Namibie	5 447	1 034 396
41	Égypte	5 225	1 505 808
42	Cuba	4 315	2 821 059
43	Tchad	3 394	868 743
44	Honduras	3 369	1 161 233
45	Nicaragua	3 101	1 427 164
46	Nigéria	3 000	882 000
47	Azerbaïdjan	2 984	1 036 560
48	Singapour	2 959	1 697 461



<b>ANNEXE V: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES DU PAM EN 2004</b>			
<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Valeur (dollars)</b>
49	Rwanda	2 838	918 483
50	Guatemala	2 633	858 621
51	Cambodge	2 601	559 108
52	Swaziland	2 467	554 766
53	Sri Lanka	2 242	3 169 320
54	Congo	1 818	670 022
55	Bhoutan	1 645	455 341
56	Bolivie	1 643	424 950
57	Uruguay	1 403	3 295 337
58	Estonie	1 400	3 592 400
59	Burundi	1 339	412 763
60	Arménie	987	313 348
61	Ghana	889	302 721
62	République démocratique du Congo	844	257 227
63	Iran	735	272 963
64	Madagascar	723	355 462
65	Pérou	693	467 495
66	Yémen	613	169 092
67	Tadjikistan	575	22 932
68	Angola	532	88 506
69	Syrie	444	249 022
70	République centrafricaine	443	201 787
71	Gambie	242	51 524
72	Algérie	185	184 009
73	Haïti	146	115 651
74	Géorgie	122	19 845
75	Maroc	108	147 862
76	République démocratique populaire lao	71	22 162
77	République dominicaine	31	34 241
78	El Salvador	15	14 474
79	Somalie	12	3 693
<b>Total partiel (69% de la valeur totale)</b>		<b>2 355 463</b>	<b>725 467 034</b>
<b>Pays développés</b>			
<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Valeur (dollars)</b>
1	Australie	490 069	85 699 884
2	États-Unis d'Amérique	381 897	67 527 621
3	Canada	128 448	34 591 643
4	Japon	58 537	13 277 817
5	Italie	39 972	11 547 454
6	Belgique	30 684	23 386 107
7	Danemark	27 243	19 111 617
8	Pays-Bas	21 734	14 093 148
9	France	19 286	48 749 079
10	Espagne	3 000	7 561 500
11	Allemagne	1 190	339 008
12	Royaume-Uni	121	42 253
<b>Total partiel (31% de la valeur totale)</b>		<b>1 202 181</b>	<b>325 927 130</b>
<b>Total</b>		<b>3 557 643</b>	<b>1 051 394 163</b>



**ANNEXE VI a: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2004 (en milliers de dollars)**

Donateur	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opér. spéc.	Autres <sup>1</sup>	Total
Afrique du Sud	1 675	3 510	1	0	0	0	5 186
Allemagne	27 155	20 583	0	11 912	3 525	1 951	65 126
Andorre	0	71	0	0	0	44	115
Angola	0	0	0	4 014	0	0	4 014
Arabie saoudite	1 556	0	0	1 790	0	0	3 345
Australie	6 613	16 163	0	11 687	1 944	4 552	40 960
Autriche	0	122	0	2 067	0	0	2 189
Banque africaine de développement	0	0	0	500	0	0	500
Belgique	490	2 444	0	6 388	2 158	225	11 705
Bhoutan	0	0	0	0	0	1	1
Bulgarie	0	0	0	0	0	5	5
Cameroun	600	0	0	0	0	0	600
Canada	49 821	20 877	4 478	12 635	847	2 152	90 810
Chine	4 804	0	0	0	0	48	4 853
Chypre	0	0	5	0	0	0	5
Colombie	0	0	0	2 224	0	0	2 224
Commission européenne	7 892	123 915	0	54 930	8 348	5 415	200 501
Cuba	0	570	0	0	0	45	615
Danemark	26 443	8 177	0	5 765	378	2 485	43 247
Égypte	354	0	0	0	0	0	354
El Salvador	0	0	0	0	0	160	160
Émirats arabes unis	50	0	0	0	0	0	50
Équateur	0	0	0	0	0	89	89
Espagne	9 684	2 268	0	5 228	373	1 836	19 388
États-Unis d'Amérique	36 362	659 023	0	276 338	28 496	32 029	1 032 247
Éthiopie	30	0	0	0	0	0	30
Finlande	7 352	2 585	0	7 197	0	725	17 860
France	1 801	13 268	1 695	8 617	3 538	1 368	30 288
Ghana	0	0	0	0	0	10	10
Grèce	0	0	16	0	0	0	16
Guatemala	0	0	0	0	0	53	53
Honduras	1 562	0	0	0	0	1 635	3 197
Hongrie	0	0	0	0	0	65	65
Inde	0	0	0	23 532	0	67	23 599
Iran	0	0	0	0	0	40	40
Irlande	912	5 675	977	3 939	1 755	425	13 684
Islande	0	57	18	0	0	0	75
Italie	13 899	13 146	0	10 992	0	10 372	48 409
Japon	12 190	65 504	9 275	47 630	0	1 131	135 730
Jordanie	53	0	0	0	0	47	100



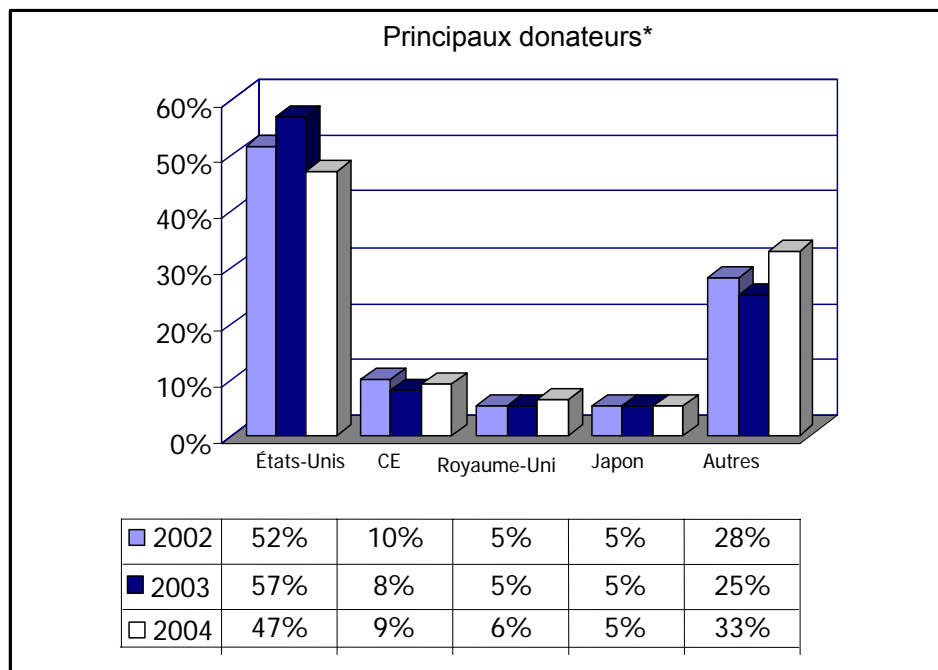
<b>ANNEXE VI a: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2004 (en milliers de dollars)</b>							
<b>Donateur</b>	<b>Développement</b>	<b>RAIU</b>	<b>CII</b>	<b>IPSR</b>	<b>Opér. spéc.</b>	<b>Autres<sup>1</sup></b>	<b>Total</b>
Kenya	1 035	9 009	0	0	0	0	<b>10 044</b>
Luxembourg	0	2 246	0	1 841	0	0	<b>4 086</b>
Madagascar	0	2 000	0	0	0	0	<b>2 000</b>
Malawi	0	1 455	0	13 014	0	0	<b>14 469</b>
Monaco	30	0	0	0	0	0	<b>30</b>
Nations Unies	146	0	0	75	0	309	<b>530</b>
Népal	0	0	0	144	0	0	<b>144</b>
Nicaragua	1 328	0	0	0	0	40	<b>1 368</b>
Norvège	33 865	6 931	2 405	6 398	5 247	0	<b>54 846</b>
Nouvelle-Zélande	690	1 351	0	54	0	0	<b>2 095</b>
Ouganda	0	0	0	0	0	339	<b>339</b>
Pakistan	0	0	0	0	0	38	<b>38</b>
Panama	1	0	0	0	0	0	<b>1</b>
Pays-Bas	0	26 116	4 146	36 890	10 522	64	<b>77 738</b>
Pologne	0	138	0	218	0	0	<b>356</b>
Portugal	110	0	0	215	398	0	<b>723</b>
Privé <sup>2</sup>	6 864	6 693	0	2 079	359	1 390	<b>17 384</b>
République de Corée	100	23 385	0	1	0	202	<b>23 688</b>
République slovaque	0	25	0	0	0	0	<b>25</b>
République tchèque	0	0	0	98	0	0	<b>98</b>
Royaume-Uni	14 731	39 542	0	24 109	24 114	13 388	<b>115 884</b>
Saint-siège	10	0	0	0	0	0	<b>10</b>
Singapour	0	20	0	0	0	0	<b>20</b>
Slovénie	0	33	0	0	0	0	<b>33</b>
Sri Lanka	0	0	0	0	0	24	<b>24</b>
Suède	0	19 699	1	23 299	772	768	<b>44 540</b>
Suisse	5 365	12 465	2 021	10 413	2 188	221	<b>32 673</b>
Syrie	619	324	0	0	0	58	<b>1 001</b>
Turquie	0	0	0	150	0	0	<b>150</b>
Zimbabwe	0	0	0	4	0	0	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>276 191</b>	<b>1 109 389</b>	<b>25 039</b>	<b>616 388</b>	<b>94 962</b>	<b>83 815</b>	<b>2 205 783</b>
<b>Contributions bilatérales</b>							<b>995 728</b>

1: Par exemple fonds fiduciaire, programme des administrateurs auxiliaires, contributions de contrepartie en espèces des gouvernements (CCEG) et contributions confirmées des projets en attente.

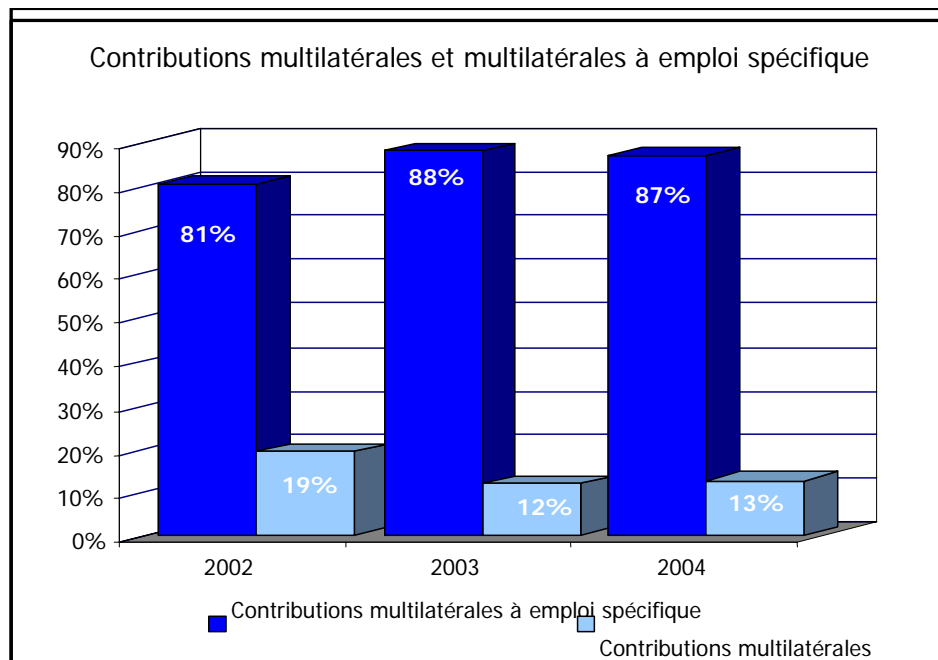
2 Les donateurs privés ont également fait des dons en nature supplémentaires d'une valeur de 44 238 391 dollars. Le total des dons en espèces et en nature a atteint 61 622 564 dollars.



## ANNEXE VI b



\* à l'exclusion des contributions bilatérales



(en millions de dollars)

Guichets de financement	2002	2003	2004
Contributions multilatérales à emploi spécifique	1 458,4	2 270,1	1 927,4
Contributions multilatérales	350,8	302,7	278,4
<b>TOTAL</b>	<b>1 809,2</b>	<b>2 572,8</b>	<b>2 205,8</b>

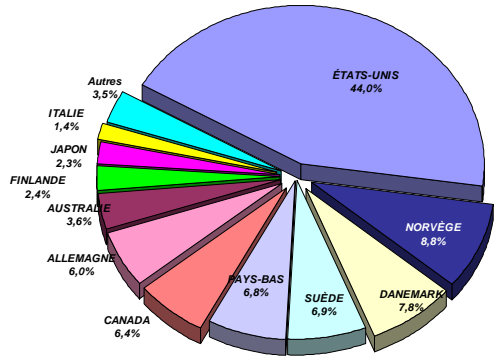




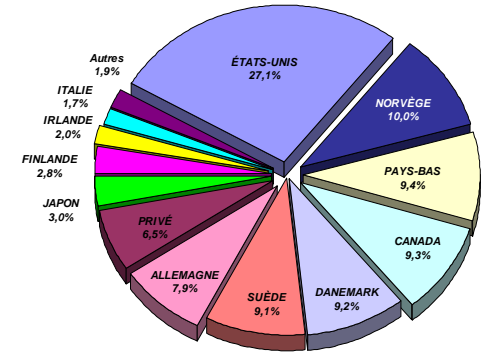
ANNEXE VI c

## CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES AU PAM PAR DONATEUR ET EN POURCENTAGE, 2002-2004

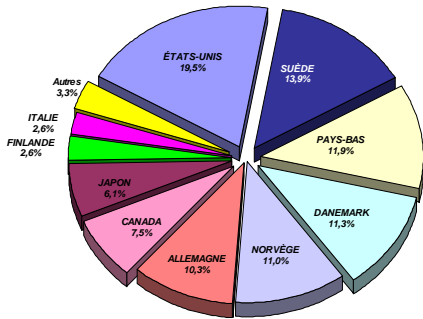
2002



2003



2004



**ANNEXE VII TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)**

	2001		2002		2003		2004	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
<b>TOTAL</b>	<b>1 777 042</b>	<b>100</b>	<b>1 592 160</b>	<b>100</b>	<b>3 254 748</b>	<b>100</b>	<b>2 899 628</b>	<b>100</b>
DÉVELOPPEMENT	231 059	13	194 692	12	228 678	7	256 458	9
SECOURS	1 421 350	80	1 282 791	81	2 811 441	86	1 670 055	58
OPÉRATIONS D'URGENCE	1 006 227		867 053		2 072 988		992 990	
IPSR	415 123		415 738		738 453		677 066	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	32 789	2	36 651	2	82 769	3	60 628	2
OPÉRATIONS BILATÉRALES	45 772	3	38 609	2	80 470	2	794 372	27
AUTRES <sup>2</sup>	46 072	3	39 416	3	51 390	2	118 115	4
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>	<b>885 644</b>	<b>100</b>	<b>899 374</b>	<b>100</b>	<b>1 480 457</b>	<b>100</b>	<b>1 381 743</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	50		56		45			
DÉVELOPPEMENT	99 279	11	89 075	10	117 299	8	126 364	9
SECOURS	761 955	86	794 257	88	1 333 542	90	1 202 709	87
OPÉRATIONS D'URGENCE	459 455		476 630		790 229		757 281	
IPSR	302 500		317 627		543 313		445 427	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	18 437	2	14 178	2	20 992	1	43 975	3
OPÉRATIONS BILATÉRALES	5 972	1	1 864	0	8 625	1	8 695	1
<b>ASIE</b>	<b>566 324</b>	<b>100</b>	<b>454 316</b>	<b>100</b>	<b>389 081</b>	<b>100</b>	<b>417 521</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	32		29		12			
DÉVELOPPEMENT	81 033	14	66 370	15	63 969	16	76 226	18
SECOURS	469 351	83	360 182	79	299 235	77	326 263	78
OPÉRATIONS D'URGENCE	408 263		317 652		186 249		155 817	
IPSR	61 088		42 530		112 985		170 446	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	13 913	2	21 724	5	20 868	5	9 012	2
OPÉRATIONS BILATÉRALES	2 027	0	6 040	1	5 009	1	6 020	1
<b>EUROPE ORIENTALE ET CEI</b>	<b>166 162</b>	<b>100</b>	<b>86 788</b>	<b>100</b>	<b>67 707</b>	<b>100</b>	<b>40 411</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	9		5		2			
SECOURS	153 657	92	86 418	100	67 144	99	40 411	100
OPÉRATIONS D'URGENCE	127 801		52 862		18 494		12 209	
IPSR	25 856		33 556		48 649		28 202	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	493	0	235	0	-	-	-	-
OPÉRATIONS BILATÉRALES	12 013	7	134	0	563	1	-	-
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	<b>57 157</b>	<b>100</b>	<b>40 253</b>	<b>100</b>	<b>49 142</b>	<b>100</b>	<b>59 326</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		2		2			
DÉVELOPPEMENT	38 565	67	26 408	65	31 920	65	30 212	51
SECOURS	18 591	33	13 845	35	17 222	35	26 208	44
OPÉRATIONS D'URGENCE	7 238		3 967		1 433		8 102	
IPSR	11 353		9 879		15 789		18 107	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	-	-	-	-	2 906	5
OPÉRATIONS BILATÉRALES	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>	<b>55 491</b>	<b>100</b>	<b>71 817</b>	<b>100</b>	<b>1 213 215</b>	<b>100</b>	<b>856 973</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		5		37			
DÉVELOPPEMENT	12 182	22	12 696	18	15 228	1	16 633	2
SECOURS	17 549	32	28 088	39	1 094 299	90	73 114	9
OPÉRATIONS D'URGENCE	3 224		15 940		1 076 583		57 920	
IPSR	14 325		12 148		17 716		15 194	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	461	1	40 610	3	4 735	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES	25 761	46	30 571	43	63 078	5	762 490	89

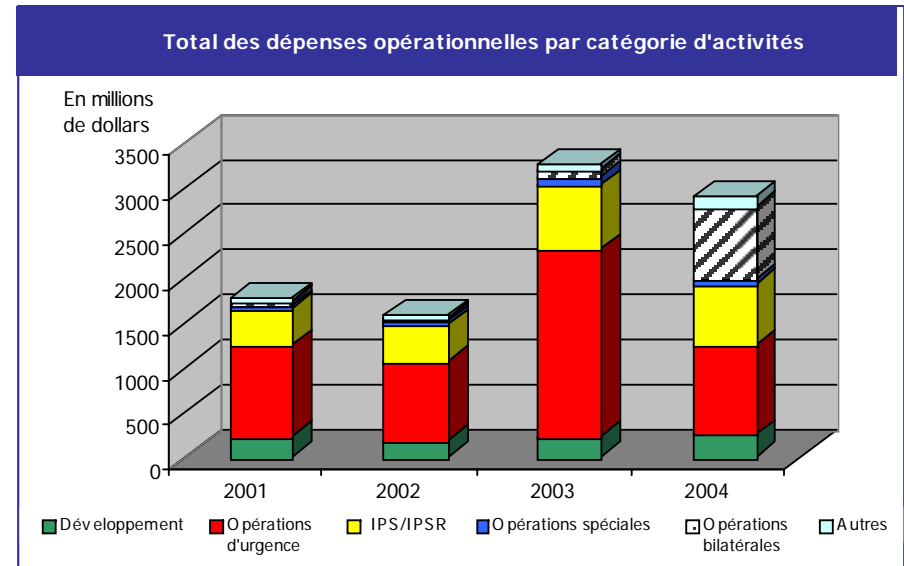
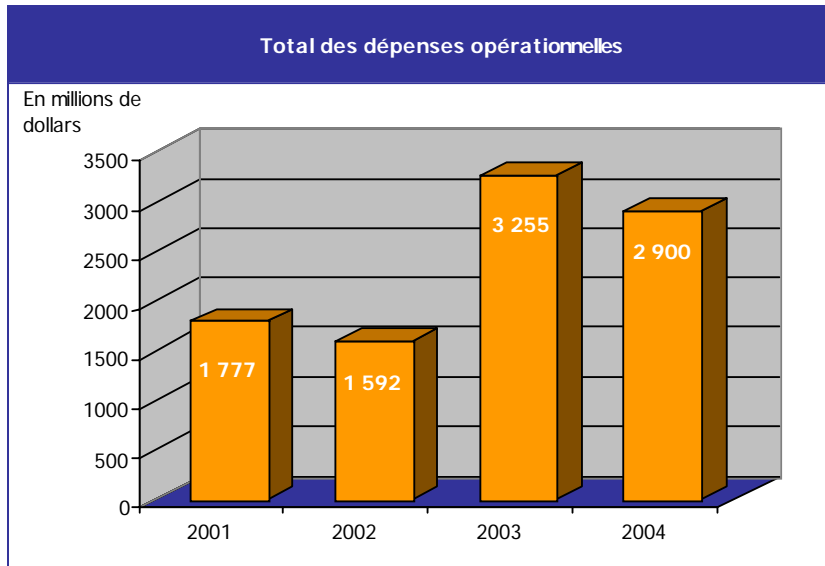
<sup>1</sup> À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

<sup>2</sup> Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.



## ANNEXE VII FIGURE 1: TOTAL DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES







**ANNEXE VII TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES<sup>1</sup> PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2001-2004**  
(en milliers de dollars)

	2001				2002				2003				2004			
	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>																
Belize	-	203	-	-	203	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Bolivie	5 648	354	-	-	6 002	5 178	125	-	-	5 303	6 779	16	-	-	6 795	3 865
Colombie	603	3 429	-	-	4 032	44	1 815	-	-	1 859	600	1 488	-	-	2 088	15
Cuba	2 806	162	-	-	2 968	2 031	212	-	-	2 243	2 548	11	-	-	2 558	3 457
République dominicaine	2 048	876	-	-	2 924	399	498	-	-	897	400	94	-	-	493	185
Équateur	2 122	154	-	-	2 276	2 099	32	-	-	2 131	1 590	356	-	-	1 946	93
El Salvador	4 584	3 646	-	-	8 230	278	2 278	-	-	2 556	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395
Guatemala	1 848	413	-	-	2 261	1 437	4 265	-	-	5 702	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349
Haiti	5 166	-	-	-	5 166	5 208	-	-	-	5 208	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356
Honduras	2 456	4 823	-	-	7 280	1 647	2 517	-	-	4 164	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234
Nicaragua	8 305	2 931	-	-	11 236	3 251	1 874	-	-	5 125	3 804	3 733	-	-	7 537	6 274
Pérou	2 980	433	-	-	3 413	4 744	11	-	-	4 755	3 317	0	-	-	3 318	1 958
Venezuela	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses régionales	-	1 158	-	-	1 158	92	216	-	-	308	4	(3)	-	-	0	30
<b>TOTAL POUR LA RÉGION</b>	<b>38 565</b>	<b>18 591</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>57 157</b>	<b>26 408</b>	<b>13 845</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>40 253</b>	<b>31 920</b>	<b>17 222</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49 142</b>	<b>30 212</b>
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>																
Algérie	-	6 706	-	-	6 706	-	7 499	-	-	7 499	-	11 367	-	-	11 367	-
Égypte	1 514	-	-	-	1 514	4 218	-	-	-	4 218	4 070	-	-	-	4 070	4 202
Iran	-	3 375	-	-	3 375	-	2 722	-	-	2 722	-	10 937	21	-	10 959	1 831
Iraq *	-	2 056	-	25 761	27 817	-	2 826	-	28 928	31 754	-	1 022 882	38 358	63 067	1 124 307	32 419
Jordanie	1 040	540	-	-	1 579	1 748	554	-	-	2 302	1 294	14 193	143	-	15 630	2 238
Maroc	2 045	-	-	-	2 045	1 338	-	-	-	1 338	366	-	-	-	366	191
Territoire palestinien occupé	1 163	4 270	-	-	5 433	678	12 731	461	-	13 870	133	27 290	1 870	-	29 293	28 771
République arabe syrienne	2 407	14	-	-	2 421	1 075	993	-	-	2 068	980	6 968	218	-	8 166	3 102
Yémen	4 013	587	-	-	4 600	3 599	763	-	1 644	6 006	8 323	662	-	11	8 995	7 021
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	40	-	-	-	40	62	-	-	0	62	70
<b>TOTAL POUR LA RÉGION</b>	<b>12 182</b>	<b>17 549</b>	<b>-</b>	<b>25 761</b>	<b>55 491</b>	<b>12 696</b>	<b>28 088</b>	<b>461</b>	<b>30 571</b>	<b>71 817</b>	<b>15 228</b>	<b>1 094 299</b>	<b>40 610</b>	<b>63 078</b>	<b>1 213 215</b>	<b>16 633</b>
AUTRES <sup>2</sup>	-	246	(54)	-	46 264	142	-	54	-	39 613	262	-	300	3 197	55 148	7 022

<sup>1</sup> À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

<sup>2</sup> Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les Fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par opération figurent au-dessous du total de la colonne. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

(\*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre nourriture".

ANNEXE VII TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES<sup>1</sup> PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001		2002		2003		2004	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
<b>DÉVELOPPEMENT ET SECOURS</b>	<b>1 652 409</b>	<b>100.0</b>	<b>1 477 483</b>	<b>100.0</b>	<b>3 040 119</b>	<b>100.0</b>	<b>1 926 513</b>	<b>100.0</b>
<b>PAR CATÉGORIE DE PAYS<sup>2</sup></b>								
Pays les moins avancés	922 763	55.8	932 308	63.1	1 434 586	47.2	1 407 530	73.1
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1 434 180	86.8	1 227 541	83.1	2 751 419	90.5	1 828 126	94.9
<b>PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS</b>								
Afrique subsaharienne	861 234	52.1	883 332	59.8	1 450 840	47.7	1 329 073	69.0
Asie	550 385	33.3	426 553	28.9	363 203	11.9	402 488	20.9
Europe orientale et CEI	153 657	9.3	86 418	5.8	67 144	2.2	40 411	2.1
Amérique latine et Caraïbes	57 157	3.5	40 253	2.7	49 142	1.6	56 420	2.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	29 731	1.8	40 784	2.8	1 109 527	36.5	89 748	4.7
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>231 059</b>	<b>100.0</b>	<b>194 692</b>	<b>100.0</b>	<b>228 678</b>	<b>100.0</b>	<b>256 458</b>	<b>100.0</b>
<b>PAR CATÉGORIE DE PAYS<sup>2</sup></b>								
Pays les moins avancés	146 303	63.3	128 684	66.1	151 163	66.1	166 538	64.9
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	215 533	93.3	186 349	95.7	210 974	92.3	234 621	91.5
<b>PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS</b>								
Afrique subsaharienne	99 279	43.0	89 076	45.8	117 298	51.3	126 364	49.3
Asie	81 033	35.1	66 372	34.1	63 968	28.0	76 226	29.7
Amérique latine et Caraïbes	38 565	16.7	26 408	13.6	31 919	14.0	30 212	11.8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12 182	5.3	12 696	6.5	15 228	6.7	16 633	6.5

<sup>1</sup> À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.<sup>2</sup> Classement réel pour chaque année.<sup>3</sup> Secours uniquement.

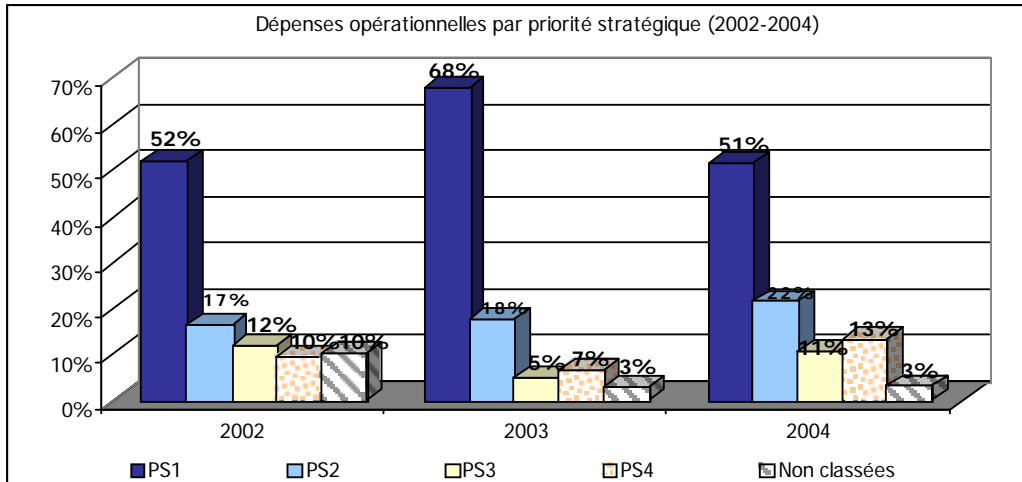
## ANNEXE VIII

### MÉTHODOLOGIE

1. La présente annexe décrit brièvement les méthodes utilisées dans le Rapport annuel sur les résultats de 2004 pour: i) classer les dépenses opérationnelles en fonction de chaque PS; et ii) indiquer les outils employés pour mesurer les réalisations obtenues dans le contexte des PS. Les opérations du PAM sont variées et diverses et la méthodologie utilisée pour estimer la proportion des dépenses opérationnelles allouées aux différentes activités a été extrêmement importante aussi bien pour l'établissement du Rapport annuel sur les résultats que pour la gestion interne. En 2004, cette méthodologie est demeurée le seul outil disponible pour imputer les dépenses opérationnelles aux PS.
2. Le Rapport annuel sur les résultats expose en détail comment les dépenses opérationnelles sont attribuées à chaque PS. Cette classification impute les dépenses opérationnelles sur la base d'une liste de codes de classification établis par le Comité administratif de coordination de l'Organisation des Nations Unies qui recourent trois grandes catégories d'intervention du PAM: fourniture d'une assistance sous forme de secours alimentaires gratuits, capacités humaines et activités VCT. À la fin de chaque année, les dépenses affectées aux projets sont comptabilisées selon ces codes de classification. Il y a 18 codes qui sont employés pour imputer les dépenses à chacune des PS:
  - *PS1-Sauver des vies dans des situations de crise*: i) fourniture d'une assistance sous forme de secours alimentaires totalement gratuits.
  - *PS2-Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs*: ii) promotion de la production agricole et des cultures commerciales; iii) projets d'agroforesterie; iv) projets concernant l'élevage et la pisciculture; v) réserves alimentaires; vi) mise en valeur et bonification des terres ou des ressources hydrauliques; vii) alphabétisation et calcul; viii) autres activités VPF; ix) autres activités VCT; x) services collectifs (écoles, logement); xi) peuplement et réinstallation; xii) transport.
  - *PS3-Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables*: xiii) VIH/sida; xiv) SMI; xv) garderies et jardins d'enfants; xvi) santé publique et éradication des maladies (à l'exclusion du VIH/sida).
  - *PS4-Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle*: xvii) écoles primaires; xviii) écoles secondaires.
  - *PS5-Aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire*: Pas de secteur applicable à ce stade.
3. Sur la base des codes de classification susmentionnés et des données relatives aux projets, les dépenses opérationnelles pour 2002–2004 ont été imputées aux PS 1–PS 4: voir le graphique ci-dessous. La méthode employée pour analyser les résultats concernant chacune de ces PS est brièvement discutée ci-dessous.







4. Dans le cas de la PS 1, des méthodes acceptées au plan international ont été employées pour analyser les données provenant des enquêtes de référence et des enquêtes de suivi. Les indicateurs concernant la PS 2 ne sont encore appliqués qu'à titre pilote. La méthode utilisée pour analyser les réalisations à long terme en rapport avec la PS 2 sera affinée et expliquée dans le Rapport annuel sur les résultats de 2005. S'agissant de la PS 3, l'analyse des données au niveau des réalisations à long terme a été fondée sur les 31 programmes de pays et projets de développement en rapport avec cette priorité comportant des objectifs visant à améliorer la situation nutritionnelle des bénéficiaires.
5. En ce qui concerne la PS 4, la méthode d'analyse des données provenant des enquêtes et la méthode d'échantillonnage sont plus développées car l'on dispose depuis plus longtemps d'informations provenant des enquêtes de référence et des enquêtes de suivi menées au sujet des activités d'alimentation scolaire. Aux fins de l'analyse des résultats de 2004, l'on a résumé les principaux résultats des enquêtes sur l'alimentation scolaire réalisées dans 25 pays bénéficiant d'une assistance du PAM. Sur ce chiffre, 14 pays ont reçu une assistance dans le cadre de projets de développement, 10 par le biais d'IPSR et 1 au moyen d'une opération d'urgence; 17 de ces 25 pays se trouvaient en Afrique subsaharienne.
6. Pour ce qui est enfin de la PS 5 —le nouveau cadre de politique générale visant à aider les gouvernements à élaborer et à gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire— les informations requises ont été rassemblées au moyen d'un questionnaire adressé à chaque bureau de pays à la mi-2004. Les données ont été rassemblées par pays plutôt que par projet, et les bureaux de pays ont été invités à rendre compte des activités de renforcement des capacités entreprises dans cinq domaines: programmation de l'aide alimentaire (PAM et organismes de contrepartie); programmation de l'aide alimentaire fournie par le gouvernement; élaboration des programmes du gouvernement et d'autres entités; sensibilisation du public et réseaux; et politiques concernant la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.



